

70 ans
DE REGARD PERÇANT

Relations

Pour qui veut une société juste

NUMÉRO 751

septembre 2011

Jeunes voix engagées

La jeunesse
altermondialiste

Sortir du modèle
entrepreneurial

Étudiants et militants

Génération
sur le qui-vive

Paroles féministes



NOUVEAUTÉS Le carnet de Wajdi Mouawad

La chronique littéraire de Suzanne Jacob

5,50 \$



ARTISTE INVITÉE :
VÉRONIQUE DOUCET

ReLations

NUMÉRO 751, septembre 2011

70 ans
DE REGARD PERÇANT

ACTUALITÉS	4
HORIZONS L'intransigeance de LifeSiteNews José Rosario Marroquín, s.j.	9
LE CARNET DE WAJDI MOUAWAD Généalogie des Minotaures	10
HUIT VARIATIONS SUR LE TEMPS CHRONIQUE LITTÉRAIRE Commencer recommencer, comment c'est. Suzanne Jacob	28
AILLEURS Grâce: entre crises et révoltes Christian Brouillard	30
REGARD Biodiversité, écosystèmes et big business Cécile Sabourin	32
70 ANS DE RELATIONS L'entrée de <i>Relations</i> au Centre justice et foi Albert Beaudry	35
CONTROVERSE Hausser les impôts des entreprises les fait-elles fuir? Pierre-Antoine Harvey Josée Lamoureux	36 37
EN BREF	38
MULTIMÉDIAS	39
LIVRES	40

Couverture: Véronique Doucet, *Réveille le mouton noir qui dort en vous!*, 2011, techniques mixtes sur mdf récupéré, 30,5 x 28 cm

DOSSIER

JEUNES VOIX ENGAGÉES

La vague de cynisme qui submerge nos sociétés n'atteint pas toute la jeune génération; l'altermondialisme et l'écologisme, entre autres, témoignent d'une vitalité militante. Mais dans un contexte socio-économique favorisant l'individualisme au détriment des enjeux collectifs, le risque est réel que cet engagement soit de plus en plus vécu «à la carte», comme une expérience professionnelle «à valeur ajoutée». Qu'est-ce qui motive, en 2011 au Québec, les jeunes à s'engager dans les mouvements étudiant, indépendantiste, féministe? De quoi est fait l'engagement des jeunes croyants progressistes, ou encore celui des jeunes artistes?

Jeunes voix engagées Amélie Descheneau-Guay	11
La jeunesse altermondialiste Table ronde avec Nathalie Guay, Maude Prud'homme, Simon Tremblay-Pepin, Alexandre Vidal	13
Engagé auprès des plus démunis Yann Panneton	17
Sortir du modèle entrepreneurial Éric Martin	18
Étudiants et militants Alexandre Leduc	20
Parole d'une jeune poète Hélène Matte	21
Génération sur le qui-vive Noémie Delisle	23
Paroles féministes Entrevue avec Barbara Legault, réalisée par Anne-Marie Claret	24
Jeunes chrétiens en recherche Marco Veilleux	27

ARTISTE INVITÉE

Artiste engagée, multidisciplinaire et environnementaliste, **Véronique Doucet** vit en Abitibi depuis 2000. Sa quête artistique s'oriente vers l'équilibre entre l'humain et la nature. « Sans l'humain, la planète Terre n'a plus d'importance. À son tour, sans la Terre, l'humain n'est rien! » C'est pourquoi elle s'intéresse à l'art thérapie et à la biotransformation. Elle a été boursière du Conseil des arts et des lettres du Québec à trois reprises, notamment pour le projet « Aldermac plantation minière » qui a mené à la restauration d'un site minier abandonné – une belle victoire environnementale. Ses œuvres ont été exposées dans les centres d'exposition et d'artistes du Québec et de l'Ontario. Elle est également cofondatrice du Groupe écocitoyen (GÉCO). Consulter: <www.veroniquedoucet.com>.

FONDÉE EN 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites du Québec. Depuis 70 ans, *Relations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les exclus et les plus démunis. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques et religieux de notre époque.

DIRECTRICE
Élisabeth Garant
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Ravet
RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Catherine Caron
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Amélie Descheneau-Guay
TRADUCTION
Jean-Claude Ravet
DIRECTION ARTISTIQUE
Mathilde Hébert
ILLUSTRATIONS
Jacques Goldstyn, Lino,
Marie Surprenant

RÉVISION/CORRECTION
Éric Massé
COMITÉ DE RÉDACTION
Gregory Baum, Gilles Bibeau, Gilles Bourque, Eve-Lyne Couturier, Céline Dubé, Guy Dufresne, Jean-François Fillion, Mouloud Idir, Nicole Laurin, Agusti Nicolau, Guy Paiement, Rolande Pinard, Jacques Racine, Louis Rousseau
COLLABORATEURS
André Beauchamp, Jean-Marc Biron, Dominique Boisvert, Marc Chabot, Bernard Emond, Suzanne Jacob, Vivian Labrie, Wajdi Mouawad, Carolyn Sharp, Marco Veilleux

IMPRESSION HLN
sur du papier recyclé contenant 100 % de fibres post-consommation.
DISTRIBUTION LMPI / HDS Canada
Relations est membre de la SODEP <www.sodep.qc.ca>
Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Repère*, *EBSCO* et dans l'*Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe.
ABONNEMENTS Ginette Thibault
8 numéros (un an) : 35 \$ (t. i.)
Deux ans : 65 \$ (taxes incluses)
À l'étranger : 55 \$ Étudiant : 25 \$
Abonnement de soutien : 100 \$ (un an)
TPS: R119003952 TVQ: 1006003784

Dépôt légal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec.
ISSN 0034-3781

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada, par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques (FCP) pour nos activités d'édition.

Canada

BUREAUX
25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél. : 514-387-2541
télééc. : 514-387-0206
relations@cjf.qc.ca
www.revuerelations.qc.ca

La montée de l'extrême droite

Nous aurions tort de banaliser les attentats du norvégien Anders Behring Breivik, sous prétexte qu'ils seraient le fruit isolé d'un déséquilibré mental. Nous nous empêcherions ainsi de percevoir l'horizon plombé sous lequel ils ont pris forme, à savoir l'influence grandissante et dangereuse de l'idéologie d'extrême droite qui engendre chez bien des gens des visions cauchemardesques qui pourraient encore accoucher de la mort.

Le document de plus de 1500 pages qu'il aurait peut-être aimé laisser comme testament – 2083. *A European Declaration of Independence* – où il livre les motifs de ses actes, apparaît comme un immense collage d'analyses européenne et américaine d'extrême droite qui circulent sur Internet. Même les passages dont il semble être l'auteur sont le plus souvent des plagiats maquillés. Comme si nous avions affaire à un homme incapable de pen-

engrenage implacable. Ainsi en vient-il à prévoir la révolution de l'Occident contre le soi-disant envahissement islamique en 2083, étant l'aboutissement de suites d'événements aussi inévitables qu'inhumains. Pas étonnant qu'il se perçoive plus rationnel et logique que croyant. Nous avons ainsi affaire à un formidable livre ouvert sur l'idéologie d'extrême droite. On aurait donc tort de le refermer trop vite pour le placer sur les rayons des faits divers, si macabre fut-il. Il nous enseigne que des chapitres s'écrivent encore un peu partout, de mains diverses. Jean-Marie Le Pen, en France, Pat Buchanan, aux États-Unis, comme bien d'autres, ont dit publiquement partager ses analyses.

En mars dernier, le cinéaste Hugo Latulippe exprimait dans nos pages (« Ces porteurs d'éclairs », *Relations* n° 747, mars 2011) son indignation devant la montée en force des mouvements d'extrême droite en Europe et notamment en Norvège, où le Fremskridtpartiet obtient 14% des voix: « La prédation s'imisce tranquillement/ dans le quotidien des Républiques européennes/ Encore. » Et il en appelait à la vigilance et à la résistance. Elles sont de mise, en effet, même ici. Pensons à l'influence grandissante du Tea Party chez nos voisins du sud.

Même si ces mouvements sont probablement condamnés à rester minoritaires dans la société, si ce n'est marginaux, tout au moins au Québec, leur idéologie demeure pernicieuse car elle en vient à se répandre à travers des stéréotypes et des préjugés, à travers la peur de l'étranger et l'obsession sécuritaire, et à revêtir un vernis de légitimité dans des lois anti-immigration, par exemple. Un certain appel à la vertu de la Nation comme à une innocence ou une pureté perdue y fait aussi écho, sans parler de la rhétorique, si présente dans nos médias, de la menace islamiste qui chercherait à

saper les fondements démocratiques de l'Occident – quand ceux-là mêmes qui crient au loup sont les premiers à s'en charger.

La déclaration du maire d'Oslo au lendemain des attentats nous indique la voie à suivre: répondre à ce genre d'actes par encore plus de démocratie. C'est dans cette direction qu'il faut tendre. Opposer à la passion destructrice de la haine la passion sereine de la vie. Opposer à la peur de l'autre et au repli dans des blocs identitaires monolithiques et imperméables – terreaux fertiles aux idées d'extrême droite – la participation démocratique et la responsabilité citoyenne à l'égard du bien commun. À travers elles peut se forger une culture commune, en rassemblant et dépassant les différences dans la lutte collective pour une société juste. Nous comprenons pourquoi l'apolitisme ambiant, stimulé par la société capitaliste, est peut-être le plus sûr allié de l'extrême droite.

Nous sommes heureux d'accueillir comme chroniqueur, après dix ans d'absence de nos pages, le dramaturge Wajdi Mouawad. Il prend le relais cette année de Brigitte Haentjens comme auteur du Carnet. Il avait tenu, en 2000-2001, la chronique *Prisme*, un lointain prélude au présent carnet puis, en 2001-2002, la chronique *Feuilleton* qui inaugurerait notre chronique littéraire.

Celle-ci sera cette année à la charge de l'écrivaine et poète Suzanne Jacob qui a publié, entre autres, chez Borel, *Un dé en bois de chêne* (2011) et *Amour, que veux-tu faire?* (2010). Marie Surprenant, qui a été par deux fois artiste invitée à *Relations* (notamment dans le numéro précédent sur la lecture), accompagnera de ses peintures les textes de l'écrivaine.

Amis lecteurs, amies lectrices, bonne rentrée!

JEAN-CLAUDE RAVET



Véronique Doucet,
*Nous ne sommes pas
maîtres dans notre
maison, car les mines
sont dans le sous-sol*,
2011, techniques
mixtes sur mdf
récupéré, 42 x
76 cm

ser par lui-même, tout entier possédé par la logique d'une idée qui se substitue à la vie et à la réalité. Anders Behring Breivik se veut un rouage d'un



Juger les crimes de Jean-Claude Duvalier

L'impunité qui gangrène le système de justice en Haïti est une plaie ouverte depuis des décennies. Il est temps d'y mettre fin.

FRANCINE NÉMÉH

Le développement économique et social d'Haïti a pour condition préalable l'instauration d'un État de droit. Or, l'impunité est contraire à l'État de droit. Sans un système de justice fonctionnel, donc exempt de corruption, cette gangrène s'étend et se propage.

Si le retour de Jean-Claude Duvalier en Haïti, le 16 janvier dernier, a été perçu par plusieurs comme une catastrophe, il est aujourd'hui évident qu'il s'agit plutôt d'une occasion à saisir pour sortir une fois pour toutes le pays du borbier de l'impunité dans lequel s'enlissent toutes les ini-

tiatives de développement démocratique.

Les défenseurs de Duvalier font valoir que les crimes dont est accusé l'ex-dictateur, qui ont eu lieu il y a plus de 25 ans, sont prescrits – le délai pour les juger étant dépassé. Or, les organisations internationales sont unanimes: les crimes reprochés sont tels qu'ils sont imprescriptibles et Haïti a l'obligation d'enquêter et de poursuivre les responsables.

La lecture de l'excellent rapport de Human Rights Watch d'avril 2011, *Haïti, un rendez-vous avec l'Histoire*, est éclairante. Le document rapporte des violations des droits humains commises sous le régime de Jean-Claude Duvalier: disparitions, assassi-

nats politiques, torture et répression contre la presse et les dissidents politiques, violences sexuelles.

Heureusement, des victimes et des organisations haïtiennes de droits humains s'organisent. Le Collectif contre l'impunité a été mis en place, dans le contexte difficile d'une opinion publique parfois amnésique, souvent jeune et qui méconnaît le passé. Plusieurs ONG internationales l'appuient et l'ONU a offert son soutien à l'État haïtien dans sa lutte contre l'impunité.

La première démarche entreprise par le Collectif a été d'obtenir une audience à la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) qui s'est tenue le 28 mars 2011. À la suite de cette audience, la CIDH – rappelant les graves, multiples et systématiques violations du gouvernement de Jean-Claude Duvalier qu'elle avait établies dans un rapport publié en 1979 – rappelle au gouvernement d'Haïti qu'il a « en sa qualité d'État membre [...] l'obligation d'enquêter sur les graves violations des droits humains commises sous le régime de Jean-Claude Duvalier et, s'il y a lieu, d'en punir les auteurs. La Constitution haïtienne établit que ce traité fait partie de la législation nationale et abroge toutes les lois qui lui sont contraires. » À l'instar des différentes ONG et organisations internationales, la CIDH voit une occasion unique de rétablir la confiance dans le système judiciaire haïtien.

Pour arriver à juger les crimes de Duvalier, les défis sont nombreux et importants compte tenu de la faiblesse du système judiciaire et de l'État haïtiens, du manque d'expertise pour soutenir les plaignants et préparer des dossiers de poursuite et du manque de moyens dans la protection des plaignants et des témoins. Les commentaires de Michel Martelly, le nouveau président d'Haïti, ont par ailleurs de quoi inquiéter. Durant les élections, quelques jours après le retour de Duvalier, il s'était dit prêt à le prendre comme conseiller s'il était élu. Il l'a ensuite invité à son investiture. Concernant l'éventualité de poursuivre et de juger Duvalier, le nouveau président a plaidé en avril dernier pour l'amnistie et la clémence. Or, il est clair que sans volonté politique, la lutte contre l'impunité pourrait s'avérer encore plus difficile. Souhaitons que les pressions soient assez fortes pour que le président suive les recommandations des organisations internationales, dont l'ONU, la CIDH et Human Rights Watch, à savoir: assurer la sécurité des victimes, des témoins, du personnel judiciaire et de toute personne susceptible d'être menacée; reconnaître publiquement l'obligation qui incombe à Haïti, aux termes du droit international, de poursuivre Duvalier pour les crimes qui lui sont reprochés; garantir que les autorités judiciaires pourront agir de manière indépendante, avec des ressources suffisantes; garantir le droit de Duvalier à un procès équitable.

L'impunité engendre la récidive, l'insécurité et l'injustice. Elle brime les droits humains, au premier chef, le droit à la vie. Elle tue l'espoir d'une vie digne. Haïti n'en a que trop souffert. ●

Du Maghreb au Québec

Le colloque « Migrations maghrébines », tenu à Montréal en avril dernier, a permis de jeter un regard éclairant sur ce phénomène récent au Québec.

YOLANDE COHEN

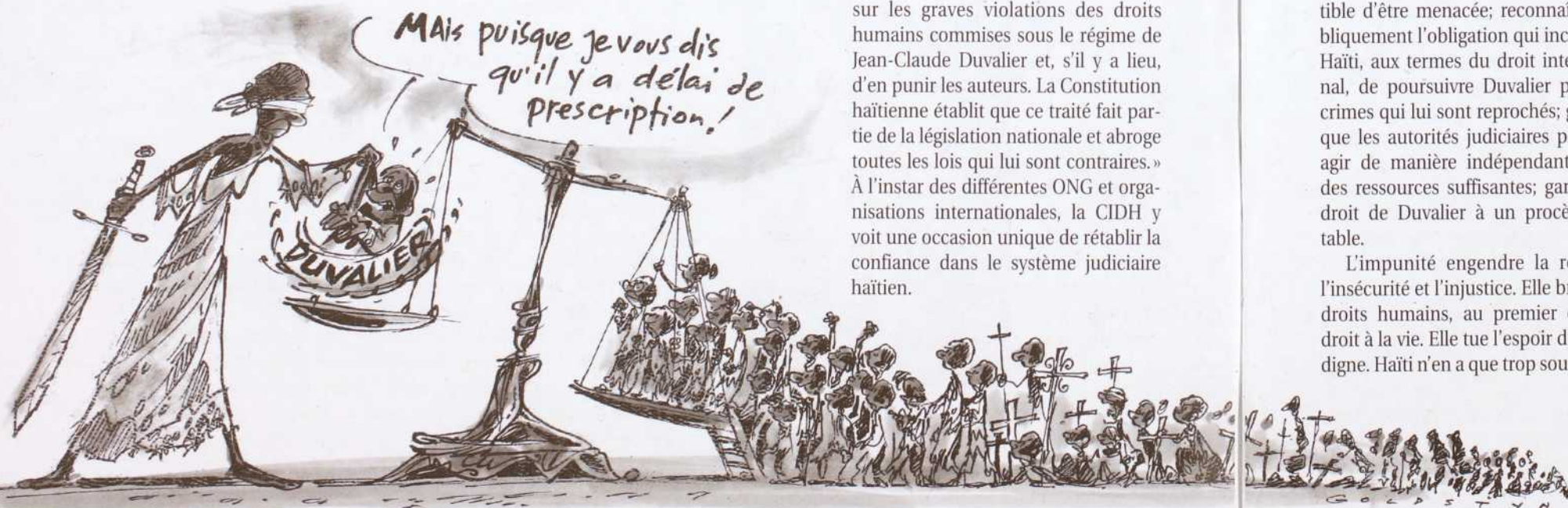
La dénomination « maghrébin » évoque communément en France le « travailleur immigré » des Trente Glorieuses ou ses descendants, ou encore l'aspect postcolonial de cette immigration véhiculé par la vague massive vers la métropole de populations surtout françaises et algériennes (« pieds noirs »), mais aussi marocaines et tunisiennes (juives et musulmanes) anciennement colonisées. Au Québec, où cette immigration est beaucoup plus récente et moins nombreuse, le terme est peu ou pas employé. La prédominance historique des cultures franco-catholiques et, plus récemment, la tendance à réduire les identités à des communautés ethnoreligieuses ont conduit à identifier tout simplement les migrations juives maghrébines des années 1960 et 1970 à la communauté juive, tandis que les migrations plus récentes originaires de pays musulmans, du Maroc surtout, sont d'emblée assimilées à la communauté musulmane. Et si l'origine maghrébine est tellement stigmatisée en France au point de signifier une discrimination spécifique, au Québec c'est plutôt à une certaine islamophobie que l'on attribue des discriminations à l'égard des Maghrébines.

Lors du colloque « Migrations maghrébines »¹, l'anthropologue Denise Helly, qui a étudié les flux de ces migra-

tions arabes très récentes à Montréal, a bien montré le poids des discriminations à l'égard de ces populations, tant en emploi que dans les perceptions des autres Québécois à leur endroit. Alors qu'ils sont relativement plus scolarisés que la moyenne québécoise, ces nouveaux venus peinent à trouver des emplois liés à leur qualification. Plusieurs facteurs sont habituellement invoqués pour expliquer cette situation, en particulier le fait que cette immigration soit très récente (moins de 10 ans pour la plupart d'entre eux) et qu'elle ne se soit pas encore dotée d'institutions de représentation unifiées. En ce sens, le contraste avec les quelques 15 000 juifs d'origine marocaine, qui ont émigré à la fin des années 1960 et durant les années 1970 à Montréal et dont l'intégration économique fut relativement bonne, est frappant. Est-ce le moment de leur arrivée qui les distingue? Peut-on dire qu'il y a 40 ans, le Québec était plus ouvert aux émigrants qu'il ne l'est aujourd'hui, ou est-ce l'accueil essentiellement réalisé par les institutions communautaires juives de Montréal qui a fait de leur émigration un *success story*? Peu d'études ont fait ces comparaisons, car les déterminations confessionnelles sont des barrières que peu de chercheurs osent encore franchir.

L'étude des trajectoires migratoires permet aussi de remettre en contexte le « dé-enracinement » à l'œuvre dans toute migration. Dans les deux cas toutefois, les rapports que les minorités juives et maghrébines entretiennent avec la majorité restent l'objet de nombreuses spéculations, tant le racisme et l'antisémitisme continuent de les co-

L'auteure est professeure au Département d'histoire de l'UQAM



1. Le colloque s'est tenu à l'UQAM, du 12 au 13 avril 2011, à l'initiative de Yolande Cohen, Linda Guerry et de l'équipe de recherche Histoire, Femmes, Genre et Migrations. Des extraits vidéo sont disponibles au <<http://tv.uqam.ca/default.aspx?v=53143>>.



La liberté d'expression en péril

Les poursuites contre les auteurs de *Noir Canada* et les éditions Écosociété visent à étouffer un débat public sur de graves allégations de crimes contre des sociétés minières canadiennes.

MICHEL SEYMOUR

Peut-on imaginer que la liberté académique d'universitaires puisse être mise en procès? C'est pourtant ce qui se produit dans le cas de deux poursuites intentées contre les éditions Écosociété et les auteurs Alain Deneault, Delphine Abadie et William Sacher de *Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique*. À la suite de sa publication, au printemps de 2008, la société minière canadienne Barrick Gold les poursuit au Québec pour une somme de 6 millions de dollars et Banro Corporation les poursuit en Ontario pour un montant de 5 millions de dollars. Ces entreprises allèguent que le livre est diffamatoire et que les défenseurs ont orchestré une campagne internationale visant à nuire à leur réputation.

Les auteurs et la maison d'édition attendaient deux verdicts importants. Le premier concernait la poursuite de Banro en Ontario. Les défenseurs ont demandé à la Cour suprême du Canada que cette poursuite soit transférée au Québec parce qu'à peine un peu plus de quatre-vingts exemplaires de l'ouvrage ont circulé en Ontario. Les défenseurs attendent toujours le verdict de la Cour sur ce point. Ils attendaient aussi le jugement de la Cour du Québec qui devait déterminer si la poursuite de Barrick Gold est abusive au sens de la loi 9, adoptée par l'Assemblée nationale du Québec. Il s'agit d'une étape décisive qui permettra de

voir si cette loi permet véritablement d'empêcher les poursuites-bâillons. La Cour québécoise a décidé de couper la poire en deux en imposant à Barrick Gold de couvrir les frais d'avocats des défendeurs, conformément à cette loi, tout en reconnaissant le droit à la poursuite de mettre la maison d'édition et les auteurs en procès pour atteinte à leur réputation. Le procès devrait alors débiter le 19 septembre 2011.

Noir Canada rapporte certaines allégations qui ont été faites au sujet des industries minières et des compagnies pétrolières canadiennes en Afrique. Avant la publication de cet ouvrage, il y avait au Canada une *omertà* sur le rôle joué par ces entreprises, pourtant cotées en bourse à Toronto. Cela contrastait avec la multitude de témoignages, rapports d'enquêtes et articles de journaux circulant à travers le monde à leur sujet. Les auteurs voulaient donc faire entrer ce débat dans l'espace public canadien. Les allégations qui circulent à travers le monde suggèrent que des entreprises canadiennes sont associées au pillage des ressources minières en Afrique et acoquinées à des chefs de gouvernement qui n'hésitent pas à déplacer violemment des populations entières au nom du développement économique. En 2003, 53% des sociétés minières actives en Afrique étaient canadiennes. Leurs niveaux d'investissement ont atteint environ 14 milliards de dollars en 2010. Or, comme le révèle une étude

lorer. C'est donc à un niveau plus «micro» que des changements imperceptibles peuvent être observés.

Interrogeant des écrivains originaires du Maghreb vivant à Montréal, Lilyane Rachédi, professeure à l'École de travail social de l'UQAM, a pu montrer la diversité de leurs parcours et faire ainsi éclater les stéréotypes associés à des identités figées. Quand on aborde la situation des femmes maghrébines, on perçoit encore davantage toutes les formes que peut prendre la discrimination à leur endroit puisque, depuis ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire du voile ou foulard islamique, il semble que leur identité y soit réduite.

Peu d'études se sont attardées à mieux comprendre les relations hommes-femmes des immigrants maghrébins au Québec. En France, celles qui s'y intéressent sont pour le moins marquées par la polarisation très forte qui entoure la question du voile; les féministes étant divisées entre elles sur ce qui favoriserait l'émancipation de ces femmes. À cet égard, on oublie rapidement l'importance de la politisation des militantes algériennes qui ont dû s'exiler en France et au Québec pour échapper à l'opprobre dans leur pays. À ce titre, et les travaux de l'historien Benjamin Stora sont là pour nous le montrer, l'histoire algérienne se distingue dans cet ensemble et particulièrement celle du grand militant de la révolution algérienne qu'était Messali Hadj. Restituer cette histoire était une façon pour les participants et participantes du colloque de rendre compte publiquement de leur cheminement individuel et collectif, de leur pays d'origine à leur pays d'accueil et d'y puiser une nouvelle cohérence. Ces reconfigurations particulières font la richesse de ces histoires. ●

L'auteur est professeur au Département de philosophie de l'Université de Montréal



réalisée pour le compte de ces mêmes entreprises, le tiers des litiges et controverses impliquant des sociétés minières à travers le monde visent celles qui sont d'origine canadienne.

En écrivant ce livre, les auteurs ont utilisé des sources en provenance des Nations unies et de gouvernements, les rapports d'ONG réputées (comme Human Rights Watch) et des écrits de spécialistes largement reconnus dans ce domaine. L'ouvrage contient un imposant appareil de références (plus de mille notes de bas de page!). Après l'annonce de la poursuite, les auteurs ont reçu l'appui de revues de réputation internationale et de médias tels que *Le Monde*, *Le Monde diplomatique*, *Le Devoir*, *Relations*, *À Bâbord!* et *France Culture*. Ils bénéficient également de l'appui de 60 éditeurs d'une trentaine de pays qui appellent les plaignants « à respecter les droits de la liberté d'expression et de publication ». Les auteurs sont aussi appuyés par plus de 200 organisations, dont la CSN et le Congrès du travail du Canada (CTC), ainsi que par des personnalités de renom comme Noam Chomsky et Naomi Klein. Une pétition de 500 noms de professeurs d'université circule, de même qu'une pétition signée par plus de 13 000 citoyens.

La liberté d'expression ne prime pas absolument sur le droit à la réputation. Les deux principes doivent être maintenus en équilibre. Car après tout, on peut aisément imaginer comment,

avec les moyens imposants qui sont à leur disposition, les sociétés minières pourraient porter atteinte à la réputation des auteurs en faisant usage de leur liberté d'expression. Mais pour assurer un équilibre entre la liberté d'expression et le droit à la réputation,

il faut que les poursuites, si elles doivent avoir lieu, ne surviennent qu'au terme d'un débat public qui doit se tenir dans l'espace public et non en cour. Ce débat doit être politisé et non judiciarisé.

Consulter: <slapp.ecosociete.org>. ●

Rassemblement
du 8 décembre 2010
devant le Palais de
justice de Montréal.
Photo: Écosociété

Le féminisme dans tous ses états

Les États généraux sur le féminisme permettent de lancer une réflexion collective sur son avenir.

ÉLISABETH GARANT

Il y a près de 20 ans avait lieu le forum Un Québec féminin pluriel (du 29 au 31 mai 1992), né dans la foulée des audiences de la commission Bélanger-Campeau et du refus du pouvoir politique d'accorder un seul siège de commissaire au mouvement des femmes. Cette importante rencontre, qui regroupait des représentantes de plus de 1000 groupes de femmes, avait posé les bases d'un projet d'égalité

entre les sexes en portant une attention particulière aux inégalités pour transformer les contextes dans lesquels l'égalité pouvait prendre place, et ce pour le bénéfice de l'ensemble de la population.

L'événement Regards sur 20 ans d'actions et d'analyses féministes, tenu les 27 et 28 mai derniers à Montréal, a été l'occasion de faire le bilan du chemin parcouru depuis et de lancer des États généraux pour amorcer une démarche de réflexion sur l'avenir du

L'auteure est directrice
du Centre justice et
foi et de *Relations*



féminisme, qui se déploiera jusqu'à l'automne 2013. Cette idée a d'abord été lancée par la Fédération des femmes du Québec, mais l'objectif est de rejoindre l'ensemble du mouvement des femmes et de trouver des façons de se mettre à l'écoute de celles qui ne sont pas dans le mouvement.

Cette convocation n'est pas le symptôme d'un mouvement à la



Participant·es de l'atelier Sexualités, identités, stéréotypes lors de l'événement Regards sur 20 ans d'actions et d'analyses féministes, les 27-28 mai 2011. Photo: Isabelle Langlois

recherche d'un second souffle. Au contraire, les moments forts qu'ont été la Marche du pain et des roses (1995) et les deux Marche mondiale des femmes (2000 et 2010), de même que la naissance du regroupement RebELLES prouvant que de jeunes féministes assurent la suite des luttes, sont autant de manifestations de son dynamisme.

Mais force est d'admettre la faible portée politique des actions que le mouvement a menées ces dernières années pour faire avancer les luttes, comme celles contre les causes de la

pauvreté et de la violence faite aux femmes. C'est que le contexte dans lequel intervient le mouvement des femmes change et le force à développer de nouvelles stratégies.

On assiste en effet depuis quelques années à des attaques répétées contre le féminisme, mais aussi à sa récupération à d'autres fins que celles du respect des droits des femmes et de leur dignité. La montée des fondamentalismes politiques et religieux menace un des principaux acquis des dernières années, soit le fait d'être enfin reconnues, en tant que femmes, comme sujets à part entière, capables de choisir pour nous-mêmes. Les coupes majeures dans les subventions aux organisations de femmes, surtout celles chargées de la défense des droits et des luttes politiques, obligent à une importante remise en question de nos pratiques et des leviers dont nous disposons pour assurer la réalisation de l'égalité pour toutes.

Un rapide tour d'horizon de deux décennies permet de rappeler que le mouvement des femmes a contribué à la proposition d'un vivre-ensemble qui repose sur la volonté de traiter chaque personne comme une citoyenne à part entière, en portant une attention particulière aux inégalités qui touchent les femmes les plus vulnérables parmi nous, dont celles qui sont victimes de plus d'une discrimination (pauvres, immigrantes, handicapées, etc.).

Avec ces États généraux, plusieurs chantiers de réflexion sont lancés, notamment sur la violence, la justice, la santé, la famille, la culture, le développement économique, l'écoféminisme, etc. Parmi ces grands enjeux, deux questions demeurent délicates: la laïcité et la prostitution. Elles sont sources de tensions et de positions difficiles à concilier. Les deux prochaines années seront cruciales pour trouver une approche qui fasse véritablement avancer les droits des femmes sur ces questions.

Les femmes expérimentent au sein même de l'engagement féministe la construction d'une identité ouverte aux différences qui est courageuse, novatrice et dans laquelle un projet social inclusif porteur pour l'ensemble du Québec est en germe. Les deux prochaines années consacrées à ces États généraux verront donc se multiplier des invitations à des événements permettant aux femmes de s'appuyer sur ces acquis pour réfléchir et prendre la parole sur les nouveaux enjeux et défis qui attendent le féminisme, mais aussi la société québécoise. Et comme quelqu'une le rappelait avec justesse au cours de cette rencontre très motivante: «Le féminisme est loin d'avoir fait son temps puisque le patriarcat n'a pas fait le sien.» ●

**L'engagement dans l'action syndicale,
c'est aussi l'affaire des jeunes
et c'est à nous tous d'y voir!**

Conseil central
DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN **CSN**



L'intransigeance de LifeSiteNews

JOSÉ ROSARIO MARROQUÍN, S.J.

En mai 2011, Développement et Paix (D&P), l'organisation de solidarité internationale de l'Église catholique du Canada, annonça au Centre de droits humains Miguel Agustín Pro Juárez – mieux connu sous le nom de Centre Pro¹ – qu'elle suspendait l'aide qu'elle lui accordait jusqu'ici pour la réalisation de ses projets.

Établi au Mexique, le Centre Pro, comme plusieurs autres organisations latino-américaines, s'est vu affecté par cette décision adoptée à la suite de pressions de catholiques regroupés autour du site Internet LifeSiteNews, qui affirme défendre la vie et la famille. Ces pressions ont aussi amené des changements dans les politiques de D&P, qui doit dorénavant demander l'approbation de l'évêque local avant de financer tout projet.

Le site en question a accusé le directeur du Centre Pro, le père jésuite Luis Arriaga, d'avoir une position favorable à l'avortement et par conséquent opposée, affirme le site, à la position officielle de l'Église catholique. Il s'est fondé pour cela, d'une part, sur des documents signés par l'organisme, en cohérence avec son mandat, dans lesquels le Centre Pro exprimait ses préoccupations au sujet de la situation des droits humains au Mexique et, d'autre part, sur la participation de

Luis Arriaga, en novembre 2009, à un événement qui soulignait l'apport du Centre Pro à la défense des droits des femmes. Celles-ci, comme on le sait, subissent une discrimination accentuée au Mexique par les déficiences du système judiciaire.

Les responsables de LifeSiteNews ont demandé au bureau de l'archevêché de Mexico des précisions sur les activités du Centre Pro. On répondit que l'organisation s'était comportée quelques fois de manière «anti-chrétienne».

Peu après, Luis Arriaga, invité au Canada pour faire connaître la situa-

Ce qui est en train de se passer révèle à la fois l'hétérogénéité du catholicisme vécu en Amérique latine et les pressions qu'exercent divers groupes sur les évêques pour imposer leur vision du monde.

tion des droits humains au Mexique, a eu une conversation avec l'évêque d'Ottawa, Terrence Prendergast, qui insista pour qu'il signe une déclaration dans laquelle il s'engageait, lui et son organisation, à défendre la vie, de la conception à la mort naturelle. Le père Arriaga refusa la demande considérant qu'elle attentait aux droits fondamentaux. Il dut retourner au Mexique.

Il ne s'agit pas là de faits isolés. Diverses organisations d'Amérique latine rendent compte de faits similaires en rapport à D&P.

Ce qui est en train de se passer révèle à la fois l'hétérogénéité du catholicisme vécu en Amérique latine et les pressions qu'exercent divers groupes sur les évêques pour imposer leur vision du monde. Des catholiques en lien avec la théologie de la libération et promouvant la justice sociale entrent ainsi en confrontation avec des catholiques centrés sur une éthique in-

dividuelle défendant la vie. Des nostalgiques de la chrétienté s'opposent à la pratique de chrétiens qui assument les défis d'une Église incarnée dans le monde.

Malheureusement, les conséquences de ces affrontements retombent sur des groupes qui y sont étrangers. Dans le cas du Centre Pro, les fonds de D&P auraient été employés pour des projets éducatifs en matière de défense des droits des migrants au Mexique. Grâce à Dieu, l'aide financière d'autres personnes a permis la continuité de ces projets.

Il faut éviter de s'enfoncer dans un débat sans fin et irrationnel qui se fonde sur la condamnation des autres et sur une quelconque prétention à posséder la vérité. Nous devons plutôt établir des manières d'agir dans le monde actuel qui se fondent sur le dialogue. Le site Internet LifeSiteNews a adopté une attitude intransigeante qui ne contribue en rien à améliorer les relations entre les diverses composantes du catholicisme. De plus, il nous éloigne des problèmes sociaux auxquels nous sommes invités à réfléchir sans chercher des privilèges, ni nous laisser imposer des visions du monde. D&P est une instance de l'Église catholique du Canada et les décisions qu'elle est amenée à prendre ne doivent pas être monopolisées par une seule tendance du catholicisme canadien, mais refléter l'Église dans son ensemble. ●

L'auteur, jésuite, est membre du Centre de droits humains Miguel Agustín Pro Juárez

1. Lire aussi dans *Relations*: «Le Centre Pro», n° 741, juin 2010 et «Développement et Paix dans le collimateur», n° 750, août 2011.



GÉNÉALOGIE DES MINOTAURES

DIX ANS APRÈS LES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE 2011

Trente siècles séparent la fin de la civilisation minoenne du 11 septembre 2001. Ces deux événements que tout éloigne se recourent cependant par l'irruption de l'étranger et l'attentat au cœur de l'empire. Quand Ariane pose son regard sur le visage de Thésée, elle signe sans le savoir la fin de son monde, car ce jeune Grec venu en Crète en compagnie de quelques autres pour être, selon la loi ancienne que Minos imposa aux Athéniens, dévoré par le Minotaure, est là pour commettre un crime. Avec l'aide d'Ariane, il va pénétrer au foyer secret du dédale pour lui porter le coup fatal : tuer le monstre divin. Les terroristes aux commandes de leurs avions détournés se sont peut-être inspirés de l'antique Thésée; New York n'est pas aussi labyrinthique, mais la pensée qui a dû les gagner à l'instant où ils ont pénétré les tours vitrées ne devait pas être très éloignée de celle qui a gagné Thésée au moment où il décapitait le Minotaure (Roberto Calasso, *Les noces de Cadmos et Harmonie*, Gallimard, 1995).

Quelque mille ans plus tard, Marie prie dans sa chambre. Elle est troublée par l'irruption de l'ange venu lui annoncer qu'elle porte dans son sein celui qui révélera la nouvelle loi. Elle en est si surprise qu'elle en perd l'équilibre. La révélation pénètre au plus intime de sa personne, telle Thésée dans le labyrinthe, et la transforme en monstre divin. La chute des tours jumelles est de cet ordre, elle nous a déséquilibré à un point tel que, tout comme Marie met au monde le Christ de la nouvelle alliance, nous accouchons par nous-mêmes de lois antiter-

roristes qui refaçonnent notre morale, modelant un ordre nouveau, le bonheur dans la suspicion, nous surveillant les uns les autres de la même manière avec laquelle nous espérons un jour nous aimer les uns les autres (Robert Richard, *L'émotion européenne*, Varia, 2004).

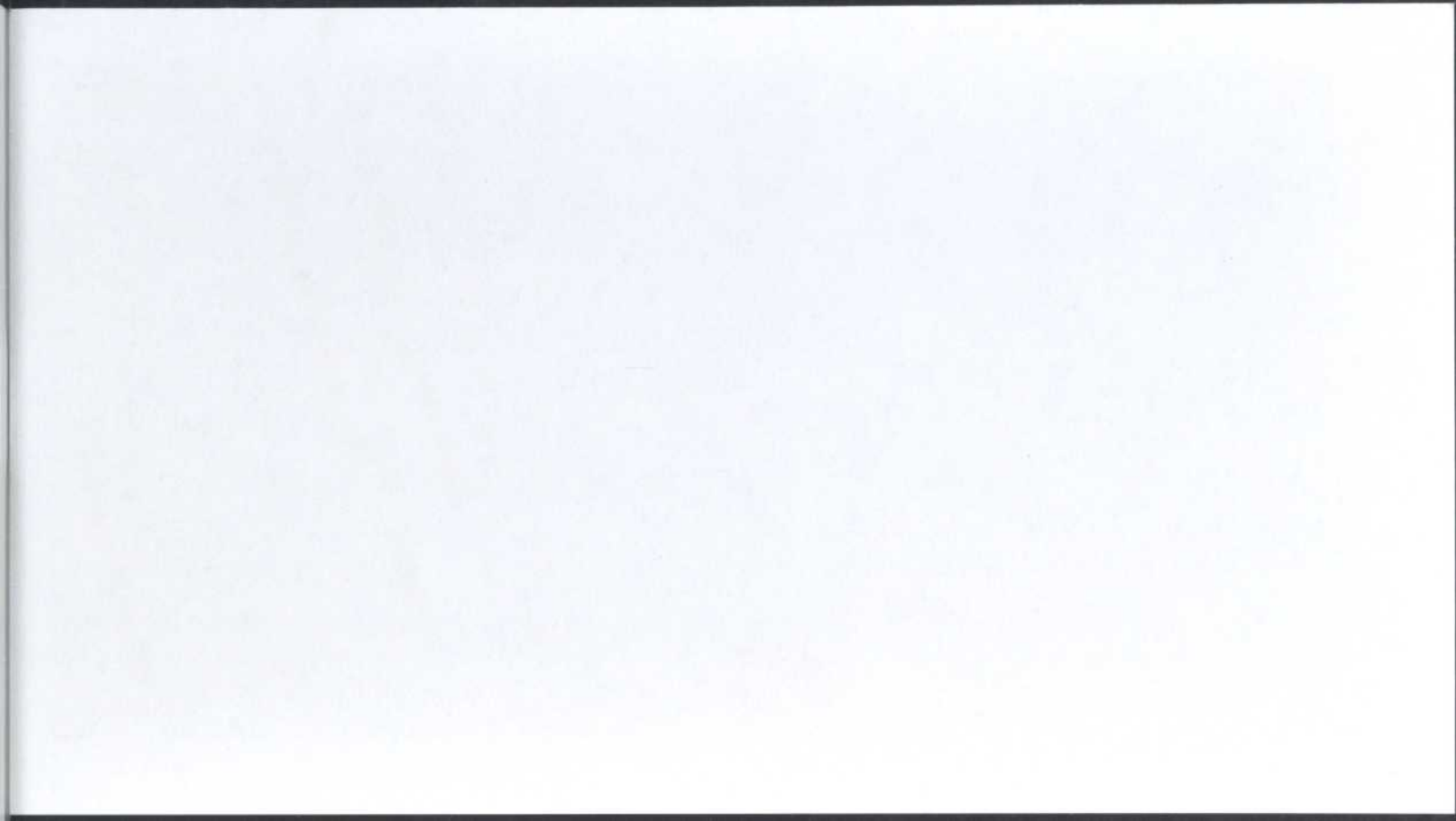
Le 13 avril 1975, à Beyrouth, des miliciens chrétiens arrêtent un autobus de civils palestiniens, l'encerclent, ouvrent le feu n'épargnant ni homme, ni femme, ni enfant. Cela s'est passé sous le balcon de notre immeuble de Aïn-el-Réméné; ma mère repassait les chemises de mon père, je regardais les gens se faire assassiner, le monstre les dévorait. Mes parents ont fui; mes parents ne sont pas Thésée. Le 11 septembre 2001, j'étais au Théâtre de Quat'Sous avec l'équipe, rivés à l'écran de télévision. J'ai compris ce jour-là ce que l'on peut ressentir lorsque le Minotaure se dresse devant nous et que l'on découvre que l'on n'est pas Thésée.

Le 17 décembre 1987, ma mère souffle son dernier souffle en tournant sa tête vers moi. Un peu de sang sort de sa bouche. Il est 7 h du matin. Chiffre rond. Mort monstrueuse. Face au Minotaure, dans le labyrinthe de l'enfant qui regarde sa mère mourir, il y a les morceaux de sa solitude qui se rassemblent pour lui faire entendre le vertige du silence.

Le 11 septembre 2001, la télévision, ce monstre divin, en direct et en continu, nous montre les avions pénétrer les immeubles du Centre d'échange mondial à New York, ce dédale. Où sont les héros?

Dans ce broyeur où l'intime et le collectif me hachent de concert, s'est élargi un lac d'impression qui me révèle combien je suis éduqué par le sang, élevé par le sang et animé par le sang. De ce sang, cependant, il m'est permis de tirer non seulement une

compréhension du monde pour donner naissance à des œuvres d'art, mais aussi, étrangement, la possibilité renouvelée d'espérer, puisque chaque matin, je trouve un sens pour sortir de mon lit: chercher à survivre au paradoxe qui consiste à tirer bonheur du malheur. Car je reste convaincu qu'il n'y a pas de paradoxe ou bien seulement dans la boue des *indignations vertueuses*, ce Minotaure de notre époque. Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 sont aussi effroyables que ce que le monde est devenu aujourd'hui. *L'indignation vertueuse*, en dix ans, a repris ses droits sur l'art, la science et l'éducation mais, pour ma part, je ne peux pas m'empêcher de voir dans la victoire de cette peste émotive sa propre défaite. Il suffit pour le sentir de poser des gestes qui l'indignent. Pour abattre le gourmand, il faut lui donner à bouffer jusqu'à ce qu'il crève. Là où *l'indignation vertueuse* tombe, l'homme enfin se redresse et relève la tête. Résister aujourd'hui, se révolter aujourd'hui, participer à la chute du tyran aujourd'hui, c'est poser des gestes qui cherchent à défaire, au prix de n'importe quel sacrifice, l'indignation de la vertu. Notre génération aura pour défi de défaire cet ignoble assemblage dont les attentats du 11 septembre 2001 ont participé à souder les structures qui servent de labyrinthe où est caché aujourd'hui ce monstre. ●



70^{ans}

DE REGARD PERÇANT

ReLations

**ABONNEZ-VOUS
DÈS MAINTENANT!**

« La revue *Relations* compte parmi les plus anciennes publiées au Québec. Pourtant, elle demeure **plus jeune que jamais!** Elle aborde avec une audace qui ne se dément pas tous les grands thèmes de l'actualité. Elle porte un regard critique sur la culture, la politique, l'économie, les religions, etc. Une critique réfléchie, constructive et rafraîchissante **qui va au fond des choses.** On gagne immanquablement à lire *Relations*. »

GUY ROCHER, sociologue

Jeunes voix engagées

AMÉLIE DESCHENEAU-GUAY

Composée de fils et de filles de *boomers*, ma génération, la «Y», a fait ses premiers pas au début des années 1980, moment où le néolibéralisme a colonisé plusieurs sphères de la vie. Nous avons grandi en voyant, avec nos «yeux neufs» selon la belle expression de Fernand Dumont, se multiplier les contradictions entre les idéaux sociaux de nos parents et une précarisation matérielle et symbolique sans cesse croissante du monde. Nous avons fêté nos 20 ans au tournant des années 2000, lorsque la globalisation capitaliste s'est puissamment affirmée dans la société. L'individualisation, que l'économie de marché contribue à accentuer, a provoqué un repli dans la sphère privée et fait en sorte que l'on tend de plus en plus à se définir de manière plus individualiste que collective.

Dans ce contexte, il est devenu courant d'affirmer confusément que les jeunes ne s'intéressent plus au politique, qu'ils sont individualistes, consuméristes et qu'ils se détournent des institutions. Ils ne s'engageraient plus «comme avant», n'ayant plus de valeurs, ni de repères. S'il y a du vrai dans cette impression, rappelons tout de même que c'est lors de la grève étudiante, en 2005, qu'eut lieu la plus importante mobilisation des jeunes Québécois depuis les années 1960. C'est plutôt le rapport aux normes et au politique qui a été profondément bouleversé par la rationalité socio-économique dominante. Ainsi, nombreux sont ceux et celles qui se disent «apolitiques» malgré leurs prises de position éminemment... politiques. Dans le sillon de Génération d'idées, cette confusion s'est incarnée de manière fort éloquente dans le récent et controversé «Manifeste pour un Québec dégrisé», publié dans *Le Devoir* du 21 juin 2011 par un groupe de jeunes qui affirment



Véronique Doucet, *La vie en serpents et échelles*, 2008, techniques mixtes sur canevas, 76 x 152 cm

« Jeunesse ne vient pas au monde
elle est constamment de ce monde »
Paul Éluard

se situer « hors des considérations idéologiques » tout en réclamant, paradoxalement, une véritable politique mise au service du collectif.

Heureusement, cette confusion, cette dépolitisation – choisie ou subie – et la vague de cynisme ambiant qui l'accompagne ne submergent pas toute la jeunesse. Ce dossier qui marque la rentrée est l'occasion de montrer que plusieurs jeunes Québécois assument la dimension politique de leur engagement. Héritiers d'un Québec dont les institutions dans les domaines de l'éducation, de la santé ou de l'aide sociale ont été façonnées par leurs parents et grands-parents, plusieurs d'entre eux luttent maintenant pour « contrer la destruction des acquis sociaux ». Sauver les meubles, en somme. En effet, la plupart des jeunes engagés socialement et politiquement souhaitent une société responsable dans laquelle l'État cesse d'être le maître d'œuvre de la privatisation et de la marchandisation des biens publics pour préserver le bien commun, notamment nos services publics et les écosystèmes.

Ce souci de préservation qui préoccupe les jeunes est tributaire du contexte sociétal dans lequel ils évoluent. Il s'exprime entre autres dans le sentiment de l'urgence écologique et dans une inquiétude constante, tel un bruit de fond permanent, pour l'avenir, dont celui des générations qui suivront. L'engagement social et politique des jeunes d'aujourd'hui, en matière d'écologie, en est un pour la survie. Sur le plan de l'affirmation nationale, les jeunes constatent que la spoliation coloniale de nos ressources naturelles perdure et que la pérennité de la langue française en Amérique du Nord n'est pas assurée.

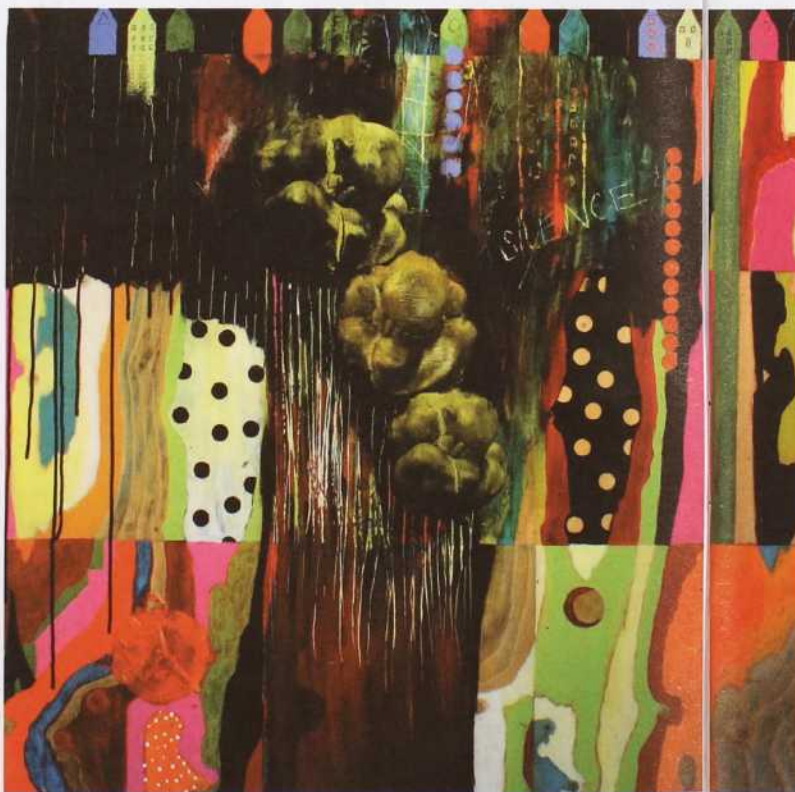
Surtout, l'engagement social et politique des jeunes, en 2011, est marqué d'une quête de sens et d'un horizon de significations existentielles symptomatiques d'une époque où la responsabilité d'insuffler du sens à sa vie revient à l'individu. Or, pétrir son engagement de sens, mettre en acte ses principes, ses convictions profondes, demande de l'expérience... que les jeunes n'ont pas nécessairement acquise. Ils s'engagent souvent partant d'une intuition, d'un refus de la fatalité, d'un sentiment d'injustice, d'un malaise face à l'inacceptable, l'inadmissible.

S'engager veut aussi dire « donner sa parole », être lié par une promesse et « entrer au service de » (Olivier Bobineau, *Les formes élémentaires de l'engagement. Une anthropologie du sens*, Paris, Temps Présent, 2010). La parole est capitale

dans l'acte d'engagement. On sait l'importance de la parole donnée, qui équivaut à un devoir, d'où l'expression « tenir ses engagements » (*ibid.*). La parole, la *voix* qui s'élève n'est donc pas que des mots; elle est à la fois fondatrice et créatrice d'engagements.

Mais il y a dans le fait de s'engager quelque chose d'encore plus fondamental: faire société, se ré-unir. L'engagement permet d'apprendre à prendre part à la vie collective, de trouver sa place, de composer avec d'autres, de rencontrer ses semblables, d'agir dans le monde. On sait que les êtres humains ne vivent pas seulement en société; ils produisent de la société pour vivre. Cette historicité, soit leur capacité à créer leurs propres orientations dans l'histoire, l'engagement l'incarne, la met en forme, la met en actes.

Trouver sa place dans le monde et surtout la voir reconnue est capital pour les jeunes. C'est en s'engageant qu'ils peuvent y arriver et qu'ils accomplissent ainsi un des premiers engagements de la vie: se lier à d'autres. Ces jeunes voix engagées qui s'élèvent dans ce dossier sont donc essentielles pour la suite du monde, parce qu'elles sont créatrices d'histoire, de société. ●



Veronique Doucet,
Silence on coule!,
2010, techniques
mixtes sur bois,
91,5 x 91,5 cm

La jeunesse altermondialiste

Table ronde

Dix ans après le Sommet des Amériques à Québec, l'altermondialisme continue de rassembler beaucoup de jeunes Québécois. Quatre d'entre eux, âgés de 20 à 30 ans, présents dans des lieux d'engagement différents mais complémentaires, ont accepté de partager avec nous leurs réflexions sur ce sujet. Voici quelques extraits choisis de la discussion.

AVEC:

NATHALIE GUAY, MEMBRE DE L'ÉQUIPE FONDATRICE DU FORUM SOCIAL QUÉBÉCOIS (FSQ), CONSEILLÈRE SYNDICALE AU SERVICE DE RECHERCHE DE LA CSN;

MAUDE PRUD'HOMME, MILITANTE ÉCOLOGISTE, AGENTE DE PROJETS AU RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES GROUPES ÉCOLOGISTES (RQGE);

SIMON TREMBLAY-PEPIN, CHERCHEUR À L'INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES (IRIS), CO-RÉDACTEUR EN CHEF DU JOURNAL *LE COUAC* ET CO-ORGANISATEUR DE L'UPOP DE MONTRÉAL;

ALEXANDRE VIDAL, MILITANT CONTRE LE RECRUTEMENT MILITAIRE DANS LES ÉCOLES, CHARGÉ DE PROJET AU CENTRE DE RESSOURCES SUR LA NON-VIOLENCE.

Relations: Quels sont le point de départ et la nature de votre engagement et quelle place y occupent les grands événements altermondialistes de Seattle, Québec, Porto Alegre, etc.?

Simon Tremblay-Pepin: En 2001, j'étais journaliste. J'avais 20 ans. Je couvrais le Sommet des Amériques à Québec – ce qui ne m'a pas empêché de me faire arrêter deux ou trois fois de manière fort arbitraire. Ce sommet a donc été pour moi un élément déclencheur: je réalisais qu'il y avait des gens qui tentaient de faire bouger les choses, de manière plus pertinente que ce que je faisais. Il y a donc eu pour moi un moment « Québec 2001 ». C'est à partir de là que j'ai commencé à remettre en question mon orientation professionnelle.

En 2005, j'ai participé au Campement de la jeunesse pendant le Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre avec des centaines de Québécois. Y voir naître une culture politique m'a beaucoup inspiré. J'ai vu éclore là quelque chose qui, bien qu'indéfini, avait une certaine portée politique. Il y avait une énergie, une spontanéité,

un enthousiasme pour la militance et la transformation du monde qui me plaisaient. Militer n'était plus un sacrifice, c'était devenu festif. La participation à ces campements a été l'occasion pour de nombreux jeunes de renforcer leur engagement social et politique. Ceux qui y sont allés dans le cadre d'un cours universitaire ont vu leur ouverture d'esprit s'élargir, même si on ne les revoit pas nécessairement dans les cercles militants.

Nathalie Guay: Pour moi, c'est ce bouillonnement d'idées et d'initiatives dans les forums sociaux qui m'a le plus marquée et motivée au point de participer à la fondation et à l'organisation du 1^{er} Forum social québécois (FSQ).

C'est au contact des forums sociaux que j'ai réalisé que d'autres souhaitaient comme moi transformer les choses. Certes, nous avons des moyens différents pour y arriver, mais nous étions d'accord sur le « fond », sur ce qu'il faut changer.

C'est lors de rencontres avec des organisations politiques bien différentes des grands partis, comme des associations étudiantes et divers groupes militant pour des causes de justice sociale bien précises, que j'ai eu le déclic: « je ne suis pas seul à penser ainsi! ».

Maude Prud'homme: Il est vrai que ce sont là des événements fondateurs pour plusieurs, mais pas pour moi. Je militais déjà dans le mouvement libertaire. Ce sont plutôt les luttes contre les coupes budgétaires, l'obsession du déficit zéro au Québec et la réforme Axworthy, en 1995-1996, le Parlement de la rue et le Plan G, en 1997, qui ont été des moments fondateurs de mon engagement. Les informations concernant la mondialisation et les accords de libre-échange, notamment l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), sont arrivées peu de temps après.

À Seattle, sorte de moment victorieux en 1999, l'apport du mouvement anarchiste a été considérable dans les mobilisations, les tactiques, les modes organisationnels horizontaux, etc. Des décennies d'expériences des mouvements libertaires contre le capitalisme ont propulsé l'élan altermondialiste.

Par la suite, les forums sociaux ont émergé. Pour ma part, j'ai surtout participé aux Campements jeunesse, car j'y sentais moins le poids de l'institutionnalisation du FSM. Un des aspects importants de ces campements autogérés réside dans la rencontre de gens d'horizons politiques différents, qui forment une sorte de culture politique commune malgré des parcours d'engagement distincts.

Alexandre Vidal: L'inspiration à la base de mon engagement est différente, car je suis plus jeune. Il s'agit du

mouvement anti-guerre, plus particulièrement des mobilisations contre l'invasion de l'Irak, en 2003. Peu de temps après la grande manifestation de Montréal (la plus importante de l'histoire du Canada), le premier ministre Jean Chrétien annonçait que le Canada ne participerait pas à une telle action militaire. J'avais alors l'impression que nos efforts avaient été utiles. «Que puis-je faire qui va donner un résultat?», cette question a marqué le début de mon engagement.

Je pense aussi que le mouvement altermondialiste a vraiment redynamisé la militance. Il a notamment permis à plusieurs jeunes de se politiser, de s'impliquer socialement et politiquement, pour ensuite s'engager dans diverses luttes.

LA FAMILLE

Rel. : Provenez-vous d'une famille qui prédisposait à l'engagement social et politique? Cette culture politique familiale a-t-elle influencé votre engagement?

N. G. : Clairement non dans mon cas. Je viens d'un milieu plutôt libéral. On ne parlait pas trop de politique chez nous. Lorsque j'ai participé aux forums sociaux, j'avais

pourtant déjà en moi tout ce qu'il fallait pour qu'émerge mon désir d'engagement. En effet, quand on est hors des circuits militants et qu'on goûte à ce type d'expérience, cela peut éveiller le désir d'engagement. À la suite du FSQ que j'ai co-organisé, certaines personnes nous ont d'ailleurs dit: «vous avez pesé sur le bon bouton, vous avez éveillé en moi le désir d'en savoir plus et de m'engager».

A. V. : Dans mon milieu familial, le niveau de politisation se limitait à croire aveuglément ce que le Parti québécois disait. C'est plutôt lors de rencontres avec des organisations politiques bien différentes des grands partis, comme des associations étudiantes et divers groupes militant pour des causes de justice sociale bien précises, que j'ai eu le déclic: «je ne suis pas seul à penser ainsi!»

M. P. : Mes parents sont des personnes engagées, mais d'une façon très différente de la mienne. Mon père l'est dans le milieu financier et pour l'économie du Québec... Ma mère, haute fonctionnaire, voulait quant à elle changer le système de l'intérieur et a travaillé à la mise en place du régime d'assurance parentale – dont plusieurs jeunes bénéficient! Mes parents ont été déçus que je quitte l'école pour me consacrer à mon engagement dans le milieu libertaire;

ils y voyaient une auto-marginalisation, une précarité choisie. Cependant, depuis que j'ai un travail dans le milieu communautaire, ils sont rassurés et trouvent même que mon militantisme a été constructif.

S. T. P. : Du côté de mon père, ma famille a une longue tradition d'engagement syndical. L'engagement social et politique était donc très présent. Du côté de ma mère, plusieurs sont dans le domaine social et donc sensibles aux mêmes préoccupations que moi. Cependant, à partir du moment où je n'ai pas choisi un travail stable avec un fonds de pension, j'ai senti que j'étais une exception tant dans ma famille que parmi mes amis. Nombre d'entre eux ne comprenaient pas mon choix de vie, à savoir démarrer une boîte de chercheurs en sciences sociales [l'IRIS] et m'y investir sans trop savoir où cela me mènerait, alors que j'aurais pu trouver davantage de sécurité matérielle ailleurs.

Or, ne pas avoir de patron a toujours été important pour moi. Non à cause du refus des responsabilités ou des contraintes, mais afin d'organiser, avec des collègues, notre propre travail. Plusieurs personnes ne comprenaient pas non plus que j'organise des événements (par exemple, l'Upop Montréal ou La nuit de la philosophie) sans faire d'argent. Ils me demandaient où cela me mènerait, ce que je ferais de ma vie.

DES LIEUX D'ENGAGEMENT

Rel. : Votre engagement se concrétise ainsi dans des projets, des événements. Comment évolue-t-il?

S. T. P. : En 2005, en sortant de Porto Alegre – et ayant décidé de ne pas avoir de patron! –, des amis et moi nous sommes dits qu'un *think tank* de gauche était nécessaire au Québec. Je trouvais important de soutenir, dans l'espace public, que l'économie peut être autre chose que ce qu'avance l'Institut économique de Montréal (IEDM). Le but était de contester le discours économique dominant dans les médias. L'IRIS était alors en période de «dormance» et ceux qui l'avaient fondé étaient ravis que des jeunes reprennent le flambeau.

J'étais aussi de l'Union des forces progressistes (UFP) et maintenant de Québec solidaire. Dans ce parti, la prise de décision collective et l'absence de direction centralisée s'inspirent du mouvement altermondialiste – qui lui s'inspire du mouvement libertaire. C'est ce qui fait que c'est agréable d'y militer: on peut travailler sur un enjeu précis, ou même faire partie de la direction, sans s'engager de manière surhumaine. À 26-27 ans, j'étais membre de la direction d'un parti national et mon vote valait tout autant que celui des deux porte-parole!

N. G. : Pour ma part, après le premier FSQ, la transition vers le milieu syndical s'est faite de façon naturelle. Le mouvement altermondialiste porte deux options depuis ses débuts: changer le monde sans prendre le pouvoir, prendre

L'appauvrissement que subit la jeunesse par rapport aux générations précédentes, en termes d'endettement et d'accès difficile à la propriété, fait en sorte que les jeunes créent des alternatives (coopératives, fermettes collectives, etc.), mais sont pris à la gorge par le remboursement de leur dette d'étude. Il faut le dire: les jeunes partent «poqués» financièrement dans la vie.

le pouvoir pour changer le monde. Je penche pour la deuxième, car tant que nous aurons des partis politiques qui défendent des intérêts capitalistes, nous aurons des politiques y correspondant. À cet égard, je suis de plus en plus engagée dans Québec solidaire. Je crois beaucoup en l'action militante, mais aussi en la forme politique du mouvement altermondialiste. Cela ne signifie pas d'entretenir des liens organiques avec les partis: je ne souhaite pas que les mouvements sociaux s'inféodent à un parti – ou l'inverse. Il doit y avoir une indépendance entre les partis et les mouvements sociaux; les deux sont plutôt complémentaires.

M. P.: Travailleuse forestière pendant mes études, j'ai pris tôt conscience des enjeux forestiers au Québec et je me suis engagée dans SOS Levasseur, un organisme pour la sauvegarde intégrale de l'écosystème de l'île René-Levasseur. J'ai également fait partie du collectif Les Lucioles, où j'ai réalisé entre autres des films sur le Front des peuples pour la défense de la Terre (Mexique) et sur les coupes forestières dans le réservoir de la Manicouagan. Mon engagement a donc toujours eu une dimension écologique. Je travaille maintenant au Réseau québécois des groupes écologistes.

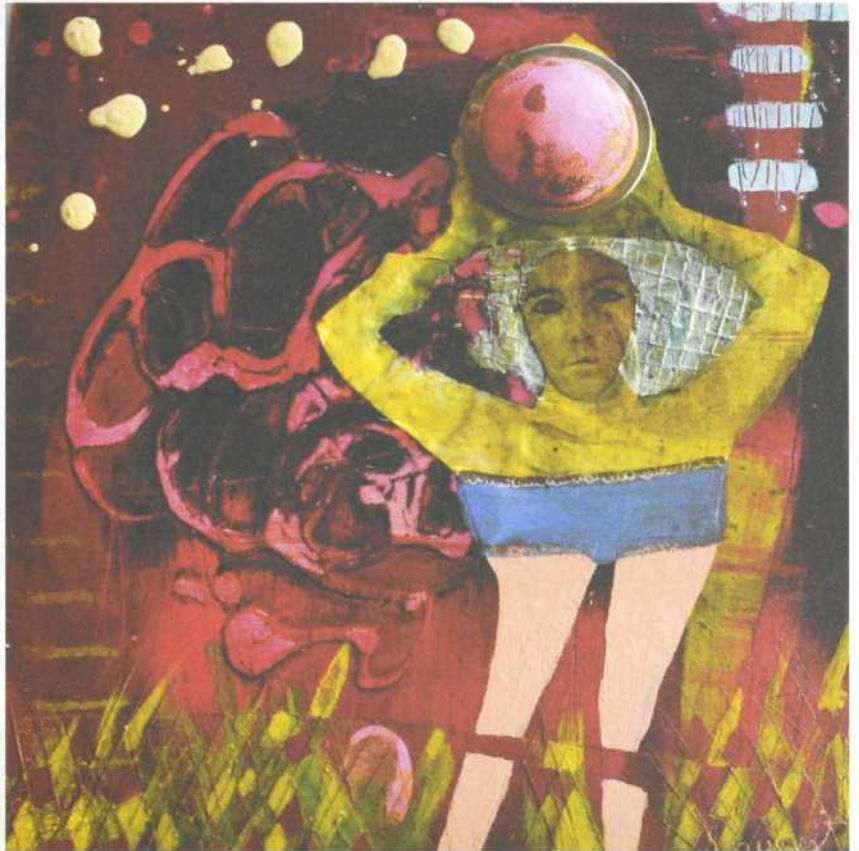
A. V.: Mon engagement a débuté dans le milieu étudiant. Je me suis intéressé à l'enjeu de la militarisation, à l'intrusion de l'armée dans le milieu scolaire (du primaire à l'université). J'ai alors réalisé qu'en tant qu'étudiants, nous formions une véritable « communauté » et que nous devons défendre nos intérêts collectifs. Cela signifie que nous pouvons être un acteur à part entière, nous organiser et faire en sorte que notre volonté soit respectée. Une communauté étudiante organisée a le pouvoir de façonner son milieu de vie et de déterminer ce qui doit en faire partie et ce qui doit en être banni, indépendamment de la volonté de la direction de l'établissement. C'est ainsi que dans la majorité des campus collégiaux du Québec, les associations étudiantes ont réussi à mettre un terme aux visites des recruteurs de l'armée et à leur propagande de guerre.

UNE NOUVELLE CULTURE

Rel.: L'altermondialisme a façonné une « nouvelle culture de l'engagement » qui est plurielle, décentralisée, en réseaux et ne s'inscrit plus dans une grande idéologie. Quels sont les avantages et les inconvénients que vous y voyez?

M. P.: Ce qui me permet de structurer ma pensée, c'est précisément cette diversité d'informations que je reçois, sur des réfugiés ou des prisonniers *queers*, par exemple. Cela me conduit à une analyse structurelle plutôt que sectorielle. Ce type d'engagement pluriel permet donc à mes

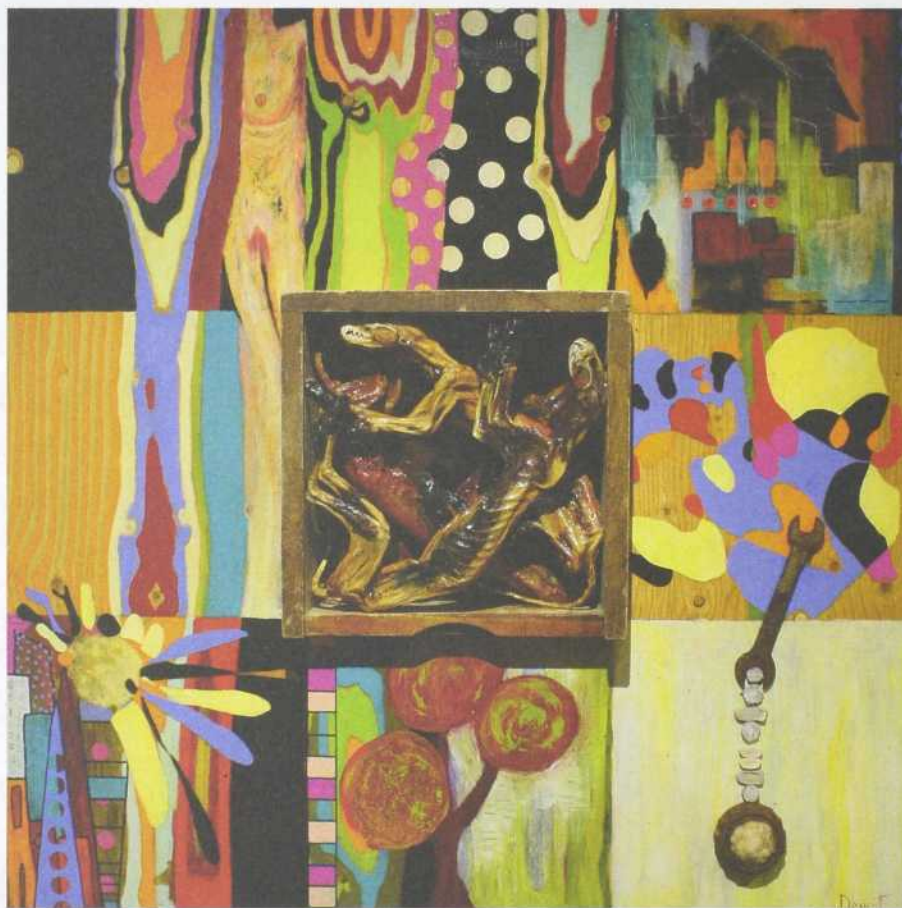
yeux une compréhension du monde plus structurée, en ce que mon engagement se nourrit de différentes perspectives. Les analyses anti-oppression, par exemple, qui sont toutefois peu présentes au Québec, recourent de manière intéressante plusieurs lectures.



N. G.: Dans les années 1970, on adhérait parfois à des idées très précises (des branches spécifiques du marxisme, par exemple), mais il était aussi possible de s'engager dans plusieurs lieux en même temps: coopérative, syndicat, parti, etc. L'engagement pluriel n'est donc pas si nouveau. De plus, s'engager dans différents mouvements est très enrichissant et peut mener vers une plus grande tolérance envers ceux et celles qui ont une opinion différente de la nôtre.

S. T. P.: Je crois que nous nous sommes débarrassés d'un spectre: celui du Parti léniniste. C'est une bonne nouvelle que nous ayons mis fin à l'idée d'un grand parti résolvant tous les problèmes. Nous nous sommes débarrassés du mythe de « l'organisation universelle pour régler le problème universel grâce à la classe universelle ». La diversité suppose au contraire que si des gens font des actions différentes, ils sont néanmoins capables de se parler, de faire des débats ensemble.

Véronique Doucet,
Le 3^e œil d'une vision
globale, 2011, tech-
niques mixtes sur
mdf récupéré,
24 x 24 cm



Véronique Doucet,
Freemining, 2010,
techniques mixtes sur
bois, 91,5 x 91,5 cm

A. V.: En effet, sortir d'un projet de parti unique permet de réunir bien plus de gens autour de différents enjeux, ce qui donne plus de chances aux mouvements sociaux d'atteindre des résultats. Mes expériences militantes dans les mouvements anti-guerre, étudiant et, plus largement, dans les mobilisations contre les mesures néolibérales du gouvernement Charest, me permettent de côtoyer des gens dont les convictions politiques varient énormément (des libertaires, des marxistes, des gens de centre-gauche et d'autres qui ne s'associent à aucun courant de pensée précis). Il est difficile d'imaginer toutes ces personnes militer à l'intérieur d'un même parti et défendre une vision commune de ce que devrait être la société. Mes camarades et moi-même sommes avant tout contre la guerre et la tarification des services publics. Ce sont là suffisamment de points en commun pour que nous puissions travailler ensemble et mettre de côté nos divergences idéologiques.

N. G.: Ce qui caractérise l'altermondialisme, c'est la diversité – sa valorisation et son respect. Cependant, il y a des dérives possibles. Par exemple, dans les forums sociaux, on a assisté à une véritable démonisation des organisations. Certains soutenaient qu'elles voulaient nous contrôler, nous étouffer, etc. Mais attention, est-ce que cela signifie que la logique de l'action collective, à savoir se mettre ensemble pour défendre une idée, ne vaut plus? Que

les citoyens ne se coalisent que sur une base individuelle et sporadique? Aux deux bouts du spectre, le pur «citoyennisme» et le parti unique, des dérives sont possibles.

L'expérience léniniste nous a fait réaliser que l'individu a le droit d'exister; la société n'est pas homogène. Mais, en même temps, un individu ne peut être une organisation ni un monde en soi: nous devons agir sur la société collectivement. Je ne crois pas à l'action individuelle pour changer les choses. Certes, nous pouvons poser des gestes individuels, mais ce n'est pas ainsi que nous changerons la société. Le propre des groupes est justement de dire: «ensemble, on va s'organiser». Un groupe n'est pas l'amalgame de personnes, ni la somme des individus; il *porte* autre chose.

M. P.: J'ajouterais qu'il y a aujourd'hui des formes organisationnelles diffé-

rentes car les formes de surveillance et de répression (des accusations de conspiration, par exemple) ont changé et haussé d'un cran. La fluidité de certains groupes est désormais nécessaire à leur survie. Cela influence nécessairement la manière dont certains jeunes s'organisent et voient l'engagement politique.

L'AVENIR

Rel.: Quel est l'état des forces de la jeunesse engagée à l'heure actuelle, selon vous?

M. P.: Dans le milieu écologiste, plusieurs jeunes veulent construire une société différente de celle dans laquelle ils évoluent. Il y a plusieurs points de rupture écosystémiques actuellement et ces jeunes les voient très clairement. Un des grands obstacles, c'est l'idéologie du citoyen-consommateur qui est très individualisante et qui cible particulièrement les jeunes en misant sur leur «consommation responsable». Il s'agit d'une difficulté majeure – peut-être même plus grande que les écueils politiques réels – car c'est une fausse solution qui conforte les individus sans qu'il n'y ait de changement profond du modèle de société.

Par ailleurs, beaucoup de jeunes s'impliquent dans l'agriculture paysanne et biologique, et ce malgré les grandes difficultés financières liées à l'acquisition de terres. En effet, l'appauvrissement que subit la jeunesse par rap-

port aux générations précédentes, en termes d'endettement et d'accès difficile à la propriété, fait en sorte que les jeunes créent des alternatives (coopératives, fermettes collectives, etc.), mais sont pris à la gorge par le remboursement de leur dette d'étude. Il faut le dire : les jeunes partent « poqués » financièrement dans la vie. Si nous ne faisons rien collectivement concernant les coûts de l'éducation, les perspectives de la jeunesse s'en trouveront sérieusement handicapées.

S. T. P. : En effet, selon une étude sur l'endettement que nous avons réalisée à l'IRIS, les jeunes sont dans une situation jamais vue au Canada. Ils sortent de l'école avec de 20 000 à 30 000 dollars de dettes. Leurs difficultés financières et matérielles ont nécessairement un impact majeur sur leur engagement social et politique, puisqu'ils doivent travailler davantage pour rembourser leurs prêts étudiants.

A. V. : Cette situation est de plus en plus problématique à un moment où la fragilisation de nos institutions publiques amène la jeune génération à lutter pour limiter les dégâts, « sauver les meubles ». La priorité des jeunes militants au cours des prochaines années sera de contrer la destruction

des acquis sociaux. Dans un contexte de montée de la droite, nous avons de plus en plus de raisons de nous engager.

N. G. : On ne peut espérer construire quelque chose si les jeunes ne se sentent pas interpellés. Pour cela, nous devons exiger une démocratisation de l'information et des débats; on ne doit plus permettre à une poignée d'acteurs privilégiés de contrôler et de monopoliser les médias. Il faut également intervenir en amont pour se débarrasser de l'idée selon laquelle le citoyen se doit d'être responsable, tandis que les entreprises restent dans l'impunité.

Ce qui est encourageant, c'est qu'une certaine frange de la génération actuelle est consciente des manipulations idéologiques. À son arrivée en milieu de travail, un renouvellement des idées s'opère. L'altermondialisme pénètre ainsi graduellement les organisations. Mais cela va-t-il se produire assez rapidement pour renverser la vapeur, changer les logiques dominantes? ●

**PROPOS RECUEILLIS PAR AMÉLIE DESCHENEAU-GUAY,
EN COLLABORATION AVEC CATHERINE CARON**

Engagé auprès des plus démunis

YANN PANNETON

Je viens d'un quartier ouvrier où j'ai été sculpté sur le modèle de l'enfant-roi au sein d'une famille dysfonctionnelle, en partie athée. Malgré cela et sans le savoir, j'étais comme la samaritaine de l'Évangile, venue puiser au puits, j'avais soif... de vie, de connaître, de découvrir le monde. Puis, un tournant : en mai 2002, dans le cadre d'un voyage étudiant avec mon collègue, je suis allé dans les favelas de São Paulo au Brésil. J'ai été consterné, écorché de voir un homme seul, estropié, plié par le temps, sortant d'un minable abri en tôle. Je n'ai pu retenir mes sanglots. Comment pouvait-on tolérer que des gens croupissent dans de telles conditions, véritable déni de la dignité humaine?

Je ne suis pas sorti indemne de cette rencontre. Je me sentais une responsabilité à l'égard du monde dans lequel je vis. Trois ans plus tard, en 2005, j'entreprenais mon premier combat en tant qu'étudiant militant contre les coupes de 103 millions dans les prêts et bourses décrétées par le gouvernement libéral de Jean Charest. La même année, un ami m'initia à l'Évangile, à la vie de l'homme nommé Jésus. Critique de l'Église catholique comme institution dogma-

tique, j'ai cependant été marqué, au cours d'une visite à l'oratoire Saint-Joseph, par le cheminement de vie du frère André, un homme proche des très appauvris. Par la suite, j'ai été fasciné par la soif de justice et de liberté de Jésus qui déployait toute son énergie à soutenir et défendre les plus démunis. C'est dans le passage de l'évangile de Matthieu où Jésus s'identifie aux affamés et aux délaissés (chapitre 25) que mon engagement trouve tout son sens.

J'ai décidé de prendre le risque de suivre le chemin ouvert par cet homme simple de Galilée, tout en valorisant le discernement et la liberté dans mes choix. En toute humilité, j'ai choisi de me mettre au service des autres, de soutenir et de défendre les plus opprimés et les petits de ce monde.

J'agis en tant qu'intervenant au CAP St-Barnabé (Carrefour d'alimentation et partage), un organisme qui, en plus de dépanner une population démunie, prend des positions sociales et politiques nettement à gauche. Je me suis aussi engagé dans le Forum André-Naud de Montréal pour promouvoir la liberté de pensée et de parole dans l'Église.

Guy Paiement, Pierre Vadeboncoeur, Pierre Falardeau, Michel Chartrand et Simonne Monet, tous ces parangons de la justice sociale, sont pour moi de grandes sources d'inspiration. Ils m'incitent à m'indigner contre les exploités qui offensent les plus vulnérables et à agir.

L'auteur est membre, entre autres, du C.A. du Carrefour de participation, de ressourcement et de formation (CPRF)

Sortir du modèle entrepreneurial

L'idéologie entrepreneuriale façonne la société actuelle. Les jeunes n'y échappent pas; cela transparaît jusque dans leur engagement social et politique.

ÉRIC MARTIN

L'auteur est doctorant en pensée politique à l'Université d'Ottawa

Dans le contexte chaud des années 1960, la jeunesse incarnait le « nouveau sujet révolutionnaire ». Créative, irrévérencieuse et révoltée, elle aurait tôt fait d'en finir avec le capitalisme. Cinquante ans plus tard, la libération promise n'est pourtant pas advenue. De nouvelles formes de contrôle social se sont substituées aux anciennes, qui érodent ou tendent à récupérer l'impétuosité de la jeunesse au profit de la consolidation du capitalisme. Parmi ces nouvelles formes d'aliénation, on retrouve la diffusion d'une idéologie entrepreneuriale que les jeunes intériorisent tôt dans leur parcours scolaire et qui transparaît jusque dans leur engagement social et politique.

Cette idéologie se nourrit du processus d'atomisation du libéralisme économique et politique dans lequel la société actuelle, selon le philosophe Gilles Châtelet (*Vivre et penser comme des porcs*, 1998), se résume à cette bête équation: « Marché=Démocratie=Majorité d'hommes moyens. » Ce sont essentiellement la tendance d'opinion, la statistique et l'équilibre économique du marché qui permettent aux citoyens de se représenter comme société, davantage que des normes et une culture communes. La « société » tend ainsi à n'être qu'un grand marché, une gigantesque entreprise à ciel ouvert. Le projet « collectif » qui est présenté comme véritablement pertinent est celui de l'efficacité technico-économique: il faut accumuler toujours plus d'argent et produire des technologies toujours plus performantes. À cet égard, on mesure la distance qui sépare le technocratisme managérial d'un François Legault des rêves d'indépendance que portait jadis le Parti québécois. Au projet d'un pays se substitue le projet d'être rentable. Or, si le sens de notre vie commune est « l'économie d'abord », comme le voulait le slogan électoral du Parti libéral de Jean Charest, le rôle de l'État n'est plus d'élever les individus à un quelconque idéal éthique de citoyenneté ou de la vie bonne, mais de cultiver chez eux, dès la petite enfance, les réflexes de loup qui leur permettront de sur-

vivre à la concurrence et de donner leur 110 % pour maximiser la croissance de l'économie nationale. La nation est ainsi réduite à la recherche de l'accumulation maximale de valeur.

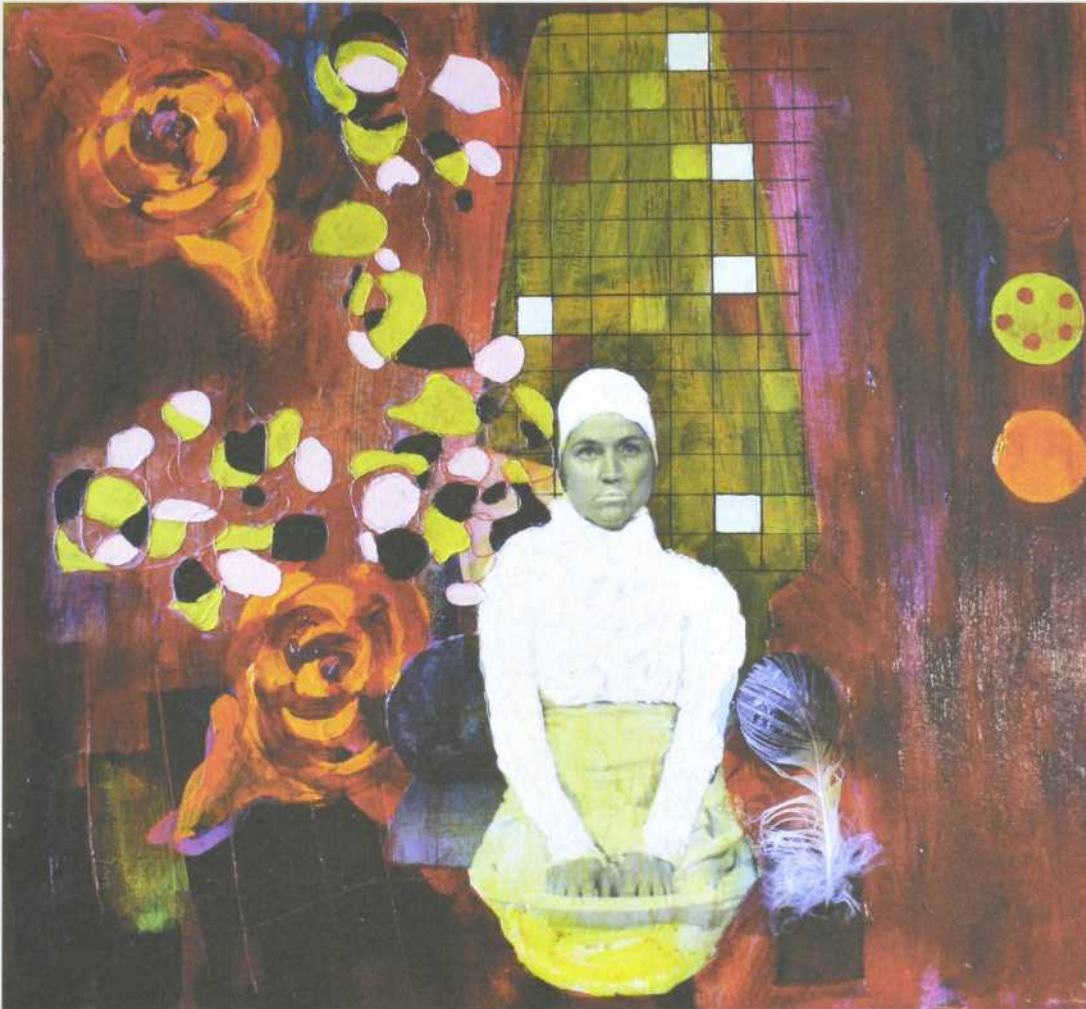
L'ÉDUCATION ENTREPRENEURIALE

L'idéologie entrepreneuriale pénètre les institutions d'enseignement (écoles, cégeps, universités) qui forment des individus sur ce modèle. La gestion de projets, la simulation de la gestion de portefeuilles boursiers ou d'une entreprise fictive, voire bien réelle, deviennent de nouveaux « outils pédagogiques » aux côtés du Web 2.0 et de la « twittérature ».

Les jeunes apprennent ainsi à communiquer, à réseauter et à ruser de créativité stratégique dans un contexte marchand, où ce qu'on sait est moins important que ce qu'on *sait faire* pour devancer la compétition et accaparer de plus grandes parts de marché. Ainsi s'initie-t-on aux « valeurs ». L'école tend ainsi à se transformer en « club-école » de la grande entreprise, préparant plusieurs jeunes à l'art des requins de la finance. Le modèle entrepreneurial leur promet succès, réalisation de soi et salaire faramineux. Il suscite dans bien des cas l'adhésion acritique au modèle dominant de société.

Dans certaines universités, les départements de gestion reçoivent plus du tiers des étudiants. Les domaines jugés rentables (science, santé, génie, etc.) reçoivent plus de 75 % du financement en recherche, au détriment des sciences humaines. Le gouvernement Harper donne en priorité des bourses doctorales aux projets qui ont une pertinence économique. Lors d'un discours prononcé devant un parterre de gens d'affaires au Canadian Club, Judith Woodsworth, alors rectrice de l'Université Concordia, a présenté les universités comme des « centres d'entrepreneuriat intellectuel », des outils pour la relance de la croissance économique. On sait que les capitalistes, spécialement en contexte de crise, cherchent des moyens d'augmenter la productivité, c'est-à-dire de faire plus avec moins. Que peuvent-ils espérer de plus que de voir l'État et les recteurs mettre les universités au service de la formation de main-d'œuvre motivée, de l'innovation technique et du développement de brevets? L'éducation sert ainsi de plus en plus d'instrument de la mobilisation totale de la jeunesse au service de la guerre économique mondiale que se livrent entre elles les corporations. Les cerveaux du Québec sont mis en parfaite communication synergique avec le moteur de la machine à « créer de la richesse ».

Les jeunes apprennent ainsi à communiquer, à réseauter et à ruser de créativité stratégique dans un contexte marchand, où ce qu'on sait est moins important que ce qu'on *sait faire* pour devancer la compétition et accaparer de plus grandes parts de marché.



ENTREPRENEURS D'EUX-MÊMES

On exige également des jeunes des frais de scolarité sans cesse plus élevés pour avoir le privilège de mettre leur matière grise au service de la croissance économique. «Attention, dit l'élite, c'est du donnant-donnant.» Le capital se valorise en vampirisant la pensée des jeunes intellectuels. En contrepartie, ceux-ci pourront valoriser leur «capital humain personnel». Entrepreneurs d'eux-mêmes, ils peuvent ainsi faire fructifier leur «moi Inc.», soit *investir* dans leur éducation pour récolter plus tard, leur assurance, un emploi richement payé.

Certains s'en contenteront et tireront leur épingle du jeu, leurs revendications se résumant à vouloir occuper les meilleures places dans la hiérarchie économique à la place des *boomers* qui bloquent l'ascenseur social. Portés par des valeurs de solidarité, d'autres miseront sur l'entrepreneuriat social: fonder une entreprise équitable, faire de «l'aide au développement» économique au Sud, récolter des dons pour quelque fondation philanthropique (commanditée par de grandes corporations), etc. S'il y a là de bonnes intentions de départ et certaines réalisations intéressantes, il faut toutefois s'inquiéter du fait que la créativité de la jeunesse, ou sa compassion, soit de plus en plus appelée à se mouler au modèle entrepreneurial basé sur la croissance de

la valeur, qu'il s'agisse de capitalisme éhonté ou d'économie sociale.

L'élite voudrait bien que la jeunesse cesse de vouloir changer le monde, pour se contenter de le gérer et de s'inventer soi-même «pour y vaincre sur le cadavre des autres» (Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde*, Paris, La Découverte, 2009). Mais cette idéologie crée ses propres fossoyeurs dans les «perdants» qui lui résistent ou ceux qu'elle laisse derrière, abandonnés à la précarité, à l'insignifiance et à l'empoisonnement par la pollution. Heureusement, nombre d'enfants du Sommet des Amériques de 2001, de la grève étudiante de 2005 et du G20 de 2010 à Toronto, entre autres mobilisations, refusent de voir leurs semblables et leur environnement comme des occasions d'affaires. Pour elles, pour eux, il ne peut y avoir d'engagement véritable que dans une lutte qui place en son cœur le rôle que jouent les corporations et le système capitaliste dans la destruction de la planète et des possibilités de vivre et de bien vivre. Leur engagement nous rappelle ce cri du cœur qu'on pouvait entendre dans les rues en mai 1968: «Nous refusons d'être les gestionnaires de demain». Si cet appel est entendu, alors, peut-être, ce monde sera redonné à lui-même... sans quoi il expirera dans une ultime transaction. ●

Véronique Doucet,
*Veste de plâtre et fleur
de plumes*, 2011,
techniques mixtes
sur mdf récupéré,
30,5 x 28 cm

Étudiants et militants

Le mouvement étudiant joue toujours un rôle fondamental dans la politisation et le désir d'engagement de nombreux jeunes. C'est une école de la démocratie et de la solidarité.

ALEXANDRE LEDUC

L'auteur est militant syndical, ancien militant étudiant

Plus un jeune militant étudiant vieillit et diversifie ses réseaux, plus il côtoie des militants plus âgés qui ont fait leurs premières armes dans une association étudiante ou dans une grève pour le droit à l'éducation. Ces rencontres sont aussi fascinantes que déroutantes, car elles permettent de voir le militantisme du jeune étudiant dans son horizon temporel et lui rappellent, justement, que sa participation au mouvement étudiant est bien temporaire...

UN MOUVEMENT SOCIAL

Sur le plan de l'action sociale, ce sont les jeunesse étudiantes catholiques (JEC) et les journalistes étudiants qui, des années 1930 à 1960, sont le fer de lance de la mobilisation en milieu étudiant. Les associations étudiantes, qui existent pourtant depuis le début du XX^e siècle, peinent à organiser autre chose que des activités ludiques. Aussi,

Lorsque les grandes batailles se préparent, il n'est pas rare de voir des assemblées de 200, 400, 600, voire 1000 jeunes comme lors de la mobilisation de 2005, discuter et débattre de revendications et de stratégies politiques. Ces assemblées de masse représentent probablement le moment politique le plus fort qu'un étudiant peut vivre dans le cadre de ses études.

influencé par le syndicalisme nord-américain et l'indépendantisme de gauche, le mouvement étudiant s'est véritablement constitué en mouvement social à partir des années 1960 au Québec.

La création du ministère de l'Éducation (1964), des cégeps (1967) et du réseau de l'Université du Québec (1969) a grandement contribué à donner au mouvement étudiant contemporain sa composition actuelle. Son action priorise la défense de l'accessibilité aux études et d'une certaine vision du savoir libre, mais on peut le qualifier de mouvement social à part entière car il défend, en créant des alliances et des coalitions, des revendications se situant hors de ses intérêts corporatifs telles que celles de la Marche mondiale des femmes ou encore du Collectif Échec à la guerre, un accès gratuit au transport en commun avec les Tables régionales des organismes volontaires d'éducation



populaire (TROVEP), un registre des baux avec le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), la défense des services publics avec le Front commun, etc.

Ceci dit, hier comme aujourd'hui, les associations étudiantes ne sont pas toujours militantes. Certaines défendent uniquement la qualité du diplôme recherché, d'autres préfèrent se concentrer sur la gestion de bars, d'assurances collectives, de services d'imprimerie et ainsi gérer d'importants budgets.

LE MODÈLE SYNDICAL ET SES CONSÉQUENCES

Lorsqu'il se consolide dans les années 1960, le mouvement étudiant a donc choisi le modèle syndical nord-américain. Il a ainsi rejeté l'autre option qui aurait été de fonctionner par groupes affinitaires, comme en France ou au Mexique. Dans ces pays, il n'y a pas d'instance commune regroupant tous les étudiants d'un campus ou d'une école. Chaque tendance politique se retrouve dans un collectif et prépare son plan d'action, son analyse, son matériel d'information, etc. Le modèle choisi au Québec mise plutôt sur la force du nombre et de la démocratie, dans le sillon d'un Michel Chartrand qui disait que le syndicalisme c'est « apprendre à vivre en société ». En misant sur des assemblées générales fréquentes et accessibles, il crée un puissant forum apte à rassembler la communauté.

Certes, on déplore souvent le peu de membres qui se présentent en assemblée en temps normal. Mais lorsque les grandes batailles se préparent, il n'est pas rare de voir des assemblées de 200, 400, 600, voire 1000 jeunes comme lors de la mobilisation de 2005, discuter et débattre de revendications et de stratégies politiques. Ces assemblées de masse représentent probablement le moment politique le plus fort qu'un étudiant peut vivre dans le cadre de ses études. Pour beaucoup d'entre eux, il sera le déclencheur d'un processus de politisation. Pour certains, ce sera l'exercice démocratique le plus élaboré qu'ils vivront de leur vie. C'est exactement pour cette raison que ces assemblées sont si importantes, car elles instillent chez des centaines de jeunes l'idée que le vivre-ensemble politique est possible. Qu'il est concevable de s'asseoir ensemble, de discuter,

débattre, prendre des décisions et gagner des luttes. En somme, ces assemblées démontrent qu'il est possible de penser que la démocratie ne devrait pas se résumer à un vote aux quatre ans. D'ailleurs, les associations les plus fortes et vivantes sont indéniablement celles où l'assemblée a de réels pouvoirs par rapport aux exécutants qu'elle a élus et est convoquée sur une base régulière.

En outre, le modèle de type syndical qui implique une cotisation fixe pour chaque membre constitue un levier financier important. Cela permet à une association étudiante de prévoir ses revenus de manière stable et d'organiser des actions massives.

UN CLUB-ÉCOLE?

Lorsqu'éclate une grève, on entend parfois que les leaders étudiants ne s'agitent que pour se faire repêcher par les centrales syndicales. Au-delà du cliché commode pour les bien-pensants de la droite, cette vision témoigne d'une certaine proximité entre le mouvement étudiant et le mouvement syndical, entre autres. De là à penser qu'il existe des relations organiques entre les deux, il n'y a qu'un pas qu'il ne faut pas faire. En effet, le mouvement étudiant est probablement, parmi les différentes composantes du mouvement social, un des plus critiques envers le syndicalisme de partenariat tel que pratiqué par les centrales depuis les années 1990. Par exemple, lorsqu'Henri Massé, alors président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), avait dit aux grévistes, en 2005, de mettre de l'eau dans leur vin, des étudiants avaient occupé son bureau sur le boulevard Crémazie à Montréal! Encore récemment, des accrochages ont eu lieu lors d'une manifestation unitaire où le service d'ordre de la FTQ a joué au

brasse-camarade avec des étudiants peu intéressés à respecter les frontières étanches entre les différents cortèges formant la manifestation. Ce malheureux événement témoigne d'une exaspération dans les rangs étudiants de voir l'appareil syndical faire la police au lieu de la police, d'indiquer le trajet de la manifestation à l'avance, bref, de prendre bien soin de demeurer dans le cadre préétabli de la rectitude politique.

D'autres différences montrent bien l'indépendance du mouvement étudiant. Sur le plan démocratique, par exemple, les centrales syndicales organisent leur congrès aux trois ans tandis qu'une centrale étudiante en tient de trois à quatre par année. Sur le plan idéologique, alors que les questions environnementales sont à peu près absentes du discours syndical, les associations étudiantes ont presque toutes un comité environnement sur leur campus. Il faut cependant reconnaître que le mouvement étudiant ne serait pas aussi fort et organisé si son pendant syndical ne l'était pas autant. C'est probablement en ce sens que les deux ont le plus à se soucier de leur avenir commun.

UNE PASSERELLE VERS D'AUTRES ENGAGEMENTS

À mon avis, il faut donc voir le mouvement étudiant comme une passerelle plutôt qu'un club-école. Après y avoir fait leurs premières armes pendant trois à quatre ans, plusieurs options s'offrent à ces jeunes. Certains «retournent dans leurs terres», c'est-à-dire qu'ils trouvent un travail, fondent une famille et disparaissent pratiquement du réseau militant. D'autres cherchent à continuer et à diversifier leur expérience militante. Forcément, la suite se

Véronique Doucet,
Conscience planétaire,
2011, techniques
mixtes sur mdf
récupéré, 25,5 x
26,5 cm

Parole d'une jeune poète

HÉLÈNE MATTE

Je participais au printemps dernier à une soirée de commémoration du Sommet des Amériques, qui a eu lieu en avril 2001, à Québec. J'avais accepté l'invitation sans hésiter. Je souhaitais rendre hommage à cette extraordinaire mobilisation et à la solidarité manifestée à cette occasion. C'était aussi une façon de rappeler l'absurdité de la violence d'État et de la répression policière, la prise en otage des résidents du centre-ville de Québec, cela pour un projet d'accord de libre-échange (ZLÉA) qui a finalement avorté. Cette commémoration donnait lieu à une autre, celle de l'Îlot Fleurie, cet espace urbain à la fois communautaire et artistique, sous l'autoroute Dufferin-Montmorency. Déclaré «zone de création libre et pacifique», l'Îlot avait servi de lieu d'accueil et d'expression pendant le Sommet; peinture, musique, danse mais aussi soins infirmiers, renseignements, services sanitaires et alimentaires y avaient été prodigués.

Invitée à y lire des poèmes, je me questionnai donc sur la teneur de ma performance. Puisque le public allait être constitué de jeunes altermondialistes, n'allais-je pas prêcher aux convertis en lisant des textes engagés? Ne devais-je pas plutôt «changer les idées» à ceux qui s'impliquent à temps plein pour diverses causes, avec un poème d'amour par exemple? Puisque la poésie se suffit à elle-même, ne devais-je pas plutôt proposer un poème conceptuel? Par exemple, déconstruire la notion de «l'engagement» pendant quinze minutes pour qu'ils se transforment successivement en «langage-ment», «langue-gage-ment», «la-n-gage-m-eh!», etc!

Je choisis finalement quelques vieux poèmes. Le premier, *Salut!*, a été écrit en 1999 alors que, touriste marginale, je dérivais en Europe de l'Ouest au gré des multiples manifestations militantes se présentant à moi: le *Earth First Summer Gathering*, les mobilisations contre la peine de mort ou les OGM, les désobéissances civiles contre le nucléaire, jusqu'au géant *Reclaim the Streets* de Londres. Dans ce poème anarchiste, j'invectivais un «Tu» figurant le

L'auteure est peintre
et poète

trouve le plus souvent à l'extérieur des murs de l'université. Si les influences sont multiples, l'«après» est surtout influencé par ce que les militants auront expérimenté durant leur parcours. Ce dossier en donne quelques exemples, mais mentionnons aussi ces étudiants du mouvement de 2005 qui dynamisent aujourd'hui une lutte comme celle menée contre les coupes budgétaires au CSSS Jeanne-Mance.

À l'heure où les jeunes révolutionnent le monde arabe ou organisent d'énormes assemblées à Athènes, Paris, Barcelone et Madrid, force est de constater que les organisations «historiques» de la gauche ont tout un défi à relever. Elles doivent, pour assurer leur pérennité, réagir rapidement et se poser de véritables questions. Leurs instances sont-elles véritablement démocratiques? Leur vision de l'avenir fait-elle une place aux jeunes générations? Au Québec, certaines d'entre elles ont amorcé le débat, mais il est loin d'être achevé. Pour le faire cheminer, les jeunes militants doivent s'y investir et profiter des tribunes qui leur sont offertes pour exprimer leur désir de liberté et leur volonté de mener des batailles.

Chose certaine, le mouvement étudiant demeure un pôle incontournable du militantisme de beaucoup de jeunes. S'il doit continuer à se solidariser avec d'autres luttes, les autres mouvements sociaux doivent interagir avec lui sur un pied d'égalité et soutenir une lutte commune contre le prochain dégel des frais de scolarité. Celui-ci s'annonce massif et brutal et s'il n'est pas stoppé, il

maudit capitalisme. Je m'y retrouvai à la fois colérique et optimiste, à l'image de la jeune femme que j'étais. Un autre poème datait de 2007, année durant laquelle l'Îlot Fleurie s'éteint définitivement. La Ville détruit alors ses aménagements paysagers et ses sculptures afin d'accorder l'espace regazonné au Cirque du Soleil qui, depuis, le clôture chaque été pour gérer des foules hypnotisées par des acrobaties et des jeux de lumières. Dans ce poème, *Complainte au Sommet*, je m'exprimais par un «Je» triste et fatigué de la répression policière, chantant les gaz lacrymogènes et les arrestations ayant ciblé ceux qui dansaient et dormaient à l'Îlot Fleurie durant le Sommet des Amériques.

Mais ces deux poèmes n'étaient pas suffisants. Ils témoignaient de mes sentiments, mais à quoi servaient-ils? Nous étions là pour commémorer le Sommet des Amériques: que se passait-il donc en Amérique? Je lus alors aux spectateurs l'extrait d'une lettre parue dans un hebdomadaire mexicain et traduite par la poète Françoise Roy dans *Le Devoir* du 7 avril 2011. Dans cette lettre adressée aux politiciens et aux criminels, Javier Sicilia écrit: «[...] Nous en avons marre parce que vous n'avez que de l'imagination pour la violence, les armes, l'insulte et, de ce fait, exprimez

empêchera l'accès à l'université à des pans de la jeunesse, en particulier ceux des milieux populaires. Or, ne nous leurons pas, l'accessibilité aux études demeure la clé de l'émancipation politique. Elle est fondamentale aussi pour offrir aux jeunes issus de toutes les classes sociales une expérience de mixité sociale importante, qui seule peut favoriser le développement d'une société plus juste et égalitaire. Si elle est entravée, c'est tout le renouvellement des autres mouvements sociaux qui s'enrayera lui aussi. ●

Véronique Doucet, *Échasses et talons*
UPI, 2011, médiums mixtes sur
mdf récupéré, 30,5 x 28 cm



un profond mépris envers l'éducation, la culture, les occasions de travail honorable [...]». Ce sont là les mots d'un poète renommé qui, à la suite de la mort de son fils torturé et tué par les membres d'un cartel de la drogue, a choisi d'abandonner la poésie. Et moi, la jeune poète? Qu'était-ce ma poésie devant cet homme? Devais-je, par solidarité, y renoncer également? Son fils mort, une partie de Javier Sicilia était morte avec lui. J'expliquai au public que nous, nous ne l'étions pas encore. Entre «l'engagement» et le «langage-ment», il y a encore la poésie. Cultiver son imagination et savoir exprimer ses sentiments comme ses idées, cela nous sauve de l'obscurantisme politique. Mon dernier poème, *Foul*, était à notre image: un «poème à répondre», à la fois ludique et clairvoyant.

Quelques semaines plus tard, je participais au Festival international de poésie de Bogotà, en Colombie. Je rendis hommage au poète en deuil et lui dédai le poème *La Violencia del silencio*. Le titre, suivi d'un long silence, créa un malaise dans tout le théâtre. Voilà comment, par la poésie, je combine le témoignage intimiste à l'expérience politique et sociale et que j'ai commémoré le Sommet des Amériques.

Génération sur le qui-vive

NOÉMIE DELISLE

«La question n'est pas de savoir si l'on refuse de disparaître, la question est de savoir si l'on accepte d'apparaître.»

CATHERINE DORION

Je suis d'une génération devenue majeure dans une époque post-référendaire morose où le projet de société porte désormais le nom de «déficit zéro». Je suis d'une génération qui a assisté au démaillage accéléré du filet social par le même parti qui nous a fait frôler la victoire lors d'une mise aux voix historique du projet de souveraineté. Je suis d'une génération qui a fait ses classes militantes avec, en arrière-plan, cette idée que l'indépendance n'était peut-être plus le principal moteur de changements sociaux. Je suis d'une génération qui, longtemps, ne s'associait qu'à demi-mot à l'étiquette jugée

rance et poussiéreuse de «souverainiste». Dans ce contexte, qu'est-ce qui, aujourd'hui, anime ce désir de ramener au premier plan la question du pays à construire?

C'est avec ces préoccupations au cœur que j'ai décidé de plonger dans le débat. Je l'ai fait avec d'autres, tête première et tripes à vif, en fondant la revue *Qui vive - Ouvroir d'indépendance*. Les débuts de *Qui vive* reflètent de manière exemplaire le brouillard dans lequel nous nous trouvions depuis un bon moment. La mort de Pierre Falardeau, ce hurlleur corrosif, fut l'élément déclencheur. Elle ouvrait toute grande la porte à un débat avec nous-mêmes. «Et nous dans tout ça?» Nous étions à la fois fascinés par sa vie combative et dérangés par sa pensée souverainiste cristallisée, demeurée collée au mouvement de la première heure, à Octobre, à une idée figée de la nation québécoise. «Continuons le combat... Oui mais... par où? et, surtout, comment?»

Nous sentions qu'il était pressant de nous replonger dans certaines questions irrésolues – dont celle, inévitable, de notre identité collective – qui, jusque-là, se diluaient dans un foisonnement de luttes qui semblaient pouvoir se

passer de l'idéal d'indépendance. Réapproprié un idéal donc, mais pas sans d'abord faire le ménage dans ce qui reste des discours souverainistes qui ne nous mobilisent plus.

Nous resterons à jamais les héritiers de notre blessure coloniale. C'est su, c'est dit. C'est là sans qu'on ne le voit, un hors-champ permanent. Mais ce n'est plus sur cette base que nous mobiliserons les générations futures autour du projet de pays à construire. D'où l'idée d'un «ouvroir», pour rouvrir l'atelier à projets, retoucher nos manches et se mettre à l'ouvrage. Décasser ces mythes collectifs devenus fades pour ceux, plus jeunes, qui ne les ont pas vécus. Pour mieux se souvenir. Mais aussi pour créer l'espace pour s'en construire de nouveaux. Ce n'est qu'en partant de notre histoire, réappropriée et vivante, que nous pouvons espérer bâtir un nouveau rêve de pays.

À chaque époque ses débats et ses blessures, ses idoles et ses martyrs. Avec cet ouvroir, nous brassons le fond de la mare et acceptons d'être dérangés dans nos plus confortables convictions. Ainsi va l'ouvroir, sans complaisance, ni langue de bois, de l'image au texte et du texte à l'image, en faisant une belle part au pouvoir de l'irrévérence et de l'impudence pour déraciner les monuments et débusquer les déserts derrière les mirages.

Les dernières élections fédérales ont une fois de plus démontré l'importance du fossé qui sépare le Québec du reste du Canada (ROC), mais aussi l'importance de repenser les bases sur lesquelles ériger notre projet de pays. Le Québec a tout à perdre à demeurer inféodé au Canada, tout comme il risque gros à s'abandonner, chez nous, à l'orgie libertarienne de l'ADQ, du Réseau Liberté-Québec et des autoproclamés «lucides».

Assumons pour une fois notre différence, avec toutes ses apories. Que l'on arrête de se comparer avec le ROC sur les questions sociales fondamentales constitutives de notre histoire et de notre singularité. Que cesse cette molle complaisance généralisée devant les affronts quotidiens à la possibilité de proposer autre chose et d'exister comme pays.

Le Québec est jeune car nous le sommes.

Comme l'écrivait Hubert Aquin, «la jeunesse, quel que soit l'âge de ceux qui en sont investis, ne défend pas: elle attaque». Nous sommes déjà sur le qui-vive. *Attaquons!* Pour cela, il est essentiel et urgent de raviver notre capacité collective d'affirmation et, peut-être surtout, d'indignation. ●

L'auteure, sociologue, est co-rédactrice de la revue *Qui vive - Ouvroir d'indépendance* (<www.revue-quivive.net>)

Paroles féministes

Entrevue avec Barbara Legault

Jeune militante féministe, Barbara Legault est actuellement coordonnatrice du secrétariat pancanadien du mouvement RebELLES. Elle a bien voulu nous livrer quelques réflexions sur son engagement. En voici quelques extraits.

Relations : Depuis quand es-tu féministe?

Barbara Legault : J'ai commencé à me dire féministe vers l'âge de 19 ans. Mais déjà petite, j'étais indignée que les gars m'empêchent de sauter sur la patinoire quand je voulais jouer au hockey. À l'école secondaire, j'avais fait un travail critiquant les modèles de femme présentés dans les romans Harlequin. De vieux exemplaires du magazine *La vie en rose* trouvés dans une librairie de livres usagés m'ont aidée à élargir ma vision du monde, mais c'est à l'occasion de la Marche mondiale des femmes, en 1998, que je me suis vraiment proclamée féministe. Cette marche, initiée au Québec et qui a maintenant une dimension internationale, demeure pour moi et pour plusieurs jeunes une formidable source d'inspiration et d'espoir. Aujourd'hui, j'ai envie de dire aux jeunes femmes : les filles, si vous êtes pour l'égalité entre les hommes et les femmes, n'ayez donc pas peur de vous dire féministes! Même si bien des progrès ont été accomplis, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir...

Rel. : Certains disent que le féminisme est en perte de vitesse, surtout chez les jeunes, qu'en penses-tu?

B. L. : C'est un leurre. Le féminisme est toujours bien présent. Il y a peut-être eu une période creuse chez les jeunes féministes dans les années 1990, mais plusieurs collectifs se sont formés à la fin de cette décennie, par exemple

Plusieurs militants et militantes de notre génération sont les enfants de Québec 2001 (ZLÉA), nous avons été formés dans et par le mouvement altermondialiste et avons développé une vision politique de l'interdépendance des différentes formes de domination et d'oppression.

les Sorcières, les Salamielles, devenu ensuite Némésis, les Cyprines et Ainsi squattent-elles. Ces groupes ne se proclamaient pas « jeunes », mais ils étaient initiés par des jeunes femmes. Pensons aussi au comité jeunes de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) qui organisait, en 2003, le premier rassemblement québécois de jeunes féministes : S'unir pour être rebelles. Ce rassemblement allait avoir des suites, notamment grâce au précieux soutien logistique de la FFQ.

En 2008, à Montréal, 550 jeunes féministes du Québec et du Canada participaient à un rassemblement intitulé *Toujours rebelles*. Cette grande réunion non mixte a servi de tremplin à la fondation du mouvement RebELLES

Rel. : Parle-nous un peu plus du mouvement RebELLES.

B. L. : C'est un mouvement autonome, antiautoritaire et décentralisé de jeunes féministes de 14 à 35 ans. Lors du rassemblement de 2008, les participantes ont adopté le *Manifeste du Rassemblement pancanadien des jeunes féministes*, document qui est utilisé depuis dans des ateliers de formation, des cours sur le féminisme, des groupes de réflexion, etc.

Ce mouvement est formé d'un secrétariat pancanadien, d'un comité organisateur pour préparer le rassemblement qui a lieu tous les trois ans et surtout de collectifs locaux un peu partout au Canada et au Québec. Lors du dernier rassemblement, qui a réuni 350 participantes (dont 10% d'Autochtones), à Winnipeg en mai dernier, nous avons rédigé un document de travail qui fera l'objet d'une consultation afin de devenir une plateforme politique qui servira de guide à nos actions pour les prochaines années. Il comprend cinq axes ou champs d'action qui rejoignent le cadre



développé par la Marche mondiale des femmes : la violence envers les femmes; la pauvreté et l'anticapitalisme; la paix et la démilitarisation; la décolonisation et l'antiracisme, les femmes et l'environnement.

Le féminisme est donc bien vivant chez les jeunes et il est surtout nécessaire actuellement à cause des ravages du gouvernement majoritaire de Harper. Les coupures dans le financement des groupes de défense des droits ont eu un effet dévastateur sur plusieurs groupes féministes, surtout dans le Canada anglais (12 des 16 bureaux de Condition féminine Canada ont été fermés). Avec la montée de toutes les droites, qu'elles soient politique, religieuse ou économique, les droits des femmes sont attaqués de plein fouet. Ceux qui disent que le féminisme est dépassé ont soit la tête dans le sable, soit ils veulent protéger des privilèges et limiter notre capacité collective de nous organiser et de lutter. À qui appartiennent les médias qui définissent ce qu'est le bien-penser et qui régissent la circulation des idées?

Rel. : Comment vois-tu le lien entre le féminisme et les autres mouvements sociaux?

B. L. : Il est important de lier notre lutte féministe à la lutte anticapitaliste et anticolonialiste, en réalisant une « analyse

intersectionnelle des oppressions ». Ce type d'analyse est d'ailleurs représentatif de la façon non cloisonnée dont beaucoup de jeunes conçoivent les luttes sociales. Par exemple, je ne suis pas exclusivement du mouvement féministe même si je me suis principalement investie dans ce mouvement depuis plusieurs années. Je suis aussi anticapitaliste, écologiste... En fait, plusieurs militants et militantes de notre génération sont les enfants de Québec 2001 (ZLÉA), nous avons été formés dans et par le mouvement altermondialiste et avons développé une vision politique de l'interdépendance des différentes formes de domination et d'oppression.

Un autre aspect qui caractérise sans doute notre génération, c'est la diversité des tactiques dans la mesure où l'action respecte la dignité humaine : de l'éducation populaire à l'action directe, en passant par le théâtre de rue, les pétitions, les manifestations de masse, les sit-in... Bien sûr, on ne prétend pas avoir inventé la roue, les suffragettes aussi faisaient de la désobéissance civile! Et on se réjouit de voir que plusieurs groupes *mainstream* ont commencé à élargir leur répertoire de moyens d'action.

Lors du dernier rassemblement de RebELLES, nous avons fait des ateliers de résistance créative. Le matin, un groupe de femmes analysait ensemble un enjeu spécifique. Dans l'après-midi, le même groupe devait identifier une action collective à réaliser en lien avec cet enjeu. L'action était faite un peu plus tard et finalement on procédait au bilan. Ainsi, on brisait le mur entre la conscience et l'action féministes. Pour plusieurs jeunes, il s'agissait là de leur première action féministe et de leur première expérience d'un processus décisionnel non hiérarchique.

EXTRAITS DU MANIFESTE DU RASSEMBLEMENT PANCANADIEN DES JEUNES FÉMINISTES

« Nous sommes les jeunes RebELLES qui ont répondu à un appel féministe et nous sommes fières de nous dire féministes. Nous reconnaissons qu'il existe de multiples interprétations du féminisme et nous célébrons et intégrons cette diversité. Nous sommes engagées à favoriser l'expansion continue de la pluralité de nos voix. Nous sommes engagées dans un processus constant de réflexion autocritique visant à alimenter et transformer notre mouvement. Nous reconnaissons qu'au cours de l'histoire, le mouvement féministe occidental majoritaire a exclu les femmes « altérées » qui sont représentées comme « autres » ou extérieures à la norme blanche par l'idéologie coloniale. Nous sommes déterminées à apprendre de notre passé, à honorer les luttes menées par nos prédécesseuses et à nourrir nos rêves pour l'avenir. Nous apprécions le soutien de nos alliés qui appuient nos luttes féministes pour l'équité et la justice. [...] Nous serons postféministes quand nous vivrons dans un postpatriarcat. [...] » (www.rebelles.org/fr/manifeste)

Veronique Doucet,
Équanimité au féminin, 2011, techniques mixtes sur mdf récupéré, 24 x 24 cm

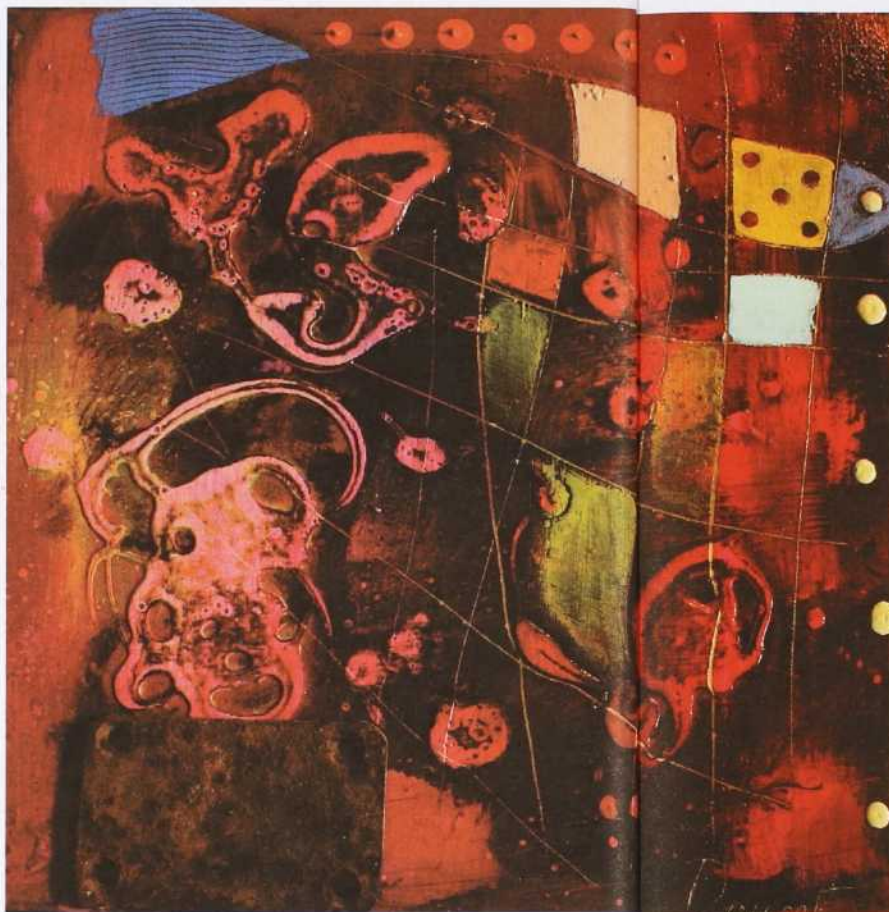
Véronique Doucet,
Fish and ship alter-
mondialiste, 2011,
techniques mixtes
sur mdf récupéré,
24 x 24 cm

Rel. : Est-ce que ton engagement rejoint une quête de sens?
B.L. : Tout le monde a le droit au bonheur, c'est entre autres pour cette raison que je suis devenue militante féministe. Nous n'avons pas d'autres choix que d'améliorer le monde dans lequel nous vivons et d'apprendre à mieux vivre ensemble, les individus comme les peuples. Le problème, c'est que trop de gens pensent qu'on ne peut pas changer les choses. Il faut briser notre petite bulle individualiste et rejoindre des groupes existants ou en former de nouveaux. Saisir et sentir qu'il y a des problèmes, de la souffrance vécue individuellement ou collectivement et s'investir avec d'autres pour transformer ces situations, cela donne un sens énorme à la vie. Mais le sens de la vie ne peut se réduire à la lutte. Il faut aussi alimenter la dimension culturelle, spirituelle, savoir se ressourcer dans la nature... Cela fait partie intégrante de la démarche féministe. Le mouvement féministe semble s'être « désartistisé ». J'aimerais qu'un théâtre féministe existe encore, des fées qui ont soif, des Pol Pelletier qui nous tirent en avant et nous inspirent, au-delà de la lutte « matérielle ». La lutte donne un sens à ma vie mais je veux que ma vie ait un sens en soi, sinon je ne saurais pas quoi faire au lendemain de la révolution!

En terminant, je voudrais lancer un appel aux groupes communautaires: pourrions-nous bannir le mot *relève*? La relève signifie que l'on relève les plus anciennes de leurs fonctions. Or, nous ne voulons pas qu'elles partent, ni prendre leur place, ni faire exactement les mêmes choses de la même manière. D'ailleurs, nous sommes déjà là en

train de lutter à leurs côtés, même si nous ne sommes pas toujours dans les mêmes institutions. Il n'y a pas de conflit de générations. Certes, nous ne sommes peut-être pas toujours d'accord sur l'analyse et les tactiques à privilégier, mais nous sommes du même côté de la barricade! ●

ENTREVUE RÉALISÉE PAR ANNE-MARIE CLARET



Jeunes chrétiens en recherche

MARCO VEILLEUX

Comment, lorsque l'on est un jeune chrétien préoccupé par les questions sociales, articuler sa foi et ses engagements? C'est la question que se posent, depuis bientôt un an, deux groupes – l'un à Québec et l'autre à Montréal – d'hommes et de femmes âgés entre 25 et 40 ans. Cette quinzaine de personnes est rassemblée par le Centre justice et foi dans le cadre d'un projet financé par la Fondation Béati. Celui-ci porte sur la transmission aux nouvelles générations d'une pratique croyante d'analyse et d'engagement pour la justice sociale.

Cette démarche nous place d'abord devant un fait démographique: les «jeunes croyants» étant relativement peu nombreux au Québec, les «jeunes croyants engagés socialement» sont encore plus rares. Ils se retrouvent donc dans une position de double marginalité: minoritaires dans leur Église à cause de leur âge et de leurs préoccupations sociales, ils le sont également, à cause de leur foi, au sein des groupes ou mouvements séculiers de la société civile. Cette double marginalité explique probablement les quelques constats qui se dégagent des échanges que nous avons menés jusqu'ici avec cet échantillon limité, mais représentatif, de jeunes croyants engagés.

D'abord, il ressort que plusieurs membres de cette génération éprouvent un malaise à s'identifier comme des «militants». Pour eux, la militance évoque plus souvent qu'autrement une sorte d'activisme essoufflant. En tant que croyants, ces jeunes sont en quête d'une «spiritualité de l'action». Ils désirent que leurs engagements s'inscrivent dans un horizon de significations existentielles plus large. Ils ont donc soif de temps de recul et de retour réflexif sur l'action – temps qui leur apparaissent trop souvent éludés chez les militants sociaux qu'ils rencontrent. Cette légitime recherche de lieux de discernement pour orienter et nourrir l'engagement peut aussi parfois les plonger dans une certaine forme d'inertie.

Comme bien d'autres de nos contemporains, ces jeunes croyants sont très sceptiques à l'égard de ce que l'on a appelé les «grands récits». Ils ne croient plus vraiment à la

possibilité d'une révolution sociale globale; à l'idéal d'une totale libération des peuples, des classes et des individus; à la transformation radicale des systèmes et des institutions; ni même, souvent, au projet de souveraineté nationale du Québec. Face à la complexité du monde actuel, leurs espérances sont beaucoup plus modestes et fragiles. Ils cherchent à établir des solidarités à échelle humaine. Ils misent beaucoup sur les «petits gestes» et les «petits pas» qui peuvent faire une différence ici et maintenant. Leur mobilisation est rarement sans réserve: ils veulent préserver leur qualité de vie, leur liberté personnelle et de penser, leur «jardin secret». Au-delà des causes, ils sont surtout interpellés par des «témoins». Ils souhaitent également, par-delà la nécessaire critique des structures, nouer de réels liens de proximité avec des pauvres, des étrangers et des exclus. Pour eux, en effet, ce n'est pas d'abord les idées, les débats ou les rapports de force qui «mènent le monde», mais plutôt le risque de la relation à l'autre – où se révèle, pour un croyant, le visage de l'Autre. Ils se méfient donc énormément des discours trop fortement campés sur le plan idéologique. À cause de cela, certains les jugeront – à tort ou à raison – comme étant peu «radicaux».

À la différence de toute une génération de militants de l'Action catholique qui, dans les années 1960 et 1970, a opté largement pour «l'immersion totale dans les combats du monde» en se faisant extrêmement discrète sur ses convictions religieuses, ces jeunes revendiquent explicitement leur appartenance à la tradition chrétienne. Ils se demandent comment la foi, qui est pour eux une véritable instance de critique sociale, peut faire une différence dans l'engagement. Parce qu'ils ont baigné depuis toujours dans une culture profondément marquée par le pluralisme et la diversité des appartenances identitaires, ils veulent pouvoir nommer cette différence chrétienne. Sans tomber dans le prêchi-prêcha ou le prosélytisme, ils tiennent à affirmer que c'est d'abord et avant tout l'Évangile qui les pousse à l'engagement. Le *Sermon sur la montagne* (Matthieu 5) leur paraît être une inspiration tout aussi valable et percutante que bien des manifestes ou programmes de gauche. Toutefois, parce qu'ils se sentent porteurs d'une espérance qui concerne ce monde, tout en le dépassant, ces jeunes croyants éprouveront probablement toujours une sorte de tension. Celle-ci sera féconde si, au lieu de les paralyser, elle les amène à s'inscrire lucidement dans des réseaux sociaux et ecclésiaux plus larges. Et, ce faisant, à oser faire alliance avec tous ceux et celles qui œuvrent, par-delà les différences de convictions et de générations, à faire advenir la justice – ce signe indubitable, pour les croyants, du Royaume.

L'auteur, membre de l'équipe du Centre justice et foi, accompagne deux groupes de jeunes préoccupés par le lien entre la foi et l'engagement

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

LIVRES

- BECQUET, Valérie et DE LINARES, Chantal (dir.), *Quand les jeunes s'engagent: entre expérimentations et constructions identitaires*, Paris, L'Harmattan, 2005.
COLLECTIF, *J'aurais voté Oui mais j'étais trop petit*, Montréal, Éditas, 2011.
DES INTERGALACTIQUES, *Génération altermondialiste*, Paris, Syllepse, 2003.
FAHMY, Miriam et ROBITAILLE, Antoine, *Jeunes et engagés*, St-Laurent, Fides, 2005.
GAUTHIER, François et PERREAULT, Jean-Philippe (dir.), *Jeunes et religion au Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008.
JEWSEWICKI, Bogumil et LÉTOURNEAU, Jocelyn (dir.), *Les jeunes à l'ère de la mondialisation. Quête identitaire et conscience historique*, Sillery, Septentrion, 1998.

- LAMOUREUX, Ève, *Art et politique. Nouvelles formes d'engagement artistique au Québec*, Montréal, Écosociété, 2009.
MUXEL, Anne, *Avoir 20 ans en politique: les enfants du désenchantement*, Paris, Seuil, 2010.
PRONOVOST, Gilles et ROYER, Chantal, *Les valeurs des jeunes*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2004.
QUÉNIART, Anne et JACQUES, Julie, *Apolitiques, les jeunes femmes? Regards sur les formes et le sens de leur engagement*, Montréal, Relais-femmes, 2002.
SOUCHARD, Maryse, SAINT-JACQUES, Denis et VIALA, Alain, *Les jeunes: pratiques culturelles et engagement collectif*, Québec, Nota bene, 2000.

REVUES

- Altermondes*, dossier «Trop jeunes pour changer le monde?», n° 11, septembre 2007.
De l'indignation à l'espérance. Le sens de l'engagement chez les 20-45 ans, Rapport du CPMO (CPRF), 2002.

- Lien social et politique*, dossier «Engagement social et politique dans le parcours de vie», n° 51, printemps 2004.
MILAN, Anne, «Volonté de participer: l'engagement politique chez les jeunes adultes», *Tendances sociales canadiennes*, n° 11-0008, hiver 2005.
Possibles, «Les jeunes réinventent le Québec», vol. 31, nos 1-2, 2007.
QUÉNIART, Anne et JACQUES, Julie, «Trajectoires, pratiques et sens de l'engagement chez des jeunes impliqués dans diverses formes de participation sociale et politique», *Politique et société*, vol. 27, n° 3, 2008.
Relations, L. Boivin, «Individualistes, les jeunes?», n° 680, novembre 2002; J.P. Perreault, «Une pratique à transmettre», n° 700, mai 2005; C. Rioux, «Les leçons de la grève étudiante», n° 703, septembre 2005; P. Sévigny, «Forces étudiantes contre l'armée», n° 725, juin 2008 et «Toujours rebelles», n° 729, décembre 2008.



Variation 1

Commencer recommencer, comment c'est.

TEXTE : SUZANNE JACOB

PEINTURE : MARIE SURPRENANT

De tous les appartements que j'ai visités cet été dans le but d'en louer un pour moi-même, un seul échappe, dans mon souvenir, au culte de l'écran géant, un seul échappe à la captivité dans l'espace réquisitionné par l'image. Chez la plupart, pas même une table commune où s'asseoir pour partager la nourriture avec les récits de la journée; ce sont plutôt des comptoirs où on se juche le temps d'avalier le morceau éjecté par le four micro-ondes.

Il y a déjà quelques années, lors d'un assez long séjour dans Charlevoix, lorsque je partais marcher le soir, je ne rencontrais personne. J'apercevais la lueur bleutée des écrans et je ne pouvais m'empêcher de penser à tous ces corps captifs, des plus jeunes aux plus vieux. À la parole se décomposant dans les bouches, aux mémoires qui lentement s'atrophiaient dans l'illusion de s'ouvrir à la mémoire des autres, puis à la pensée: je pensais à la pensée. Penser à l'état de la pensée captive de l'espace cadré de l'image faisait toujours apparaître les montagnes de sacs de chips voyageant dans les camions, puis dans les estomacs. Je noyais mes oreilles dans le chant du fleuve en essayant de ne pas me répéter les mauvaises nouvelles qui couraient à son sujet, que ses grands lacs originaires s'épuisaient. Lorsque je marchais à l'aube, personne non plus, ni plus d'enfants.

La seule femme dont j'avais entendu parler qui marchait tard le soir et tôt le matin, on m'avait dit qu'elle était folle. Peut-être pour me prévenir que je pouvais le devenir, que j'étais en train de le devenir, seule vigile de l'aube et du crépuscule? *Qu'est-ce qu'elle cherche? À se faire assassiner?*

L'assassin est l'écran, *il fourbit ses armes* avec un sourire complice car ce n'est pas moi qu'il compte tuer.

«Le temps ne dort plus en nous ni ne s'éprend de nous.»
Paul Chamberland.

Où dort-il donc, qui aime-t-il donc? Ce serait cela, la confiscation du temps, sa destruction. À toi de résister. Commence.

Recommence. Essaie de trouver la marque du commencement du temps et du recommencement du temps dans ta propre présence, sinon dans ta propre absence. Je vois bien que plusieurs se font tatouer des toupies sur la peau pour mieux suivre leur destination dans l'espace-temps,

je commence par une destruction que je voudrais éviter de commettre et que je commets contre moi-même, contre la résolution que j'ai prise d'éviter tout contact de l'être négatif que je suis avec la mondanité positive. Ça crève les yeux qu'une telle résolution, fondée sur une réelle bonne intention de ne pas contaminer l'ambiance, est utopique. *Ce n'est tout de même pas moi qui suis responsable de la confiscation du temps, et de sa destruction,*

j'ai déjà donné, désolé, mais j'ai déjà donné, je vous ai accompagné sans déchirer les feutres de vos ambiances, n'est-ce pas, vos mains, je les ai tenues entre mes mains, et je n'ai pas commenté ni parlé de niaiseries, cependant et

ce n'est qu'un exemple, une fois tiré d'affaire et en retour, vous, vous me demandez si je suis bien dans ma peau. Je vous réponds que je ne suis pas une couleuvre ni un sac à main, ni une paire de chaussures, de gants, que voulez-vous, je ne comprends pas la question, je dois la détruire, je vous demande comment vous pouvez supporter, endurer, soutenir «être bien dans sa peau» comme expression courante de l'ambiance, comme condition, comme injonction de l'ambiance, voilà l'état de l'espace qui ne sait plus passer à l'histoire,

et le temps serait une ambiance à la carte, le temps viendrait en kit, pyramide égyptienne, monastère népalais, années cinquante chromées, futuriste rétro, à monter et à démonter suivant le pouls de votre libre personnalité – vous ne croyez ni à l'ADN ni à la matrice, ni au mimétisme ni à la communauté, ni aux cicatrices, ni aux fêlures, étant toujours vous-même et votre propre label par l'effet d'un pur acte répété mais toujours originel de création,

on distribuerait du pain gratuitement tous les matins comme à Constantinople en l'an 400, au bon vieux temps, on cesserait d'aligner vos chaises roulantes pour la même soirée de télévision, toujours la même, on vous laisserait parler, on vous supplierait de raconter ce que vous avez vu du monde de vos propres yeux, n'auriez-vous vu du monde que le seul visage qui vous ait aimé,

je vous parle sans pouvoir me représenter un visage, ni le vôtre, ni le mien,

ce qui me fournit des arguments conceptuels pour me livrer à un vandalisme intérieur qui abolit chaque amorce de mots sacrés pour s'en faire un sacre,



Pictures of nothing 41, 2009,
huile sur papier, 86 X 66 cm

le commencement, quand j'ai découvert que ces minuscules poussières noires enfermées dans une enveloppe se changeraient en radis rouges si je les plantais dans la terre, il fallait que je leur donne un espace, de l'eau, du temps. Le carré de terre qu'on m'avait

alloué donnait sous la fenêtre de ma chambre. J'ai veillé. Les radis étaient tout petits, très rouges. Ils devenaient très gros si je les mettais sous la loupe. J'aimais terriblement ma mère. Je lui ai offert les radis vus sous la loupe.

J'irai plus loin, vers les églantiers mêlés aux odeurs de diésel de la voie ferrée, le train de midi, celui de quatre heures, c'est devant moi, c'est le recommencement qui fuit devant, j'irai vers le feu jusqu'au fredonnement qui apaise la soif des braises d'enflammer la forêt au centre de la nuit, personne ne vous demande jamais à quoi vous avez rêvé? Personne, pourquoi ça, pourquoi?

Les Anciennes faisaient faire aux Anciens des offrandes de miroirs au soleil afin de lui faire prendre conscience qu'il se levait et qu'il était nécessaire à l'espèce humaine qu'il se lève: que dois-je t'offrir, mon dieu,

quel noir et lent miroir tendu sur la montagne, pour que tu prennes conscience que tu ne te lèves plus parce que tu ne te crois plus nécessaire aux humains d'aucune façon parce que l'écran, comme un rat, a mangé ton visage?

Écoulements, ruissellements, glissements, *c'est cela, perdre la foi,*

avant l'âge de bronze et avant l'invention du miroir, on faisait comme Narcisse, on trouvait une eau lisse et calme au-dessus de laquelle se pencher pour apercevoir le reflet de son visage, le reflet imbibait la terre et c'est ainsi que vous étiez semés, visages,

allez, remets ton masque, tourne donc le sablier, recommençons la partie, allez, tu ne ratas pas ton épisode, l'assassin se débrouillera bien sans toi. ●



Grèce : entre crises et révoltes

La révolte populaire en Grèce est l'expression du refus des « solutions » à la crise et du modèle néolibéral qui en est la cause.

CHRISTIAN BROUILLARD

L'auteur est professeur de science politique au cégep de Drummondville

L'agitation sociale et populaire qui secoue la Grèce depuis l'éclatement de la crise financière de 2009 et l'instauration de mesures d'austérité ne constitue pas un moment isolé dans l'histoire récente du pays. Si les prémises de cette crise hégémonique remontent aux années 1990, lorsque l'État a introduit en accéléré le modèle néolibéral, elle s'inscrit dans un contexte historique plus large qui a conduit la population à remettre radicalement en cause la légitimité du pouvoir dominant.

CONTEXTE HISTORIQUE

Durant la Seconde Guerre mondiale, la Grèce est occupée par l'Allemagne nazie. Cette occupation brutale suscite, en retour, la formation d'un mouvement de résistance, dont une des forces principales est le Parti communiste de Grèce (KKE). À la fin de la guerre, les milices communistes refusent de désarmer, contrairement aux milices françaises et italiennes, par exemple. Ce refus tenait à la nature du régime politique qui serait mis en place après le conflit : république ou monarchie. Alors que le KKE appelle à l'instauration d'un régime républicain, les Britanniques, débarqués en Grèce en 1944, soutiennent les forces monar-

chistes et d'extrême droite. Rapidement, cette lutte débouche, en 1946, sur une guerre civile, premier acte de la Guerre froide. Soutenues par les États-Unis, qui ont pris le relais de la Grande-Bretagne, les forces monarchistes vont défaire, en 1949, les maquis communistes lors d'une lutte sanglante qui fera environ 150 000 morts et des dizaines de milliers de réfugiés, laissant des marques importantes dans la mémoire collective grecque.

Le bloc politique dominant, constitué pour l'essentiel de la monarchie, l'armée et l'extrême droite – soudées par un même anticommunisme –, bloquera pendant près de vingt ans toute tentative de modernisation ou de libéralisation du pays. Des fissures apparaissent en 1963 avec les premières élections législatives libres depuis 1923 et l'arrivée au pouvoir de l'Union des centres. Il s'ensuit une période d'instabilité politique, les forces centristes étant incapables de marginaliser l'extrême droite, notamment au sein de l'appareil militaire. La crise est résolue, en 1967, par la voie autoritaire quand une junte d'officiers réalise un coup d'État avec le soutien actif des États-Unis. Cette dictature des colonels se maintiendra au pouvoir en tentant d'éliminer toute forme d'opposition libérale ou de gauche et en abolissant la monarchie en 1973. Le contre-coup de cette répression tous azimuts fut une diminution drastique des appuis dont jouissait la dictature et sa mise au ban de la Communauté européenne : en 1969, la Grèce est exclue du Conseil de l'Europe. Cette situation, en effet, ne pouvait conduire qu'à une désaffection des secteurs économiques modernes désirant avoir accès au marché européen. Cette convergence conjonc-

turelle entre ces acteurs capitalistes et la résistance populaire sera fatale à la dictature. Deux événements vont accélérer sa chute : l'insurrection, en 1973, de l'École polytechnique d'Athènes, largement soutenue par la population, et la désastreuse aventure militaire, en 1974, à l'île de Chypre, face à la Turquie. La dictature balayée, la Grèce devient une république parlementaire en 1975. Elle adhère à l'Union européenne en 1981 et à la zone euro en 2001. Ainsi, à l'ancien bloc dominant succède une nouvelle configuration politique animée par les secteurs modernes du capital sous la bannière de l'idéologie néolibérale.

UN HYPER-LIBÉRALISME

Il est donc curieux de voir la crise financière grecque de 2009 et les résistances populaires qu'elle suscite, dépeintes, dans certains médias, comme la conséquence d'un « retard » de l'État et de la société helléniques qui peinent à instaurer et à accepter le modèle néolibéral et les politiques qui s'y rattachent : privatisations, déréglementations et mise au pas des programmes sociaux. Loin d'être l'expression de la survivance « d'archaïsmes », la crise grecque doit plutôt être lue comme le moment où se révèlent toutes les contradictions et conflits engendrés par l'application sans failles de la « modernité » néolibérale¹.

La crise financière n'en est qu'un exemple patent, car si l'État grec, à partir de 2001, s'est enfoncé dans un endettement de l'ordre de 300 milliards d'euros, c'est surtout à cause des déréglementations et des manœuvres de plusieurs institutions financières dont l'américaine Goldman Sachs. Les plans d'austérité ne visent d'ailleurs qu'à



1. Voir Stathis Kouvelakis, « La Grèce en révolte », texte en ligne sur le site de la revue *Contretemps*.



sauver ces institutions coupables, peu importe le coût que la population devra supporter.

La véritable crise à laquelle nous assistons en Grèce, c'est celle du pouvoir des élites politiques et économiques dominantes dont la légitimité est radicalement mise en cause par les résistances populaires. Celles-ci sont alimentées par une situation sociale qui, loin d'être exotique, évoque le vécu de bien des pays occidentaux.

Ainsi, sur le plan social, la Grèce présente toutes les caractéristiques d'une formation « hyper-libérale » : chômage massif, particulièrement chez les jeunes, bas salaires (14% des travailleurs vivent sous le seuil de pauvreté), inégalités sociales croissantes (en 1997, le pays, pour les inégalités, occupait le troisième rang parmi les pays de l'OCDE), protection sociale et pensions minimales, services publics à la dérive ou en voie d'être privatisés, secteur financier déréglementé permettant toutes les audaces spéculatives et, finalement, une répression policière montante. Cette dernière visera tout particulièrement les mouvements de la jeunesse, un élément clé de la résistance populaire. Les mobilisations massives des étudiants, entre autres contre la « réforme » des universités à partir de 2006, ont réussi à faire reculer partiellement le gouvernement. Rappelons que c'est l'assassinat par la police d'un jeune étudiant, Alexandros Grigoropoulos, en décembre 2008, qui provoqua la première explosion sociale dans tout le pays, discréditant une classe politique qui, majoritairement, s'était empressée de couvrir cette « bavure ».

Ce discrédit du politique avait d'abord pris la forme d'un essoufflement électoral, à partir de 2004, des deux grands partis : la Nouvelle démocratie (ND) – de droite – et le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) – de gauche. Ces formations monopolisent la représentation politique depuis 1981 à peu de différences notables. À ce titre, la Grèce n'est pas un cas excep-

tionnel. Cependant, la crise du bipartisme et de l'autorité de l'État, surtout après l'incapacité des services publics à gérer les grands incendies du Péloponnèse en 2007, a ouvert un espace qui, contrairement à ce qui se déroule ailleurs, a été occupé par les forces politiques à gauche du PASOK. Rejetant le « social-libéralisme » de ce dernier pour des raisons diverses, ces mouvements ont su ébranler le bloc dominant.

À LA GAUCHE DU SOCIAL-LIBÉRALISME

Ces forces, divisées entre elles, s'organisent autour de trois pôles : le KKE néostalinien, la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) et la mouvance anarchiste. Le KKE, dont le sectarisme l'a éloigné de toute idée d'alliance avec le PASOK, possède encore un appui populaire et témoigne d'un militantisme important. La SYRIZA, issue d'une alliance entre des groupes d'extrême gauche et une formation provenant de scissions avec le KKE, s'enracine essentiellement dans les groupes instruits et la jeunesse. En 2009, le KKE et la SYRIZA ont totalisé environ 13% des voix, score modeste mais qui doit être interprété à la lumière des mobilisations de rues où ces deux partis et, surtout, la mouvance anarchiste jouent un rôle important.

À l'écart des joutes électorales, le mouvement anarchiste grec, composante importante de l'explosion sociale de décembre 2008, fortement implanté dans les milieux de la jeunesse et dans des quartiers populaires, ne constitue pas une nouveauté sur la scène politique. Son rôle dans l'insurrection de l'École polytechnique d'Athènes, en 1973, fut non négligeable, constituant autant un symbole qu'un moment important dans la renaissance de l'anarchisme en Grèce. Cependant, par-delà ces grandes actions, son rôle significatif – autant durant la transition démocratique qu'actuellement – a été de questionner sans cesse la légitimité de l'État et des forces de répression, et de développer, avec d'autres, des espaces



alternatifs au moyen de squats ou de reprises d'entreprises. Grâce à ce travail au quotidien, et malgré les dérapages vers l'action armée de certains, la mouvance anarchiste a maintenu une opposition importante contre les élites au pouvoir.

Dans ce contexte, l'issue des luttes de ces diverses composantes de la gauche contre les diktats des institutions financières et les plans d'austérité que l'État grec entend imposer – à savoir hausse des taxes à la consommation, coupes dans les dépenses publiques, soutien au secteur financier, privatisations, flexibilité du travail renforcée et licenciements facilités – reste indéterminée. Jusqu'à maintenant, le pouvoir a maintenu le cap, souscrivant ainsi aux demandes du Fonds monétaire international et de l'Union européenne malgré l'agitation populaire persistante qui se voit relayée ailleurs avec, entre autres, l'irruption du mouvement des indignés en Espagne. La tentation de résoudre la crise d'une manière autoritaire comme durant les années 1960 n'étant plus à l'ordre du jour, bien des possibles restent ouverts. ●

Les artistes du Théâtre du Soleil manifestant à Athènes, le 18 juin 2011, avec une marionnette géante représentant la justice. Photo : AP Photo/Lefteris Pitarakis

Biodiversité, écosystèmes et *big business*

La marchandisation de la biodiversité est de plus en plus légitimée par les institutions internationales. Pourtant, sa valeur intrinsèque et celle des écosystèmes sont reconnues suivant d'autres approches qui valorisent l'abondance plutôt que la rareté.

CÉCILE SABOURIN

L'auteure est professeure retraitée de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT)

Le capitalisme financier triomphe en bousculant tout sur son passage, même les fondements de la vie. Il s'attaque à la biodiversité et à l'abondance des ressources en empruntant des moyens détournés, car il serait suicidaire d'affirmer que la biodiversité est sans valeur et l'abondance non désirée. C'est au nom de la croissance économique que se trament, dans l'ombre avant d'éclater au grand jour, l'appauvrissement des écosystèmes et la création de la rareté. Délégitimer ces pratiques afin de les contrer constitue le vrai défi.

BIODIVERSITÉ ET GOUVERNANCE MONDIALE

C'est au Sommet de la Terre à Rio (1992) que la biodiversité est devenue un enjeu international. Vingt ans plus tard, la conférence Rio + 20, du 4 au 6 juin 2012, sera l'occasion d'un bilan: qu'est-il advenu des objectifs poursuivis par la *Convention sur la diversité biologique*, entrée en vigueur en décembre 1993? On s'y prépare depuis 2010, décrétée année de la biodiversité par l'Organisation des Nations unies (ONU), notamment lors de la Conférence mondiale sur la biodiversité à Nagoya au Japon.

Les défenseurs de la nature ont toutes les raisons de s'inquiéter de la volonté des organisations internationales à vocation économique, satellites de l'ONU, de recadrer l'enjeu de la biodiversité et des écosystèmes en instaurant une interface entre la science et les instances politiques. Elles mettent ainsi au point les moyens concrets de confier le sort des découvertes scientifiques concernant les organismes vivants aux décideurs qui en soutiendront l'exploitation commerciale. La *Plate-forme scientifique intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)* a ainsi le mandat – politique – de soutenir la mise en valeur commerciale de la biodiversité et des écosystèmes. À qui servira cet instrument de la gouvernance internationale? À l'avancement des connaissances pour un

avenir soutenable ou à gonfler les profits des grands groupes industriels et financiers?

MARCHÉS VS ABONDANCE

Créer de nouveaux marchés représente la solution de ceux pour qui «le problème de cette nature, c'est qu'elle est gratuite!». Le marché traite les ressources essentielles à la vie et les composantes de la nature comme de simples marchandises, suivant l'hypothèse que le prix permettrait à la fois de valoriser et de protéger les écosystèmes et la biodiversité. Pourtant, réduire l'accès et priver des populations de ressources vitales – eau et air purs, terres agricoles, etc. – produit des crises, enrichit une minorité et sert essentiellement les intérêts du capitalisme financier.

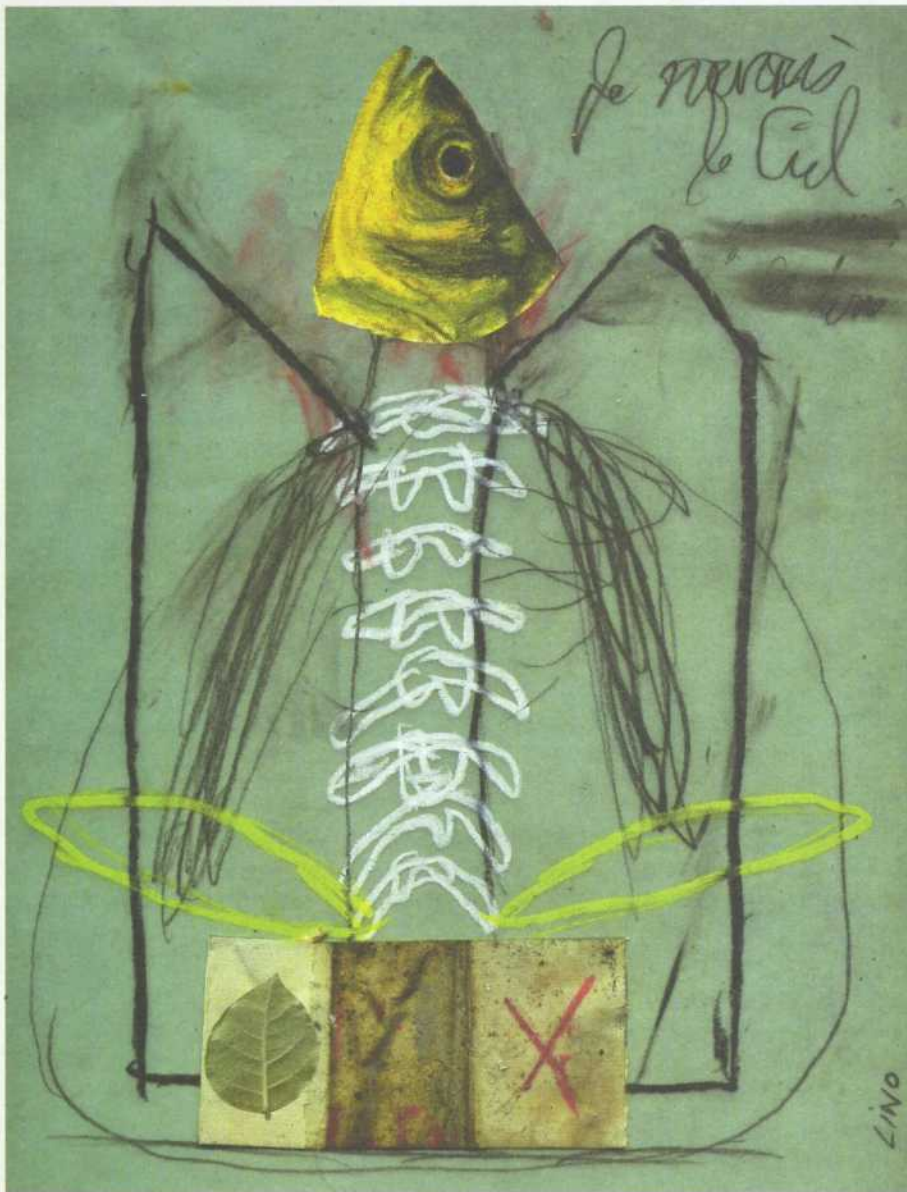
Les élites économiques ne connaissent pas – ou ne veulent pas connaître – d'autres manières de donner une valeur à la nature et à la vie. Tout un pan des savoirs accumulés est marginalisé dans le débat public en dépit du fait que des économistes proposent des alternatives à l'appauvrissement collectif programmé par les idéologues et praticiens du capitalisme financier. Ces approches valorisent l'abondance plutôt que la rareté et reconnaissent la valeur d'usage et la valeur intrinsèque des écosystèmes et de la biodiversité.

Ce n'est pas un hasard si le capitalisme dominant voue un culte à la rareté. La rareté profite à ceux qui l'exploitent et les richesses de la nature sont, avec les connaissances, parmi les premières victimes de ce culte. Les économies – toutes confondues – se construisent autour de l'appropriation privée et de l'exploitation commerciale de toutes les ressources. Toute autre manière de concevoir leur utilisation et leur partage paraît suspecte.

À titre d'exemples, des chercheurs tels Patrick Viveret, Dominique Méda, Heloïsa Primavera, Paul Ekins et la New Economics Foundation proposent, analysent et s'engagent dans des actions concrètes – économie

solidaire, finance solidaire, systèmes d'échange locaux, indicateurs alternatifs de progrès et de richesse – afin de renverser cette conception réductrice de la richesse et ses conséquences sur l'équité et les droits fondamentaux. Convaincus que les sources de la vie ne doivent pas être dilapidées au seul bénéfice de groupes restreints, ils proposent des modèles d'évaluation et de mesure de la richesse et du progrès qui sont porteurs de sens, respectueux des réalités humaines et prennent en compte les dommages, les pertes dues à la destruction et les conséquences découlant des inégalités. Ils analysent et font connaître des innovations expérimentées souvent encore à petite échelle mais offrant de réels espoirs de changement.

C'est au nom de la croissance économique que se trament, dans l'ombre avant d'éclater au grand jour, l'appauvrissement des écosystèmes et la création de la rareté. Délégitimer ces pratiques afin de les contrer constitue le vrai défi.



VALEUR INTRINSÈQUE DES ÉCOSYSTÈMES

Considérer tous les biens et services comme de simples marchandises est absurde et mène à des impasses sociales, environnementales et économiques. Comme l'a exprimé Pierre Calame dans son *Essai sur l'économie* (Éditions Charles Léopold Mayer, 2009)², les biens et services se distinguent entre eux. À l'évidence, l'air, les céréales, les automobiles et les connaissances ne sont pas de même nature. Est-il raisonnable de les soumettre aux mêmes règles commerciales? En proposant de classer les biens et services en quatre catégories, Calame renouvelle la perspective et appelle à l'innovation des pratiques d'échange et de gouvernance.

1. Hélène Leriche citée dans le Spécial Biodiversité (*Libération*, 29 juin 2010) et en exergue de « La finance à l'assaut de la biosphère », d'Agnès Bertrand et Françoise Degert, publié au <www.michelcollon.info>, 22 septembre 2010.

2. L'économie est « l'art de l'organisation des échanges matériels et immatériels des êtres humains entre eux, des sociétés entre elles et de l'humanité avec la biosphère », p. 167.

3. Idem, p. 259 à 271.

Il y a d'abord la biodiversité des écosystèmes qui possède une valeur intrinsèque: si les écosystèmes « se divisaient, [ils] seraient détruits »³. Quatre caractéristiques l'expliquent: la biodiversité des écosystèmes est irréductible à chacune de ses parties, elle n'est pas reproductible, elle est essentielle à toutes et à tous maintenant et pour les générations futures et, enfin, « les propriétés des écosystèmes ne s'entretiennent qu'à partir d'actions locales ». Cette catégorie de biens se distingue ainsi de ceux existant en quantité finie qui se détruisent ou se modifient à l'usage comme l'eau, les sols, l'énergie et de ceux qui se multiplient par le partage comme le code génétique, les semences paysannes, les connaissances, les logiciels libres. Enfin, les produits industriels et les services aux personnes, en quantité indéterminée, appartiennent à une quatrième catégorie.

La préservation des écosystèmes, répartis à travers la planète, dépend des actions de leurs habitants et des autorités qui les administrent. Toutefois, la majorité des décisions échappent aux principaux concernés puisque l'exploitation intensive des ressources naturelles est présente

Lino, *Je crevais le ciel*, 2011, acrylique, crayon et collage sur papier

ment aux mains de grandes sociétés peu scrupuleuses des conséquences lorsque leurs profits en dépendent. En l'absence de mécanismes de régulation adéquats, la destruction des sols et le pillage des sous-sols, des océans et des écosystèmes sont inévitables.

Tout au plus, certains États, sous la pression d'écologistes et de citoyens, parfois appuyés par des organisations et fondations, tentent de freiner la perte de biodiversité en créant des espaces de protection, des réservoirs de faune et de flore, des banques de semences et des centres de recherche voués à préserver ces richesses de l'humanité. Ces initiatives ne remplacent cependant pas des solutions globales à long terme, porteuses de changements fondamentaux.

GOVERNANCE DÉMOCRATIQUE ET RESPONSABLE

Apprendre à gouverner au service des peuples et de leurs besoins constitue un défi d'envergure puisque cela suppose un autre rapport au monde. Cela exige de résoudre le paradoxe de l'articulation – à tous les niveaux, du local jusqu'au

Apprendre à gouverner au service des peuples et de leurs besoins constitue un défi d'envergure puisque cela suppose un autre rapport au monde.

global – des processus de décision affectant les écosystèmes et de tenir compte des inégalités résultant d'abus passés et actuels. Cela exige aussi de formuler des priorités de développement soutenable à long terme et d'accès aux moyens de subsistance pour les populations résidentes ou vivant à proximité des écosystèmes. Une approche soutenable affirmerait l'interdépendance entre le local et le global, entre la nature et l'humain ainsi que la responsabilité partagée à l'égard des ressources essentielles à la vie. Elle bannirait la confiscation des ressources du vivant au bénéfice des grandes sociétés, planifiée au plus haut niveau des institutions internationales, avec la complicité des États.

De nombreux réseaux alternatifs prônent des actions pour la justice et la lutte aux changements climatiques. Protéger la biodiversité fait partie du combat pour la vie et la santé environnementale, contre la vulnérabilité des peuples et des territoires, et la cupidité des prédateurs. Redéfinir démocratiquement le sens du progrès, le droit à la propriété, les conditions d'accès et d'usage des richesses de la nature est crucial. Mettre en valeur les connaissances – traditionnelles et nouvelles, développées sans contrainte marchande – contribuerait à clarifier les principes et les actions devant nous guider collectivement dans l'exercice de nos coresponsabilités à l'égard de la vie sur Terre. ●

PROCHAIN NUMÉRO

Le numéro d'octobre-novembre de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et en librairies le 14 octobre. Pensez à le réserver. Il comprendra notamment un dossier sur :

la théologie de la libération

Quelles sont les origines de ce courant de pensée chrétienne venu d'Amérique latine, qui interroge entre autres les causes structurelles de la pauvreté? Que signifie, en 2011, l'option préférentielle pour les pauvres? Ce dossier se penchera sur les nouveaux lieux de pratique de cette tradition chrétienne de solidarité et ses liens actuels avec le mouvement altermondialiste. Nous verrons également que cette manière toute particulière de faire de la théologie, qui s'incarne au Québec dans la « théologie contextuelle », doit relever d'importants défis, notamment en termes d'ouverture aux autres religions.

- une controverse sur les centres d'injection supervisés;
- une analyse sur l'Égypte;
- la chronique littéraire de Suzanne Jacob, illustrée par Marie Surprenant;
- le Carnet de Wajdi Mouawad;
- les œuvres de notre artiste invité, Cerezo Barredo.



Cerezo Barredo, *L'homme souffrant*, 2010.

Recevez notre infolettre par courriel, peu avant chaque parution. Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Internet : <www.revuerelations.qc.ca>.

ReLations

8 NUMÉROS PAR ANNÉE, 44 PAGES

À L'UNITÉ: 5,50 \$ PLUS TAXES

ABONNEZ-VOUS

Un an: 35 \$ Deux ans: 65 \$

À l'étranger (un an): 55 \$

Étudiant: 25 \$ (sur justificatif)

Abonnement de soutien: 100 \$ (un an)

CONTACTEZ:

RELATIONS

Ginette Thibault
25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6

Téléphone: 514-387-2541, p. 226

Télécopieur: 514-387-0206

relations@cjf.qc.ca

www.revuerelations.qc.ca

OUI, JE M'ABONNE À RELATIONS

Je désire un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

COURRIEL _____

Je désire également offrir un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$
à la personne suivante:

NOM _____

ADRESSE _____

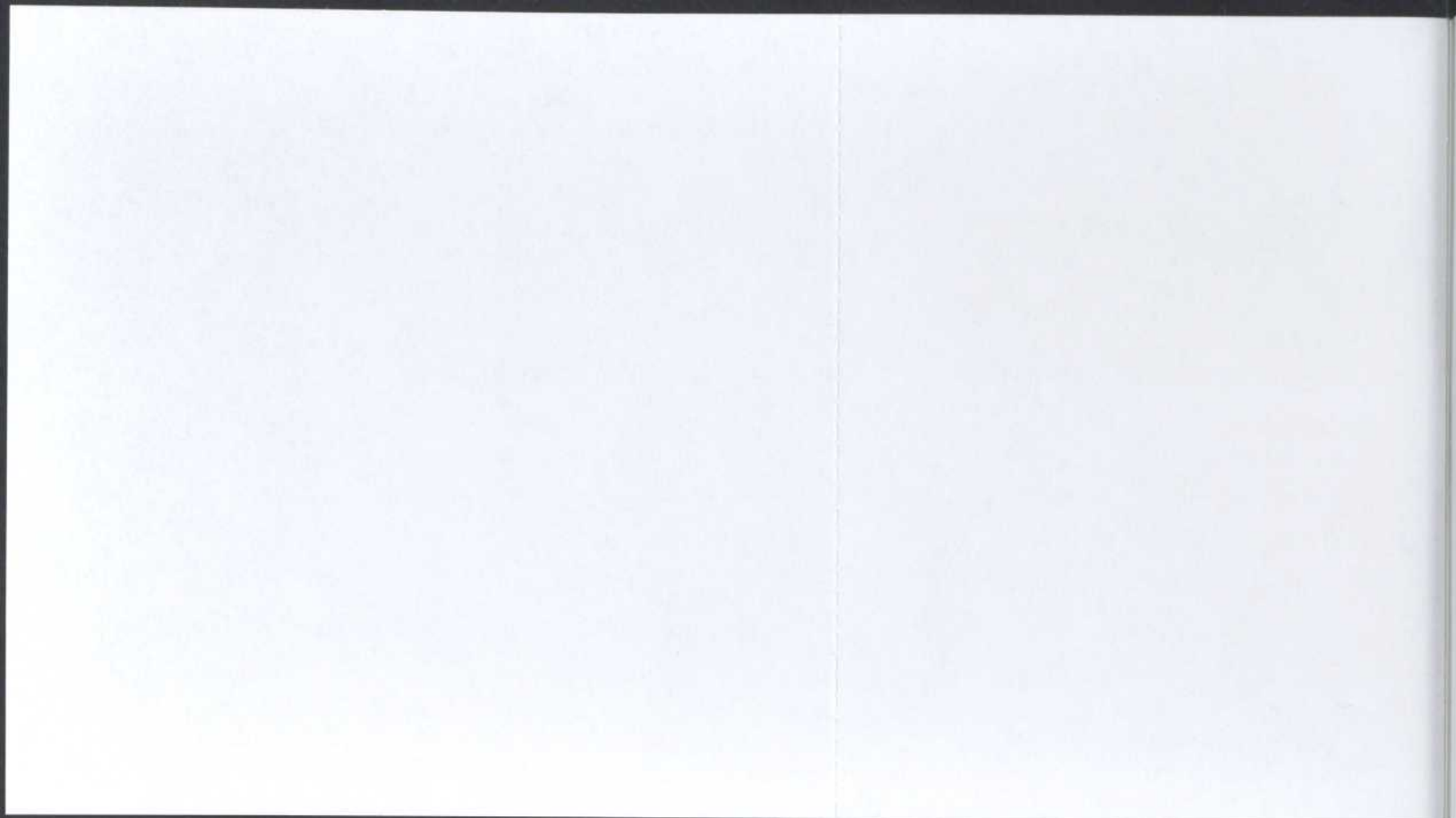
VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Montant total: _____ \$ Je paie par chèque (à l'ordre de *Relations*)
ou par carte de crédit

NUMÉRO DE LA CARTE _____

EXPIRATION _____ SIGNATURE _____



L'entrée de *Relations* au Centre justice et foi

70 ans
DE REGARD PÉRÇANT

ALBERT BEAUDRY

Il fallait absolument que je sache à quelle date, quel mois la revue avait cessé d'être publiée par les Éditions Bellarmin pour devenir « une publication du Centre justice et foi ». Par un radieux après-midi du début juillet – Montréal rêvait encore imprudemment de canicule après un interminable printemps froid et humide –, je suis donc allé au 25, Jarry Ouest. C'était les vacances.

Cap sur la bibliothèque. La collection se trouverait naturellement là où elle était vingt-cinq ans plus tôt. Légère déconvenue : dans la section des périodiques, la lettre « R » présente un trou déconcertant. Je me rappelle alors, au troisième étage, une petite pièce où l'on stockait des revues cédées par d'anciens abonnés. Ai-je cru apercevoir Umberto Eco dans l'escalier en colimaçon, celui qu'il fallait grimper pour accéder aux publications gouvernementales?

Au bout de l'étage à gauche, la petite pièce est accessible. Les vieilles collections s'y trouvent parmi quelques autres objets rangés « provisoirement » dans ce qui est devenu une honorable remise. La grande table est toujours là. La grande table, autour de laquelle est né le Centre justice et foi.

Je revois dans cette pièce, alors toute neuve et pas tout à fait terminée (comme aujourd'hui) Julien Harvey, Maurice Pelletier, Fernand Jutras, Karl Lévesque... Les procès-verbaux des réunions tenues là au début des années 1980 racontent les délibérations sur le fond du projet et les procédures mises en branle pour créer une nouvelle corporation. À quoi répondait-il, ce projet qui n'avait pas encore de nom? Je lui connais une triple origine.

1. À l'époque, les provinces de la Compagnie de Jésus ouvraient des « centres de recherche et d'action sociale ». À Washington, par exemple, Bill Ryan avait lancé le Center of Concern, qui suivait de grands dossiers sociaux en multipliant les études, l'information et le « plaidoyer », comme on dit aujourd'hui, dans divers milieux de la capitale américaine. En France, on parlait d'un CERAS.

Le Concile, oui, mais il y avait eu surtout Medellin, la 2^e Conférence générale de l'épiscopat latino-américain, en 1968, qui avait pris parti pour la « libération » des peuples du sous-continent, et la déclaration du Synode des évêques de 1971 sur « la justice dans le monde ». La 32^e Congrégation générale de la Compagnie de Jésus (2 décembre 1974 au 7 mars 1975) avait alors adopté un texte passé à l'histoire

sous le nom de « décret 4 », sur la priorité à donner à la foi ET à la justice. Trois commissions avaient planché pendant plus d'un mois sur les premières ébauches de ce décret. Elles comptaient chacune une trentaine de membres; près de 40% des 236 délégués avaient donc délibéré en ateliers sur l'engagement pour la justice, dont Guy Bourgeault (alors secrétaire de la rédaction de *Relations*), Bill Ryan et Julien Harvey.

On voit d'où le Centre justice et foi tire son nom.

2. Dans la province jésuite du Canada français, au lendemain de la Révolution tranquille, il fallait des installations plus « légères » que les collèges et les maisons de retraite pour évangéliser la culture québécoise. Tandis que le « Nouveau Manrèse » devenait un centre de recherche et de formation en spiritualité ignacienne, la création d'un centre autour de la revue *Relations*, des Éditions Bellarmin et de la Bibliothèque de sciences sociales de la Maison Bellarmin permettrait peut-être de renouer le dialogue avec les milieux intellectuels québécois.

3. Pourtant, à mon avis du moins, le plus urgent était d'enrober la revue d'une sorte de cocon nourricier. Le scolasticat de l'Immaculée-Conception, où elle était née, avait été une ruche où les idées et les hommes se bousculaient et où les œuvres et les publications ne pouvaient que s'interféconder.

La revue avait besoin d'activités (les soirées et les colloques, confiés à Karl Lévesque et Francine Tardif) et de

partenaires. La Maison Bellarmin, « maison d'écrivains » fondée au début des années cinquante, avait hébergé la Croisade eucharistique dans ses bonnes années et disposait de locaux. Le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine (aujourd'hui fusionné à KAIROS) s'y trouvait déjà. Et depuis que Jacques Couture avait dirigé le ministère de l'Im-

migration du Québec, Julien Harvey siégeait au sein d'un organisme consultatif gouvernemental sur ce dossier et il avait recruté Thérèse Benguerel, ancienne directrice du Centre social d'aide aux immigrants. Le noyau était en place.

Une fois définis le mandat et les structures juridiques dans « la petite salle du troisième », il n'y avait plus qu'à se mettre au travail...

À propos, c'est dans le numéro d'avril 1983 qu'on lit pour la première fois que la revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi... ●

L'auteur a été directeur de *Relations* de 1980 à 1988

[...] la création d'un centre autour de la revue *Relations*, des Éditions Bellarmin et de la Bibliothèque de sciences sociales de la Maison Bellarmin permettrait peut-être de renouer le dialogue avec les milieux intellectuels québécois.



Hausser les impôts des entreprises les fait-elles fuir?

La qualité des infrastructures et des services publics est plus importante pour les entreprises que les avantages fiscaux.

PIERRE-ANTOINE HARVEY

L'auteur est économiste à l'Institut de recherche et d'informations socio-économique (IRIS) et candidat au doctorat au sein du Centre interuniversitaire de recherches sur la mondialisation et le travail

Contrairement à certaines de nos habitudes à l'IRIS, je n'appuierai pas mon argumentation sur les dangers qu'entraîne la réduction supplémentaire de l'impôt des entreprises en faisant référence à l'explosion des inégalités sociales qui découle d'un mauvais partage du fardeau fiscal et de la richesse collective. Cette fois, je reprendrai les préceptes des gourous du monde des affaires pour offrir des arguments en faveur de l'impôt des entreprises.

Le grand prêtre des multinationales dans les départements de gestion, John H. Dunning, rappelle lui-même que les compagnies étrangères choisissent leur lieu d'implantation pour bien d'autres motifs que celui des bas coûts. Plusieurs sont soumises à la distribution géographique des ressources naturelles qu'elles exploitent. D'autres s'installent dans un pays principalement afin d'avoir accès à un nouveau bassin de clients (les Walmart de ce monde, par exemple). Enfin, certaines sont à la recherche d'actifs stratégiques qui sont reliés aux capacités technologiques, de gestion et d'innovation ou à la présence de dynamiques institutionnelles ou sectorielles particulières (aéronautique, informatique, etc.). Généralement, selon de nombreuses enquêtes menées auprès de gestionnaires, la qualité des institutions – soit un système légal fiable et transparent, une éducation accessible et des infrastructures de transport, de télécommunication et d'énergie qui sont fiables et peu coûteuses – représente

un incitatif à l'investissement bien plus important que le niveau d'imposition.

Pour Michael E. Porter, maître à penser de la gestion à Harvard et au World Economic Forum de Davos, si le Canada veut profiter pleinement de la « nouvelle économie » et avoir accès aux entreprises à forte valeur ajoutée et offrant des emplois de qualité, il doit renforcer une stratégie axée sur le développement des actifs stratégiques (main-d'œuvre qualifiée, innovation, technologies, etc.) et non se concentrer sur la réduction des coûts¹.

LE CANADA, DÉJÀ UN PARADIS FISCAL

Cet argument est d'autant plus important que le Canada représente déjà un havre de « bas coûts de production ». Selon le classement *Competitive Alternatives: KPMG's Guide to International Business Locations* (2011), il occuperait le 2^e rang des pays les plus avantageux à cet égard, derrière le Mexique, mais devant tous les autres pays du G9. Au Canada, les entreprises bénéficient d'un taux effectif d'imposition total de 36% inférieur à celui en vigueur aux États-Unis. Pour celles qui font de la recherche et du développement, l'effet des nombreux crédits d'impôt à l'innovation fait baisser leur taux général d'imposition à moins de 20%, soit un taux 70% inférieur à celui en vigueur aux États-Unis.

LE BEURRE ET L'ARGENT DU BEURRE!

Ainsi, la chose est entendue même de la part de gourous du développement économique à tout crin: si le Canada

veut encourager l'investissement sur son territoire, il ne doit plus se concentrer sur une stratégie de réduction des coûts (baisse d'impôts et flexibilité du travail), mais plutôt investir dans l'amélioration des infrastructures matérielles, éducatives, sociales et d'innovation qu'il offre. Ces « piliers de la productivité » nécessitent des investissements publics importants et, conséquemment, ne peuvent se priver d'une contribution fiscale de la part des entreprises bénéficiaires. C'est aussi simple que cela.

Le fait que les lobbys patronaux restent muets devant cette évidence montre bien que leurs prétentions à défendre « le progrès économique du Canada » cache en fait une vision éculée de l'enrichissement rapide de leurs membres... Le côté profiteur des entreprises saute aux yeux lorsque celles-ci, à l'ère de la mondialisation, souhaitent appuyer leur croissance sur des ressources stratégiques co-construites avec l'aide des gouvernements, tout en refusant de contribuer à leur financement par la fiscalité.

L'irrationalité économique des arguments sur les baisses d'impôts devient difficile à cacher. Même le très affairiste Conference Board du Canada affirme qu'entre les deux maux que sont les impôts et la détérioration des infrastructures et des investissements publics, le dernier chassera plus d'investissements de qualité que ne le feront des impôts de niveau comparable à ceux de nos voisins². ●

1. World Economic Forum, *The Global Competitiveness Report*, Davos, 2011.

2. CBOC, *Best Policy Practices for Promoting Inward and Outward Foreign Direct Investment*, Ottawa, 2010, 32 p.



On entend régulièrement que les économistes seraient unanimes quant à la nécessité de réduire l'impôt des entreprises pour attirer

les investissements et créer de l'emploi. Deux économistes nous montrent que cette unanimité n'existe pas et débattent du sujet pour nous.

Il faut s'attaquer à la concurrence fiscale.

JOSÉE LAMOUREUX

Le 13 décembre dernier, Electrolux provoquait une onde de choc. Malgré des subventions accordées par le gouvernement québécois, le géant suédois d'appareils ménagers annonçait la fermeture de son usine de l'Assomption d'ici 2013, privant de leur emploi 1300 salariés. L'entreprise délocalise ses activités dans la ville américaine de Memphis, après avoir obtenu des autorités locales des engagements financiers de l'ordre de 97 millions de dollars américains ainsi que des allègements fiscaux estimés à 38 millions sur quinze ans.

Ce cas illustre bien le pouvoir des sociétés transnationales de soumettre les territoires à une concurrence économique, fiscale et sociale.

LA GRANDE SÉDUCTION

Depuis les années 1980, l'imposition des bénéfices des sociétés a été réduite dans l'ensemble des pays de l'OCDE, passant d'un taux moyen de 47% en 1982 à 27% en 2007. Une diversité subsiste, mais la tendance à la baisse est manifeste et ne semble pas vouloir se renverser à la suite de la crise et de ses répercussions sur les finances publiques. L'enracinement de la croyance voulant qu'une fiscalité trop lourde nuise à l'investissement et à la croissance soutient cette tendance, de même que l'approfondissement de l'interdépendance des économies, poussée par la mondialisation, qui favorise la concurrence entre les pays pour attirer les investisseurs.

Les États sont-ils pour autant condamnés à charcuter leurs dépenses

publiques faute de revenus suffisants? Non. Cependant, force est de constater que même des pays avec un fort niveau de fiscalité et de dépenses sociales comme la Suède, le Danemark ou l'Allemagne, ponctionnent relativement peu les bénéfices des sociétés et le patrimoine des individus (considérés comme les éléments les plus mobiles). En contrepartie, le poids des taxes à la consommation est important. À titre d'exemple, en 2007 (avant la crise donc), la part des impôts sur le bénéfice des sociétés dans les recettes fiscales totales était de 7,8% en Suède, de 7,7% au Danemark et de 6,1% en Allemagne contre 10,6% pour le Canada. Pour la même année, la part des taxes à la consommation était de 19,3%, 21,2%, 19,5% et 13,9% respectivement.

Il ne s'agit pas ici de décréter que la voie à suivre est de favoriser le déplacement des prélèvements du capital vers la consommation. Les entreprises doivent contribuer au financement des biens publics qui soutiennent leur compétitivité. Rien ne justifie les nouvelles baisses d'impôt annoncées par le gouvernement fédéral dans son budget de 2011, alors que notre environnement fiscal est suffisamment attractif.

Il faut toutefois reconnaître les effets de la libéralisation des échanges et des flux financiers sur la souveraineté des États. Comme le souligne Dani Rodrick dans *The Globalization Paradox* (W. W. Norton & Company, 2011), dans un monde où les entreprises et les capitaux sont libres de toutes attaches, l'intégrité des régimes fiscaux nationaux est altérée. Il devient difficile, voire impossible, d'ignorer cette réalité

internationale. D'autant plus que les entreprises transnationales n'ont même pas besoin de localiser leurs activités dans des pays à faible fiscalité ou des zones franches pour optimiser leur rendement après impôt. Le recours aux paradis fiscaux, le transfert de profits entre le siège social et les filiales du groupe pour les déclarer là où ils seront le moins imposés permettent de le faire en toute impunité – ce qui n'est pas à la portée de toutes les entreprises, notamment les PME locales. Cette situation accentue les iniquités fiscales et il nous faut y remédier en mettant fin aux paradis fiscaux et autres juridictions de complaisance.

DE LA CONCURRENCE À LA COOPÉRATION FISCALE

Devant les effets néfastes de la concurrence fiscale, de plus en plus de groupes revendiquent davantage de coopération. Celle-ci, selon les scénarios, pourrait prendre la forme d'une plus grande harmonisation des politiques fiscales ou de taxes globales communes comme une taxe sur les transactions financières ou des taxes écologiques.

Avec des gouvernements provinciaux et fédéral adeptes des réductions d'impôt et partisans de la compétitivité fiscale, nous sommes loin du compte. Mais, tôt ou tard, il faudra envisager des solutions multilatérales pour freiner les effets délétères de cette course pour attirer les capitaux, les profits et les investissements. La domination des entreprises transnationales et de leurs actionnaires devra être contrée. Plus qu'une question économique ou technique, il s'agit d'une exigence politique. ●

L'auteure est économiste à la Confédération des syndicats nationaux (CSN)

GOLDSTYN RÉCOMPENSÉ

Relations est heureuse d'accueillir dans ses pages, depuis septembre 2003, le caricaturiste Jacques Goldstyn. Ses dessins à l'humour caustique illustrent, numéro après numéro, un article des Actualités pour le plus grand plaisir de ses lecteurs. Le 2 juin dernier, son talent a été récompensé par le Grand prix du journalisme indépendant, catégorie « illustration éditoriale », pour sa caricature sur les gaz de schiste publiée dans *Relations* (n° 744, octobre-novembre 2010, p. 4). Nous en profitons pour le féliciter chaleureusement et lui exprimer toute notre reconnaissance pour sa fidèle collaboration.

COALITION SOLIDARITÉ SANTÉ

La Coalition Solidarité Santé fête ses 20 ans. Pour l'occasion, elle invite la population à diffuser son manifeste renouvelé *20 ans de luttes et de débats pour la sauvegarde du système public!* Aussi, une troisième capsule vidéo sur la privatisation est prescrite à tous sans modération! Le 2 juin, une célébration mettait en lumière toute la rigueur de ses analyses et propositions ainsi que le dynamisme de son action. Un hommage était aussi rendu à ses fondateurs, Béatrice Chiasson et Claude St-Georges. Près de soixante organisations syndicales, communautaires et citoyennes en font aujourd'hui partie. Consulter: <<http://cssante.typepad.com>>.

TRAITE HUMAINE

Des membres du Comité d'action contre la traite humaine interne et internationale (CATHII) de la région de Trois-Rivières (Micheline Trudel, Lucie Larouche et Mariette Milot – voir « Je vous salue Mariette », *Relations*, n° 748, mai 2011) ont produit un outil de conscientisation contre la traite des femmes. Deux millions d'entre elles en sont victimes chaque année. L'objectif est de faire connaître ce nouvel esclavage au plus grand nombre possible de gens, particulièrement les jeunes. L'outil comprend un DVD de la pièce de théâtre *Femmes déchirées* et un guide d'animation, au coût de 20 \$. Contacter le CATHII: <cathii_info@yahoo.ca>.

ENTRAIDE MISSIONNAIRE

Pendant qu'une vague de démocratisation déferle sur le Maghreb et le Moyen-Orient, plusieurs se demandent si la démocratie existe encore en Occident. Le congrès annuel de l'Entraide missionnaire, qui aura lieu les 10 et 11 septembre au Collège Notre-Dame, à Montréal, sera l'occasion de réfléchir à cette question, tout comme aux orientations néolibérales actuelles des gouvernements canadien et québécois. Celles-ci témoignent de la puissance des lobbys de la finance, de la guerre et du commerce pour faire obstacle aux processus démocratiques. Intitulé « La démocratie en question », l'événement présentera des conférences sur les liens entre droits et démocratie, les révoltes dans le monde arabe, les voix démocratiques en Amérique latine et la notion de « biens communs ». Renseignements: <www.web.net/emi/>.

UN MONDE À + 4°C

À l'heure actuelle, aucun accord ne s'apprête à succéder au Protocole de Kyoto, qui arrivera à échéance à la fin de 2012. Dans la foulée du Sommet de Copenhague, il avait été calculé que si les engagements cumulés des pays se matérialisaient, il en résulterait néanmoins une hausse moyenne de la température de l'ordre de 3,5°C d'ici la fin du siècle. Ces scénarios inquiétants laissent poindre des mouvements massifs de population fuyant les conséquences du réchauffement climatique. Dans le numéro de la revue *Études* de juin 2011, François Gemme signe un article éclairant sur ces déplacements « dans un monde à + 4°C ». Le rédacteur en chef Pierre de Charentenay propose quant à lui un billet intitulé « Chrétiens et CO₂ ».

EXPOS DE LINO

Lino, un fidèle collaborateur de la revue, présentera une rétrospective de douze ans de création exceptionnelle au Centre de design de l'UQAM du 1^{er} septembre au 30 octobre 2011. Il y exposera affiches, planches graphiques originales, publicités, peintures, livres, brochures et animations, illustrant ainsi la profondeur de sa réflexion et l'homogénéité de sa démarche artistique sans concession. Un complément de l'exposition sera présenté à la Grande Bibliothèque du 1^{er} septembre au 2 octobre, qui comprendra une grande murale de textes et d'illustrations réalisés pour la compagnie de danse d'Estelle Clareton, Création caféine, dans le cadre d'un laboratoire danse/peinture à l'Agora de la danse.

SITE

LE NOUVEAU SITE WEB DE RELATIONS ET DU CENTRE JUSTICE ET FOI

WWW.CJF.QC.CA
WWW.REVUERELATIONS.QC.CA

Ces dernières années, nous avons délaissé la recension de sites Web dans cette rubrique pour privilégier le documentaire; mais à tout seigneur, tout honneur: nous faisons place cette fois à la présentation du nouveau site Web de la revue *Relations*¹ et du Centre justice et foi (CJF).

Près de neuf ans après le lancement de notre premier site, celui-ci a fait peau neuve ce printemps, à l'occasion du 70^e anniversaire de la revue. C'est l'équipe de Gris-Gris Design Graphique qui a relevé le défi en misant sur une belle simplicité graphique et sur des couleurs qui aident à s'y repérer parmi les composantes du CJF (*Relations*, activités publiques, Vivre ensemble). Les activités et documents des uns et des autres (annonces, parutions de la revue, mémoires, bulletins, prises de position, etc.) sont plus faciles que jamais à trouver et à consulter grâce à un outil de recherche (par auteur, mot-clé, thème, etc.) – l'ajout peut-être le plus incontournable de cette nouvelle mouture du site.

Des extraits sonores et vidéo de conférences ou d'entrevues pourront être ajoutés progressivement. Les sections *À surveiller*, *Nouvelles*, *Dans les médias* permettent de communiquer diverses annonces et de refléter la visibilité médiatique souvent méconnue que nous attirent nos activités et la revue.

Relations conserve son parti pris pour l'imprimé, pour la revue en tant qu'objet et projet – matériel et intellectuel – à saisir dans sa totalité (même si chacun est libre d'y lire ce qu'il veut).

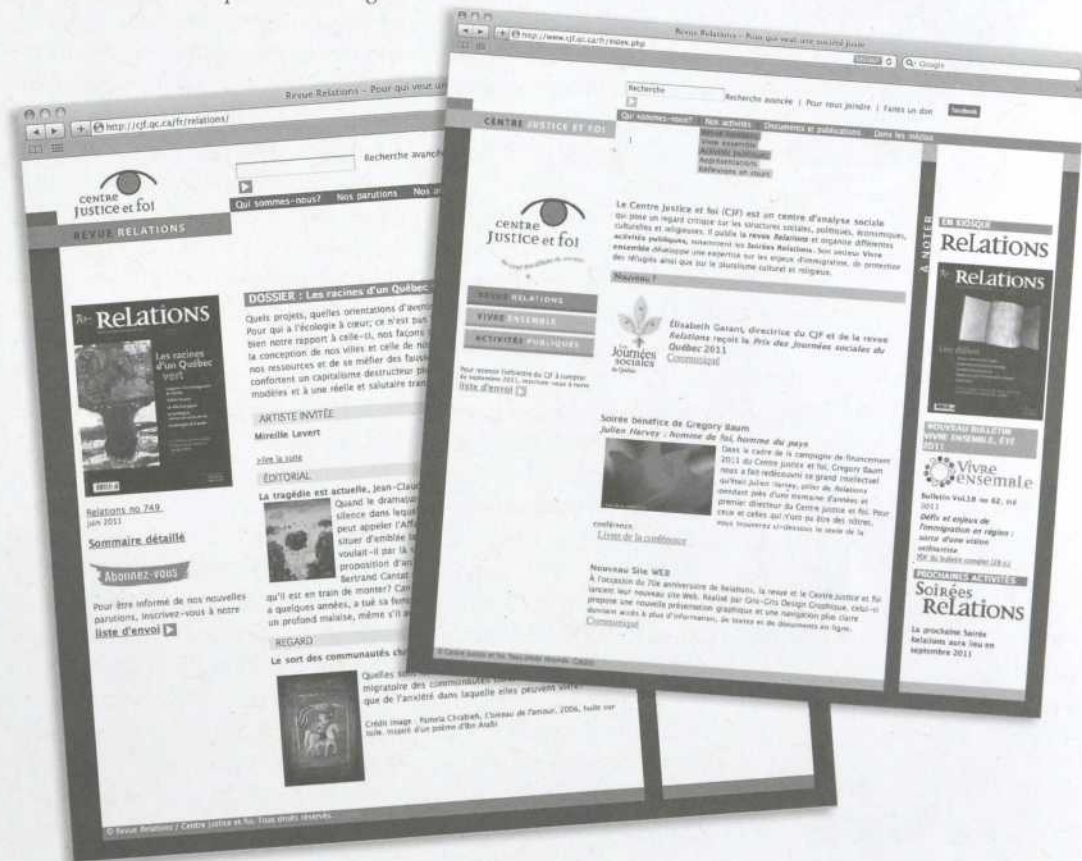
Elle ne propose pas pour l'instant d'abonnement payant à une édition électronique. En offrant en ligne la majorité des articles des dix dernières années² (jusqu'ici, seule une sélection d'articles était disponible), elle fait un pari, qui est aussi celui du CJF: que la richesse indéniable de toute cette production en analyse sociale puisse, grâce à Internet, être davantage connue et bénéficier à tous ceux et celles à qui elle est destinée, soit les citoyens et acteurs sociaux hors des circuits universitaires qui s'intéressent aux enjeux de justice sociale, de même que les étudiants et chercheurs. À cette générosité correspondront, nous l'espérons, l'appréciation, la prise de conscience et l'engagement des internautes qui saisiront que pour que tout cela continue, il est nécessaire de soutenir la revue et le CJF par la voie des abonnements et des dons – qui peuvent désormais être faits en ligne en utilisant *PayPal*. Bien sûr, de manière à ne pas se couper de précieuses ventes, seuls les éditoriaux et les présentations des dossiers thématiques sont en ligne

pendant les 3-4 premiers mois de parution, ce qui était déjà la norme.

Ce site est pour nous un outil de publication convivial qui facilite la mise en ligne des contenus. Cela n'a pas empêché l'entrée de tous ces documents dans la base de données du site d'être une opération mémorable pour l'équipe qui l'a assurée vaillamment!

Par ailleurs, nos ressources ne nous permettant pas d'animer adéquatement des forums de discussion ou des blogues, nous avons choisi de nous concentrer sur notre mission première et de continuer de favoriser les espaces d'échanges et de débats réels, et non pas virtuels. Toutefois, le CJF en profite pour lancer sa nouvelle page Facebook afin de pousser un peu plus loin son expérience du Web 2.0. À découvrir! Il propose aussi de nouvelles infolettres qui s'ajoutent à celle de *Relations*; les personnes intéressées sont invitées à s'inscrire sur le site pour être assurées de ne rien manquer!

CATHERINE CARON



1. Le site de *Relations* a bénéficié du soutien financier de Patrimoine canadien.
2. Excluant la chronique littéraire, les rubriques Multimédias et Livres.

NI PARTIR, NI SE TAIRE

Anne Soupa et Christine Pedotti
LES PIEDS DANS LE BÉNITIÉ
 Paris, Presses de la Renaissance,
 2010, 269 p.

Né d'un sursaut d'indignation, ce livre apporte une bouffée d'air frais. Aux catholiques qui se sentent à l'étroit dans l'espace qui leur est assigné en Église, les auteures offrent un diagnostic qui respire la liberté et un vigoureux plaidoyer pour engager l'avenir sur de nouvelles bases.

Anne Soupa, journaliste et Christine Pedotti, éditrice, ont reçu comme un soufflet les mots du cardinal archevêque de Paris, M^{gr} André Vingt-Trois: «Le tout n'est pas d'avoir une jupe, encore faut-il avoir quelque chose dans la tête!» Prononcés publiquement à la radio en novembre 2008, ces propos appelaient des excuses publiques: «le génie d'Anne fut d'avoir l'idée de porter plainte devant le tribunal ecclésiastique et d'invoquer à l'appui de la plainte, outre le droit de l'Église, la pratique évangélique de la correction fraternelle» (p. 33). La plainte fut retirée après que le cardinal eut précisé ses intentions, sans toutefois formuler de vraies excuses.

L'ouvrage raconte l'effet mobilisateur de cet événement: formation et manifestation du Comité de la jupe, puis fondation de la Conférence des catho-

liques baptisés de France, en octobre 2009. «L'épisode de la jupe, même s'il paraît, à tort, anecdotique, ouvre une période de turbulences parce qu'il signe à la fois la faillite d'une institution qui méprise les femmes et la saine réaction de la base» (p. 69). Le mal dénoncé dépasse l'Église de France et la condition des femmes; c'est le fonctionnement de la structure ecclésiale qui est en cause.

Le chapitre 3, intitulé «Sale hiver au Vatican», jette un regard critique sur des événements de 2009 qui ont déclenché le sentiment de responsabilité des auteures: levée des excommuni-

cations prononcées contre les quatre évêques de la mouvance d'extrême-droite lefebvriste; autorisation de célébrer la messe selon le rite liturgique de saint Pie V; aléas de la nomination du délégué de la France auprès du Saint-Siège; excommunication par l'évêque de Recife (Brésil) de la mère d'une fillette violée qui avait subi un avortement. Tout cela fit appel à la conscience de ces baptisées lucides qui déclarent: «lorsque l'Évangile risque d'être dénaturé par une structure malade, la fidélité est, justement, de se mettre en sûreté sous ses ailes» (p. 69).

Adeptes du concile Vatican II, les auteures refusent la tentation de se tourner vers le passé pour résoudre les problèmes réels que connaît l'Église et refusent, en même temps, de quitter la barque. «Ni partir, ni se taire» est leur premier slogan. Elles se chargent de poser des «questions désagréables» qui paralysent une opinion publique adulte en Église. Leur analyse du cléricalisme, impitoyable, est écrite dans un langage franc, sans jamais trahir le respect dû aux personnes qui travaillent dans l'institution. Le deuxième slogan surprend: «Nous ne demandons rien, mais nous espérons tout» (p. 141). Tournant le dos à une approche revendicatrice, les auteures proposent plutôt d'occuper le terrain, cette marge de manœuvre inhérente au baptême et, chose rare, elles invoquent sciemment le «principe de subsidiarité, un trésor de la doctrine sociale de l'Église, beaucoup cité et jamais appliqué» (p. 231).

Se rassembler, mais pour remplir quelle mission? Les auteures suggèrent, au chapitre 6, des ministères à exercer individuellement et en communauté: *l'écoute* de l'autre pour lui reconnaître sa pleine humanité et pour lire les signes des temps; la *bénédictio*n – témoigner en actes de la bienveillance de Dieu envers l'humanité – et le ministère de *l'espérance* dans un temps si inquiet et pourtant illuminé de la présence de Dieu. Soupa et Pedotti souhaitent que l'imagination prenne le pouvoir, qu'on accepte d'agir dans le respect des règles de l'Église catholique actuelle (p. 231) et qu'on table sur une diversité – un métissage, selon leur mot.

Voici deux femmes qui ont des idées dans la tête, de solides connaissances théologiques et bibliques et une ferme conviction: le christianisme vivant a quelque chose d'essentiel à dire au monde du XXI^e siècle. Il faut souhaiter que la Conférence des baptisés de France et les initiatives similaires chez nous soient accueillies et se développent comme une nouvelle Pentecôte.

GISÈLE TURCOT

RÉINVESTIR LA SPHÈRE PUBLIQUE

Jacques Généreux
LA GRANDE RÉGRESSION
 Paris, Seuil, 2010,
 278 p.

Jacques
Généreux
 La **Grande Régression**

SEUIL

Voici un livre de combat qui réussit à renouveler la critique sociale. Loin d'être un simple nostalgique ou encore d'ajouter au pessimisme ambiant, Jacques Généreux, économiste et professeur à Sciences Po Paris, déconstruit de manière saisissante le discours idéologique du néolibéralisme dominant. L'ouvrage possède une utilité bien réelle, celle de défaire plusieurs mythes économiques et financiers et de démontrer qu'il existe d'autres avenues.

L'auteur commence en rappelant ce qui a déjà été, d'où l'intitulé de son premier chapitre: «J'ai vu mourir la promesse d'un monde meilleur». Il fut une époque pas si lointaine où l'idée du progrès social possédait des assises concrètes, où les conditions de travail s'amélioraient, où la protection sociale s'étendait toujours davantage. Une époque où les actionnaires ne possédaient pas d'emprise démesurée, où les dirigeants d'entreprises n'avaient pas la possibilité de délocaliser comme bon leur semble et où les relations entre employeurs et employés n'étaient pas dominées par la menace d'un chantage, en mettant constamment les



demandeurs d'emploi de tous les pays les uns contre les autres.

Il ne faut pas chercher à idéaliser l'époque des Trente Glorieuses, car des inégalités et des injustices marquaient cette période. Néanmoins, il n'est pas inutile d'insister sur le fait que la notion de « progrès social » a déjà eu un sens.

Le danger, pour l'auteur, est celui « d'une régression de la civilisation [qui] procède de l'oubli d'un savoir-faire social et politique, d'un savoir vivre ensemble, d'un vouloir vivre ensemble, que l'on ne saurait conserver ailleurs que dans le cœur des hommes » (p. 12). La thèse développée dans le livre est que « les sociétés modernes ont développé une maladie de la pensée » (p. 46). Celle-ci est perceptible autant chez les élites (dont celles de gauche), des esprits pétrifiés soumis aux dogmes dominants, que chez les citoyens, dont la qualité de vie ne cesse de se dégrader mais qui demeurent « trop heureux de s'accrocher à n'importe quelle fable qui fasse baisser d'un cran la pression et l'angoisse » (p. 9).

Généreux poursuit en démontrant comment les plus puissants acteurs économiques ont réussi à se substituer au pouvoir des citoyens; comment des gouvernements ont mis au pas les travailleurs en leur infligeant revers par-dessus revers. L'application des réformes néolibérales, loin de signifier la mort du politique, représente plutôt « la victoire durable d'une politique » (p. 77). Le défi n'est donc pas de chercher à restituer une place plus importante au politique, mais « de remettre les États sous le contrôle effectif des citoyens et au service du bien commun » (p. 78).

La voie à suivre dépend de la réponse que nous donnerons quant à notre propre devenir. Souhaitons-nous nous adapter afin d'être toujours plus productifs, nous ajuster aux règles toujours plus sévères de la compétition ou préférons-nous édicter nos propres règles? La réponse dépend de ce que nous voulons sauver en priorité: une société démocratique pacifiée par la justice et la solidarité, ou bien la liberté de gagner le plus d'argent possible,

dans une *dis*-société brutale où seule une minorité pourra effectivement accumuler des richesses (p. 98)?

Généreux montre que non seulement nous sommes dans un cul-de-sac, mais aussi que nous nous dirigeons tout droit contre un mur en ce qui concerne l'économie et l'environnement, ce qui fait que notre avenir social et politique se précarise. On pourrait penser que la contribution de l'auteur mène au désespoir. Il n'en est rien. *La Grande Régression* constitue plutôt un appel à la reprise en main collective, au réinvestissement de la sphère publique accompagné d'un travail de décortication de l'argumentation néolibérale. L'ouvrage saura plaire à ceux et celles qui cherchent une nouvelle intelligibilité de notre époque et une capacité à s'extirper du mode de pensée dominant.

JEAN-FRANÇOIS LESSARD

UNE ÉCOLOGIE SOCIALE

Murray Bookchin

UNE SOCIÉTÉ À REFAIRE. VERS UNE ÉCOLOGIE DE LA LIBERTÉ

Montréal, Écosociété, 2011, 304 p.

En rééditant *Une société à refaire* de Murray Bookchin, Écosociété a vu juste. Car force est de constater que depuis la première édition de ce livre, à la fin des années 1980, les choses n'ont pas évolué dans le sens espéré, bien au contraire. Les problèmes environnementaux et sociaux sont même devenus encore plus prégnants. Quant aux théories écologistes, elles se sont contentées de promouvoir une approche individualisante et réductrice de type « acheter, c'est voter ». Ou pire, de prêcher l'écologie profonde (*deep ecology*), le primitivisme et le retour de « la religion dans la nature ». Des perspectives qui, au final, légitiment beaucoup d'atrocités.

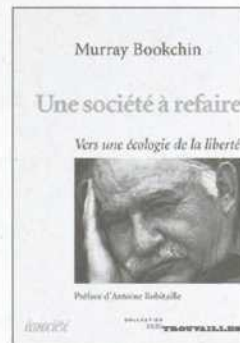
C'est pour contrer leur émergence que Bookchin a senti le besoin d'écrire ce livre et de le rendre à la fois synthétique et accessible. Mais la portée de cet ouvrage est bien plus vaste. C'est au

renouvellement des pensées anarchistes, écologistes et même de la théorie critique en général qu'il s'attelle.

La thèse centrale du livre consiste à dire qu'il n'y a pas d'écologie qui ne soit pas sociale. Au cœur de l'écologie sociale il y a donc la nécessité de repenser – et de refaire – le rapport entre l'humain et son environnement. Ainsi, pour Bookchin, la domination et la destruction de la nature ne sont pas le fruit de la simple présence des sociétés humaines, mais plutôt de leurs systèmes de domination. Autrement dit, si nous supprimons les systèmes responsables des inégalités sociales, nous réglerons du même coup le rapport dévastateur que l'on entretient avec la nature.

En plus d'une mise en page revampée, les lecteurs et lectrices de cette réédition apprécieront le soin avec lequel l'auteur de la préface, le journaliste Antoine Robitaille, réussit à faire ressortir certaines des filiations idéologiques de Bookchin qui peuvent passer inaperçues, notamment Jean-Jacques Rousseau et Cornelius Castoriadis. Mais si on ne s'en tient qu'à cela, comme le fait Robitaille, on rate l'essentiel car *Une société à refaire* n'est pas un essai philosophique abstrait, bien au contraire. Il s'agit d'un véritable cri du cœur, un appel à s'inspirer du passé pour agir aujourd'hui. Bookchin y décrit avec passion les luttes historiques concrètes qu'ont menées différentes communautés. Il y expose de manière captivante l'essor de l'Agora d'Athènes ou encore la résistance des cités médiévales face à l'aristocratie et à l'État naissant.

Ainsi, quand Robitaille termine sa préface en parlant du « risque révolutionnaire » et du danger de telles utopies, il commet l'irréparable. Quelle hérésie! L'élève, qui a fait son mémoire de maîtrise sur Bookchin, a vraisemblablement mal retenu sa leçon. En effet, les écrits de Bookchin s'achèvent presque toujours sur un appel inspiré à faire rayonner les possibilités humaines





et à nous libérer des hiérarchies. Le regard philosophique qu'il pose sur l'histoire n'est pas celui d'un observateur indifférent, mais d'un homme engagé, constamment à la recherche de moyens pour refaire la société, comme le «municipalisme libertaire». Dans ce système politique, des institutions composées d'assemblées de citoyens, dans un esprit de démocratie directe, remplaceraient l'État-nation par une confédération de municipalités. Possible? Il n'en tient qu'à nous, répondrait Bookchin.

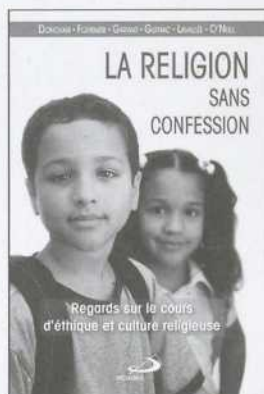
AMBROISE THÉRIAULT

UN COURS CONTROVERSÉ

Paul Donovan, Sylvain Fournier, Élisabeth Garant, Alain Gignac, Suzanne Lavallée, Louis O'Neill
LA RELIGION SANS CONFESSION. REGARDS SUR LE COURS D'ÉTHIQUE ET CULTURE RELIGIEUSE
 Montréal, Médiaspaul, 2011, 175 p.

La déconfessionnalisation de l'école québécoise suscite un débat vieux d'au moins quarante ans, le Rapport Parent datant de 1963. Depuis une quinzaine d'années, le régime pédagogique faisait une place à l'enseignement religieux catholique, protestant et de la morale. Mais le régime était boiteux et donnait lieu à de multiples controverses. En 2008, le Ministère de l'Éducation a mis en place le programme d'éthique et culture religieuse (ECR) dont la complexité, la perspective pédagogique, les orientations et l'implantation rapide causent problème. Les tenants de la laïcité pure et dure s'y opposent, tout comme ceux d'un enseignement religieux et du maintien de la confessionnalité. Deux procès ont été intentés et les médias sont friands des bavures sur la mise en place du programme, chaque clan y trouvant des arguments pour relancer la controverse.

Religion sans confession donne la parole à six auteurs qui sont aussi des



acteurs de ce débat. Trois voix sont nettement favorables au programme ECR et trois voix nettement défavorables. Les six contributions sont en général de bon calibre et faciles à lire. Le texte de Sylvain Fournier, président de l'Association québécoise des professeurs en éthique et culture religieuse, est malheureusement polémique avec des sous-titres méprisants («les prétendus laïcs», «les nationalistes du terroir»), mais il situe bien le cours et ses objectifs. Le texte d'André Gignac, théologien et conseiller pour la préparation de manuels scolaires du programme, est plein d'exemples concrets et met bien en évidence que la situation antérieure ne pouvait plus durer. Le texte d'Élisabeth Garant («Une approche de la laïcité ouverte»), directrice du Centre justice et foi, m'a paru de beaucoup la contribution la plus éclairante. Elle situe les décisions actuelles dans le contexte historique, politique et religieux et pense que l'approche culturelle de la religion est la piste à explorer: «Cette option marque notre volonté de s'assurer que tous les élèves pourront développer ensemble une réflexion éthique, l'enrichir de perspectives différentes et s'assurer d'une compétence de base en matière de phénomènes religieux» (p. 139).

Incidemment, on remarquera que les jésuites sont des deux côtés du combat: alors que le Centre justice et foi le trouve opportun, le collège Loyola attaque le cours devant les tribunaux. La défense de son directeur, Paul Donovan, doit être solide, puisqu'elle a convaincu un juge (le gouvernement est allé en appel). Son argument est que Loyola n'a pas à adopter l'ECR puisque les deux objectifs du cours sont déjà satisfaits: «[...] l'école Loyola offre depuis vingt-cinq ans un cours intitulé Religions du monde et aucun de nos étudiants des dix dernières années n'a reçu son diplôme sans l'avoir suivi».

Son texte attaque de front le philosophe Georges Leroux sur le plan de la neutralité et de l'éthique. Il contient également une forte défense de l'école (privée?) comme prolongement de la famille. L'argumentation de Donovan est auto-référencée et s'appuie sur le catéchisme de l'Église catholique et sur un texte de la Congrégation pour la doctrine de la foi (p. 65-67).

Le texte de Suzanne Lavallée témoigne d'une grande souffrance. Elle a intenté et perdu, avec son mari, un procès pour faire exempter ses enfants du cours ECR (la Cour suprême a toutefois accepté d'entendre l'appel). Essentiellement, elle voit l'école comme le prolongement de la famille. Elle entend donc que les convictions et les valeurs qui sont les siennes y soient présentes. L'auteure attaque ensuite le programme ECR, ses visées et sa conception de l'éthique. Elle critique également les manuels mis en œuvre, puis le vécu réel dans les classes (plusieurs éléments savoureux à lire aux pages 116-120).

Louis O'Neill, théologien et homme politique, procède pour sa part à une démolition en règle du cours à partir des travaux de Guy Durand et de Joëlle Quélin. Stratégiquement, il ne demande pas l'abolition du cours mais suggère des accommodements: primauté du droit des parents, droit d'exemption, liberté de conscience de l'enseignant et donc liberté de témoignage, restauration du libre choix. Dans le prolongement de Guy Durand, O'Neill propose un programme de culture chrétienne. Il demande l'inversion de la réforme éducative, le retour au contenu et l'abandon de l'insistance sur les processus et les habiletés.

Au total, il s'agit d'un livre intéressant mais inachevé. Il y manque un article intégrateur. L'éditeur aurait dû demander à un septième auteur de relire l'ensemble de l'ouvrage pour en dégager des perspectives, notamment en ce qui a trait au triptyque famille-école-État. J'attends ainsi, depuis longtemps, une intervention de mon Église sur la primauté de l'école publique...

ANDRÉ BEAUCHAMP

SOIRÉES Relations

La décroissance: une alternative socioéconomique viable?

Dans notre monde contemporain, la croissance économique est un dogme intouchable à l'aune duquel on mesure l'état de l'économie: s'il y a croissance, elle est en santé, mais si elle diminue, on parle alors de crise économique. Or, depuis quelques années, des économistes et militants sociaux proposent que la vraie santé économique, sociale et écologique passerait d'abord par une décroissance. S'agit-il d'une orientation viable? À quoi ressemblerait une société qui ne serait pas fondée sur la croissance? Quelles seraient les limites et les contradictions d'une telle approche?

À Montréal

Le lundi 26 septembre 2011, de 19 h à 21 h 30

Maison Bellarmin, 25, rue Jarry Ouest
(métro Jarry ou de Castelnau)

Avec :

Yves-Marie Abraham, sociologue, professeur aux HEC de Montréal;
Serge Mongeau, écrivain et directeur de l'ouvrage collectif *Objecteurs de croissance. Pour sortir de l'impasse: la décroissance* (Écosociété, 2007);
Maxime Ouellet, docteur en études politiques de l'Université d'Ottawa et professeur au Cégep Lionel-Groulx.

À Québec

Le lundi 3 octobre 2011, de 19 h à 21 h 30

Centre culture et environnement Frédéric-Back
870, avenue de Salaberry, salle 322-324

Avec :

Yves-Marie Abraham, sociologue, professeur aux HEC de Montréal;
François L'Italien, doctorant en sociologie à l'Université Laval et membre du Collectif d'analyse de la financiarisation du capitalisme avancé (CAFCA);
Louis Marion, philosophe et coauteur de *Décroissance versus développement durable* (Écosociété, 2011).

Contribution suggérée: 5 \$

Renseignements: Agusti Nicolau, 514-387-2541, poste 241 / <anicolau@cjf.qc.ca> <www.cjf.qc.ca/soirees_relations>

SOIRÉES Relations SUR DVD

Le saviez-vous?

Vous pouvez vous procurer les DVD des Soirées Relations

Les révoltes au Maghreb et au Proche-Orient

L'initiative citoyenne: un antidote à la désaffection politique?

La religion: une voix dans la lutte contre la violence

Les 50 ans des indépendances africaines

Islam et modernité

La longue marche de la résistance mexicaine

La souveraineté comme projet

Le catholicisme québécois survivra-t-il à son déclin?

Briser le cycle de l'impunité

Célébrons la beauté du monde

Le sport professionnel comme métaphore du capitalisme

60 ans après Asbestos: les minières au banc des accusés

... et plusieurs autres!

Pour plus d'information sur les soirées et la liste complète:
<www.cjf.qc.ca/fr/ap/activites_archives.php?idc=1>

Achat: 10 \$ (taxes et frais d'expédition inclus)

Contact: Christiane Le Guen au Centre justice et foi au 514-387-2541, p. 234
ou par courriel: cleguen@cjf.qc.ca

Radio Ville-Marie

*Un vaste réseau,
une présence qui compte!*

Radio
Ville-Marie
91,3 fm Montréal

RVM
vous informe au jour le jour



Denis Miron
Passeport matin
DU LUNDI AU VENDREDI
DE 7 H À 9 H



Jean-Philippe Trottier
Midi-Actualités
DU LUNDI AU VENDREDI
DE 12 H À 13 H



Philippe Vaillancourt
Proximo
UN BULLETIN HEBDOMADAIRE
DE NOUVELLES RELIGIEUSES VIA INTERNET.
PLUS DE 9 000 ABONNÉS!



Camille Gaïor
Aujourd'hui le monde
MERCREDI 11 H

RVM *donne la parole
aux sans-voix*



Jean-Marie Lapointe
Des gens comme les autres
MARDI 11 H



Sylvain Sicotte
Magazine dignité
MERCREDI 13 H 30

RVM *analyse
nos choix de société*



Jean Carette et Michel Rioux
Sociétés ouvertes
LUNDI 11 H

104,1 FM Rimouski
100,3 FM Sherbrooke
89,9 FM Trois-Rivières
89,3 FM Victoriaville
1350 AM Ottawa-Gatineau

Tél. : 514 382-3913
Sans frais 1-855- 212-2020

www.radiovm.com